



50 ans de solidarité... *et la lutte continue!*
Fifty years of solidarity... *the struggle continues.*

Rapport du Comité des statuts

Report of the Constitution Committee



50 ans de solidarité... et la lutte continue!
Fifty years of solidarity.... the struggle continues.

NOTE DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL

Confrères et consœurs,

Pour que les documents présentés à la délégation du congrès soient plus faciles à consulter, nous avons adopté, pour le congrès national de 2008, une nouvelle méthode de présentation des résolutions et des rapports du Comité des statuts et du Comité des résolutions générales et des politiques nationales.

Auparavant, les déléguées et délégués recevaient un cahier des résolutions et un autre document contenant les rapports des comités du congrès. Les rapports des comités indiquaient uniquement les numéros des résolutions et la délégation devait sans cesse passer du rapport au cahier des résolutions.

Les déléguées et délégués ne recevront plus de cahier des résolutions puisque toutes les résolutions figurent dans les rapports des comités. Nous avons regroupé rapports et résolutions dans un recueil divisé en quatre couleurs, dont voici la description :

- Le rapport du Comité des statuts est présenté dans les pages de couleur ivoire. Cette partie comprend le texte intégral des résolutions dont le Comité recommande l'adoption par la délégation du congrès.
- Les pages vertes comprennent les résolutions dont s'est servi le Comité des statuts pour former les résolutions mixtes.
- Les pages bleues comprennent les résolutions dont l'objectif a été rejoint par d'autres résolutions, tel qu'il est indiqué dans le rapport de la partie ivoire.
- Les pages blanches comprennent les résolutions qui ont été rejetées par le Comité des statuts.

Nous espérons que vous trouverez cette manière de présenter l'information plus conviviale qu'auparavant.

April 2015 / avril 2015
sepb-cope 225 / scfp-cupe 1979
(37-B)

NOTE FROM THE NATIONAL SECRETARY-TREASURER

Brothers and Sisters:

In an effort to better organize the documents presented to delegates, we adopted for the 2008 National Convention a new format for resolutions and reports of the Constitution Committee and the General Resolutions and National Policies Committee.

Previously, delegates were provided with a resolutions book and a separate report from the committees. The committees' report simply referenced the particular resolutions by number. Delegates were required to flip back and forth between the report and the resolutions book.

Resolutions books are no longer provided to delegates since all the resolutions appear in the reports. We have combined the report and the resolutions in a four-part color-coded book, as follows:

- The Constitution Committee's report is in ivory. This section contains the full text of the resolutions recommended for adoption by delegates at Convention.
- The green section contains the resolutions used by the Constitution Committee to create composite resolutions.
- The blue section comprises the resolutions whose intent is covered by other resolutions, as noted in the ivory section.
- The white pages contain the resolutions rejected by the Constitution Committee.

We trust you will find this format much more user friendly than what was previously the norm.

RAPPORT DU COMITÉ DES STATUTS

CONSTITUTION COMMITTEE REPORT

Toni MacAfee	Jim Gallant
Maryse Habel	Marc Roussel
Magali Giroux	Alain Duguay
Cheryl MacMillan	Dave Jenkins
Megan Whitfield	Abdi Hagi Yusuf
Shelley Sillers	John Vandonk
Anna Beale	Ben Zorn
Tami Brushey	Anthony Holzer
Gayle Bossenberry	George Kuehnbaum

Le confrère John Vandonk est élu président du Comité et la consœur Shelley Sillers est élue secrétaire du Comité des statuts, conformément au paragraphe 3.12 des statuts nationaux.

La consœur Gayle Bossenberry, 1^{re} vice-présidente nationale, participe aux délibérations du Comité des statuts à titre de représentante du Conseil exécutif national, et le confrère George Kuehnbaum, secrétaire-trésorier national, y participe conformément au paragraphe 3.19 des statuts nationaux. Ils ont le droit de parole, mais non le droit de vote.

RÉSOLUTION MIXTE N^o 9 QUI REJOINT L'INTENTION DES RÉSOLUTIONS N^{os} 3, 85 ET 86

**Le comité recommande l'adoption de la
resolution mixte n^o 9 qui rejoint l'intention
des resolutions n^{os} 3, 85 et 86:**

Article 1 – Liberté d'expression

Paragraphe 1.06

Nous voulons ajouter le paragraphe suivant
immédiatement après le paragraphe 1.05, puis
refaire la numérotation en conséquence :

**1.06 Chaque membre a le droit
d'exprimer librement son opinion dans le
cadre de la ratification d'un projet de
convention collective.**

Toni MacAfee	Jim Gallant
Maryse Habel	Marc Roussel
Magali Giroux	Alain Duguay
Cheryl MacMillan	Dave Jenkins
Megan Whitfield	Abdi Hagi Yusuf
Shelley Sillers	John Vandonk
Anna Beale	Ben Zorn
Tami Brushey	Anthony Holzer
Gayle Bossenberry	George Kuehnbaum

In accordance with section 3.12 of the National Constitution, Brother John Vandonk was elected as Chairperson of the Committee and Sister Shelley Sillers was elected as Secretary of the Committee.

Sister Gayle Bossenberry, 1st National Vice-President, is present as the representative of the National Executive Board and Brother George Kuehnbaum, National Secretary-Treasurer, is present in accordance with section 3.19 of the National Constitution. They both have voice but no right to vote.

COMPOSITE NO. 9 TO COVER THE INTENT OF RESOLUTIONS NOS. 3, 85 AND 86

**The Committee recommends adoption of
composite no. 9 to cover the intent of
resolutions nos. 3, 85 and 86:**

Article 1 – Freedom of Speech

Section 1.06

We want the following to be inserted after
section 1.05 and renumber accordingly:

**1.06 Every member has the right to freely
express their opinion during the ratification
of a tentative agreement.**

QU'IL SOIT RÉSOLU de ne pas interdire aux dirigeantes et dirigeants d'exprimer leur opinion en autant qu'ils ne dénigrent pas le Syndicat et n'enfreignent pas le droit à la confidentialité d'un autre membre.

Paragraphe 6.16

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 6.16 comme suit :

Les rapports majoritaires et minoritaires (s'il y a lieu), ainsi que les motifs de demander aux membres d'accepter ou de rejeter les conditions de règlement proposées ne font pas l'objet d'un vote, mais sont portées à la connaissance **de l'ensemble des membres** par des bulletins, **des tabloïds de ratification** et d'autres moyens avant le vote de ratification.

RÉSOLUTION N° 4

Conférence régionale du Pacifique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 4.

Alinéa 1.07 b) Perte du statut de membre en règle

ATTENDU QUE la demande d'exonération de paiement des cotisations syndicales de certains membres est encore en traitement au bureau national;

ATTENDU QU'il peut s'écouler plus de trois mois avant de savoir si le membre a recouvré son statut de membre en règle;

QU'IL SOIT RÉSOLU de remplacer, à l'alinéa 1.07 b), « trois mois » par « six mois ».

BE IT RESOLVED that no officers of the Union will be prevented from expressing his/her opinion so long as he/she does not defame the Union or breach another members right to confidentiality.

Section 6.16

THEREFORE section 6.16 be amended to read:

The majority and minority reports (if any), along with reasons for asking the members to accept or reject proposed terms of settlement, shall not be voted on but shall be made known to **all** the membership by way of bulletins, **ratification tabloids and** other means prior to the ratification vote.

RESOLUTION NO 4

Pacific Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 4.

Section 1.07 (b) Loss of Standing

WHEREAS members have applied for a dues waiver and the paperwork is still pending from National;

WHEREAS the time lag in getting this information that the member is back in good standing can take longer than 3 months;

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 1.07 (b) of the National Constitution read six months where it currently states three months.

RÉSOLUTION N° 5

Conférence régionale de l'Ontario

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 5.

Paragraphe 1.21

ATTENDU QUE tous les membres en règle d'unités de négociation représentées par le STTP qui ont pris leur retraite sont admissibles au statut de membre à la retraite du STTP;

ATTENDU QUE le Syndicat devrait reconnaître la contribution des membres en accordant le statut de membre à la retraite à tous les membres en règle qui prennent leur retraite, plutôt que d'attendre que ces membres en fassent la demande;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le deuxième alinéa du paragraphe 1.21 comme suit :

La secrétaire-trésorière ou le secrétaire-trésorier de la section locale transmet à la secrétaire-trésorière ou au secrétaire-trésorier national le nom du membre retraité et tout autre renseignement nécessaire. Dès qu'elle ou il confirme que le membre était en règle au moment de son départ à la retraite, la secrétaire-trésorière ou le secrétaire-trésorier national établit une carte syndicale de membre à la retraite et en avise la secrétaire-trésorière ou le secrétaire-trésorier de la section locale.

RÉSOLUTION N° 7

Section locale de Fraser Valley West

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 7.

PUISQUE les membres à vie jouent un rôle de plus en plus important au sein de leur section locale en participant aux réunions, aux activités, aux rassemblements et aux campagnes;

RESOLUTION NO 5

Ontario Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 5.

Section 1.21

WHEREAS all members in good standing who have retired from employment in bargaining units represented by CUPW are eligible for retired members status in CUPW; and,

WHEREAS all members in good standing who retire should be acknowledged for their involvement in the Union by automatically being given Retired Member Status instead of having to apply for it; therefore,

BE IT RESOLVED to change the second paragraph of 1.21 as follows:

The Secretary-Treasurer of the Local shall forward the name of the retiree and necessary particulars to the National Secretary-Treasurer. Upon confirming membership in good standing at the time of retirement, the National Secretary-Treasurer shall issue a Retired Member union card to the member and shall so inform the Local Secretary-Treasurer.

RESOLUTION NO 7

Fraser Valley West Local

The Committee recommends adoption of resolution no. 7.

SINCE lifetime members are having more and more of an impact in their locals, with their attendance at meetings, events, rallies and campaigns;

PUISQUE les membres à vie demeurent fortement attachés à la convention collective en raison du régime de retraite;

PUISQUE leur vie dépend directement de nos rapports avec l'employeur et de nos rapports au sein même du Syndicat;

PUISQUE les membres à vie ont contribué de manière exceptionnelle au Syndicat et qu'ils veulent continuer d'y contribuer;

Nous voulons modifier le paragraphe 1.22 pour y inclure le texte suivant :

Tout membre ayant le statut de membre à vie a le droit de participer aux conférences régionales et au congrès national, à titre d'observateur, à condition d'avoir été élu à cette fin par sa section locale, lors d'une assemblée générale des membres.

RÉSOLUTION N° 8

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 8 telle qu'elle a été modifiée.

Paragraphe 1.29 – NOUVEAU

ATTENDU QUE, durant le vote de ratification sur les projets de convention collective de 2011 de l'unité de l'exploitation postale urbaine et de l'unité des factrices et facteurs ruraux et suburbains, le Syndicat n'a pas fourni de service d'interprétation pour veiller à ce que les membres comprennent bien les recommandations majoritaire et minoritaire d'acceptation ou de rejet des projets de convention collective;

ATTENDU QUE les sections locales, et non le palier national, ont payé pour retenir les services d'un membre bilingue pouvant traduire la présentation des recommandations de rejet et, dans un cas, d'acceptation des projets de convention collective;

SINCE lifetime members are still largely attached to our collective agreements through the Pension Plan;

SINCE their lives directly depend on our dealings with the employer as well as each other;

SINCE they have made special contributions to the Union and want to continue to make more contributions;

We want to amend section 1.22 to include:

Lifetime member status provides for his/her attendance at Regional Conferences and National Conventions, as observers, if elected at a General Membership meeting by his/her local.

RESOLUTION NO 8

Atlantic Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 8, as amended.

Section 1.29 – NEW

WHEREAS during the 2011 ratifications of both the Urban Operations and Rural and Suburban Mail Carriers collective agreements, the Union did not provide translation services to ensure members received both the majority and minority recommendations to accept/reject the tentative agreements; and

WHEREAS locals, not the Union, provided the funds to secure the services of a bilingual member to translate the presentations of the recommendations to reject, and in one instance, accept the tentative agreements;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter un nouveau paragraphe 1.29 rédigé ainsi :

« 1.29 Sur demande écrite d'une section locale, le Syndicat assure un service d'interprétation simultanée pour toute réunion convoquée par le palier national aux termes des paragraphes 6.17 ou 6.18 ou des alinéas 13.01 b) et c), afin que l'ensemble des membres puissent obtenir toute l'information nécessaire avant la tenue du vote. »

RÉSOLUTION N° 18

Conférence régionale du Pacifique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 18.

Paragraphe 3.11

ATTENDU QUE beaucoup de temps est consacré à la lecture des rapports des dirigeantes et dirigeants qui sont remis au congrès;

ATTENDU QUE l'envoi de ces rapports à tous les délégués et déléguées avant la tenue du congrès leur permet d'en faire une lecture attentive et, par conséquent, d'être au courant du contenu et d'avoir une meilleure compréhension des enjeux, ou encore des questions à poser;

QU'IL SOIT RÉSOLU de poster aux déléguées et délégués les rapports des dirigeantes et dirigeants un mois avant la tenue du congrès et de ne pas en faire la lecture durant le congrès, ce qui laissera plus de temps pour discuter des résolutions.

RÉSOLUTION N° 20

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 20.

Paragraphe 3.20

ATTENDU QUE l'un des principaux objectifs du congrès national est de débattre de résolutions;

THEREFORE BE IT RESOLVED that a new section 1.29 be added:

“1.29 The Union shall provide, upon the written request of a local, all simultaneous interpretation services for any meeting conducted by the National Union, referred to in sections 6.17, 6.18 and 13.01(b), (c), so that all members will be fully informed prior to any subsequent vote of the membership.”

RESOLUTION NO 18

Pacific Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 18.

Section 3.11

WHEREAS a lot of time is spent reading the reports that were handed out at convention by the officers;

WHEREAS if the reports of the officers are sent out to all delegates before the convention to read and study, member would be in the know upon arrival to convention and have a better understanding of issues, or even questions to those officers;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the reports of the officers be made available and mailed to the delegates one month before the convention and not be read at convention, giving more time to work on resolutions.

RESOLUTION NO 20

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 20.

Section 3.20

WHEREAS one of the major purposes of the National Convention is to debate resolutions;

ATTENDU QU'à la fin de chaque congrès, il reste toujours un nombre de résolutions qui n'ont pu être débattues;

ATTENDU QU'à chaque congrès, il semble toujours y avoir une abondance de conférencières et conférenciers invités;

QU'IL SOIT RÉSOLU que, dans le but de débattre du plus grand nombre de résolutions possibles durant un congrès, le nombre de conférencières et conférenciers invités soit limité à un (1) par jour.

RÉSOLUTIONS N^{OS} 21 ET 22

Conférence régionale du Montréal métro

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 21 qui rejoint l'intention de la résolution n° 22.

ATTENDU QUE le temps dont le Syndicat dispose au congrès est limité, ce qui l'empêche de se pencher sur de nombreuses questions, notamment les résolutions;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le travail du congrès national porte surtout sur les résolutions, et que le Syndicat consacre au moins 70 % du temps du congrès, exception faite de la journée des élections, des rapports et du plan d'action, exclusivement à la discussion et à la mise aux voix des résolutions.

RÉSOLUTION N° 23

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 23.

Paragraphe 3.25

ATTENDU QUE, selon la pratique actuelle, les représentantes et représentants régionaux appelés à siéger aux comités nationaux et régionaux sont élus au congrès national;

WHEREAS at every Convention there are resolutions that do not get dealt with;

WHEREAS there always seems to be a plethora of guest speakers at Convention;

BE IT RESOLVED that in order to deal with as many resolutions as possible during Convention the number of guest speakers will be limited to one (1) per day.

RESOLUTIONS NOS. 21 AND 22

Metro-Montreal Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 21 to cover the intent of resolution n. 22.

WHEREAS the time at Convention is limited, thereby preventing the Union from dealing with many issues, especially resolutions;

BE IT RESOLVED that resolutions be the primary focus of Convention and that at least 70% of the time allotted for Convention, excluding the day of elections, the reports and the action plan, be exclusively devoted to debate and voting on resolutions.

RESOLUTION NO 23

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 23.

Section 3.25

WHEREAS the current practice for electing Regional representatives to National and Regional committees takes place at National Convention;

ATTENDU QU'un certain nombre des représentantes et représentants régionaux appelés à siéger à ces comités sont nommés après le congrès;

ATTENDU QUE les femmes et les groupes d'équité devraient élire leurs propres représentantes et représentants;

QU'IL SOIT RÉSOLU que l'ensemble des représentantes et représentants régionaux appelés à siéger à un comité national ou régional et leurs suppléants soient élus aux conférences régionales précongrès, sauf en ce qui concerne les comités visés par les paragraphes 3.15, 3.17, 3.18, 5.07 et 8.01 des statuts nationaux;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que les membres du Comité national des femmes et des comités régionaux de femmes et leurs suppléantes soient élues aux conférences régionales précongrès parmi les femmes présentes et que les représentantes et représentants régionaux et nationaux des groupes d'équité soient élus au cours de ces mêmes conférences parmi les membres de chacun de ces groupes;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que ce nouveau processus n'entre en vigueur qu'aux conférences régionales précongrès de 2019 et que les méthodes actuelles utilisées pour élire ou choisir des représentantes et représentants aux comités nationaux et régionaux et leurs suppléantes et suppléants demeurent en place.

RÉSOLUTION N^o 28

Conférence régionale du Québec

Le Comité recommande l'adoption de la résolution no 28.

Paragraphe 3.35

CONSIDÉRANT QUE les mandats de congrès sont maintenant de quatre (4) ans et que, durant cette période, il arrive à l'occasion qu'un poste devienne vacant à la suite d'une démission;

WHEREAS some Regional representatives are appointed to committees after convention;

WHEREAS women and equity groups should elect their representatives in caucus;

THEREFORE BE IT RESOLVED that all Regional representatives and alternates to National and Regional committees be elected at pre-convention Regional conferences with the exception of committees under the following articles in the National constitution 3.15, 3.17, 3.18, 5.07 and 8.01;

THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED that any elections for women representatives and alternates for National and Regional committees occur at the women's caucus at Pre-Convention regional conferences and any elections for equity representative and alternates for National and Regional committees in each of the equity group caucuses;

BE IT FINALLY RESOLVED that this new process will not take effect until the 2019 Pre-Convention Regional conferences and the current practices for electing/selecting representatives and alternates to National and Regional committees will remain in place.

RESOLUTION NO 28

Quebec Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 28.

Sections 3.35

CONSIDERING THAT we now have four-year Convention mandates and that, during that time, a vacancy may occur following a resignation;

CONSIDÉRANT QU'IL n'y a pas vraiment de mécanisme efficace et économique pour combler le ou les postes devenus vacants;

CONSIDÉRANT les coûts d'installation et de relocalisation d'une ou un permanent suppléant, qui peuvent atteindre plusieurs milliers de dollars;

QU'IL SOIT RÉSOLU QU'advenant une vacance à un poste de permanent régional, le Conseil exécutif national (CEN) voie à organiser une conférence spéciale dans les meilleurs délais dans la région concernée afin de combler le poste devenu vacant;

QU'IL SOIT ÉGALEMENT RÉSOLU QUE cette vacance ne soit pas comblée si le poste susmentionné devient vacant dans la période de six mois précédant la tenue du congrès national.

RÉSOLUTION MIXTE N° 6, QUI REJOINT L'INTENTION DU 1^{ER} PARAGRAPHE DU « QU'IL SOIT RÉSOLU » DE LA RÉSOLUTION N° 194, DU 1^{ER} « RÉSOLU » DE LA RÉSOLUTION N° 192, DE LA TROISIÈME PHRASE DE LA RÉSOLUTION N° 32 ET DES CINQ DERNIERS POINTS DES RÉSOLUTIONS N°S 191 ET 193

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution mixte n° 6 qui rejoint l'intention du 1^{er} paragraphe du « QU'IL SOIT RÉSOLU » de la résolution n° 194, du 1^{er} « RÉSOLU » de la résolution n° 192, de la troisième phrase de la résolution n° 32 et des cinq derniers points des résolutions n°s 191 et 193.

QU'IL SOIT RÉSOLU que, dès que le Syndicat, au palier national, reçoit un avis officiel de la prise de retraite d'un de ses membres, il lui fait parvenir une lettre dans laquelle il explique en quoi consiste le statut de membre retraité, décrit l'obligation faite aux sections locales de former un comité des membres retraités et l'informe des associations syndicales représentant les travailleuses et travailleurs syndiqués à la retraite, dont l'Association des syndicalistes retraités du Canada et le Regroupement des syndicalistes à la retraite (FTQ).

CONSIDERING THAT there is really no efficient and cost-effective mechanism to fill vacant positions;

CONSIDERING THAT the costs of installing and relocating an alternate union representative can reach many thousands of dollars;

BE IT RESOLVED that when a regional union representative position becomes vacant, the National Executive Board (NEB) shall fill the vacancy through a special conference organized as soon as possible in the region concerned;

BE IT ALSO RESOLVED that such vacancy not be filled if the above-mentioned position becomes vacant within the six-month period preceding National Convention.

COMPOSITE NO. 6 TO COVER THE INTENT OF THE 1ST PARAGRAPH OF THE “THEREFORE BE IT RESOLVED” OF RESOLUTION NO. 194, OF THE 1ST “RESOLVED” OF RESOLUTION NO. 192, OF THE FIRST SENTENCE IN RESOLUTION NO. 32 AND THE LAST 5 BULLETS OF RESOLUTION NOS. 191 AND 193

The Committee unanimously recommends adoption of composite no. 6 to cover the intent of the 1st paragraph of the “THEREFORE BE IT RESOLVED” of resolution no. 194, of the 1st “RESOLVED” of resolution no. 192, of the first sentence in resolution no. 32 and the last 5 bullets of resolution nos. 191 and 193.

THEREFORE BE IT RESOLVED that once the Union is officially notified that a member has retired, the member be sent a letter from National outlining retired member status, the requirement for locals to have retiree committees, and be provide information about other organizations within the labour movement for retirees, such as CURC Canadian Union of Retirees of Canada and the Regroupement des syndicalistes à la retraite (QFL).

Que les sections locales encouragent leurs membres à vie et leurs membres retraités à participer aux activités du mouvement syndical, à assister aux réunions de la section locale, à prendre part aux réunions du comité des membres retraités, et à se tenir au courant des luttes que mène actuellement le Syndicat, des défis que doivent relever les membres actifs et des questions qui pourraient toucher les personnes retraitées;

« Il incombe au Conseil exécutif national de communiquer régulièrement avec les membres retraités à propos du Régime de retraite de Postes Canada.

- Discussion sur les façons d'améliorer la communication entre les membres retraités et élaboration de mesures à cette fin pour faire en sorte que les membres retraités soient plus forts et plus unis;
- Discussion sur les façons d'améliorer la communication entre les membres retraités et tous les paliers du Syndicat et élaboration de mesures à cette fin;
- Encouragements continuels à l'intention des membres retraités pour les inciter à participer au comité local sur les régimes de retraite et les avantages sociaux des membres retraités et à se joindre aux organisations du mouvement syndical qui défendent les intérêts des travailleuses et travailleurs syndiqués à la retraite;
- Discussion sur les façons dont les membres retraités peuvent agir comme mentors pour les membres du STTP;
- Soutien aux membres à la retraite qui souhaitent mettre sur pied un comité local sur les régimes de retraite et les avantages sociaux des membres retraités.

To have Locals encourage their Lifetime and Retired Members to participate in Labour events, to attend Local meeting and to attend Retiree Committees meetings; to keep knowledgeable in our Union's ongoing struggle and battles facing the working members and to hear updates on issues that may affect retirees;

“The National Executive Board will be responsible for maintaining regular communications with current retirees about the Canada Post Pension Plan.

- There is discussion and development of ways to implement and enhance communication between retirees so that retirees can become stronger and more united.
- There is discussion and development of ways to implement and enhance communication between retirees and all levels of the union.
- There is ongoing encouragement for retirees to get involved in their local pension and retiree benefits committees and the labour movement organizations of retired union members.
- There is discussion and development of ways retirees can mentor CUPW members.
- There is assistance for current retirees who wish to develop local pension and retiree benefits committees.”

**RÉSOLUTION MIXTE N° 3 QUI REJOINT
L'INTENTION DES RÉSOLUTIONS N°S
33 ET 34**

Le Comité recommande l'adoption de la résolution mixte n° 3 qui rejoint l'intention des résolutions nos 33 et 34.

QU'IL SOIT RÉSOLU qu'un membre qui, de l'avis de la directrice ou du directeur national de la région ou des régions concernées, a une bonne raison de ne pas voter dans sa section locale puisse exercer son droit de vote prévu aux paragraphes 4.02, 6.17 et 6.18 des statuts nationaux à une réunion d'une autre section locale.

RÉSOLUTION NO 35

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution no 35.

Paragraphe 4.03

ATTENDU QUE les dirigeantes et dirigeants régionaux de l'éducation et de l'organisation et les dirigeantes et dirigeants régionaux des griefs doivent pouvoir se réunir pour élaborer des programmes dans leurs domaines de travail;

ATTENDU QUE les directrices et directeurs nationaux ont l'occasion de se rencontrer au cours des réunions du Conseil exécutif national;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le dernier paragraphe du paragraphe 4.03 soit modifié ainsi :

« Le Conseil exécutif national convoque au moins une fois par année au moins une autre réunion des dirigeantes et dirigeants régionaux des griefs et des dirigeantes et dirigeants régionaux de l'éducation et de l'organisation pour échanger [...] programmes nationaux. »

La réunion peut se tenir par vidéoconférence.

**COMPOSITE NO. 3 TO COVER THE
INTENT OF RESOLUTIONS NOS. 33 AND
34**

The Committee recommends adoption of composite no. 3 to cover the intent of resolution nos. 33 and 34.

BE IT RESOLVED that a member with sufficient excuse, as determined by the National Director(s) of the region(s) concerned, for not voting in their Local, be permitted to exercise his/her vote under sections 4.02, 6.17 and 6.18 at the meeting of another Local.

RESOLUTION NO 35

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 35.

Section 4.03

WHEREAS there exists the need for both the Regional Education & Organization Officers and the Regional Grievance Officers to meet and develop programs in their various fields of work;

WHEREAS National Directors have an opportunity to meet during meetings of the National Executive Board;

THEREFORE BE IT RESOLVED that 4.03 be amended, last paragraph to read:

“The National Executive Board shall call at least once a year, at least another meeting of the Regional Grievance Officers and Regional Education & Organization Officers...programs.”

This meeting could be done by videoconference.

RÉSOLUTION N° 36

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 36.

Paragraphe 4.03

ATTENDU QUE bon nombre de dirigeantes, dirigeants, permanentes et permanents syndicaux ont besoin, une fois élus, de suivre une formation pour occuper leur nouveau poste;

ATTENDU QU'il n'existe en ce moment aucun programme de formation officiel à l'intention de ces personnes;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le paragraphe 4.03 soit modifié pour remplacer la dernière partie de la dernière phrase du premier paragraphe par ce qui suit :

« [...] un programme d'un an qui doit être continu et qui doit comprendre les activités des dirigeants et dirigeantes, ainsi qu'un programme de formation à l'intention des dirigeantes et dirigeants et des permanentes et permanents syndicaux nouvellement élus [...] ».

RÉSOLUTION N° 40

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 40.

Paragraphe 4.06

Modifier le sixième alinéa du paragraphe 4.06 comme suit :

Le comité se réunit **une fois par année**, et le Syndicat national paie tous les coûts.
AJOUTER :

RESOLUTION NO. 36

Atlantic Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 36.

Section 4.03

WHEREAS many officers and union representatives require training once elected to a new position; and

WHEREAS currently there exists no formal training programs to address this situation;

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 4.03 be amended to insert:

“...one year program that shall be ongoing and include the activities of the officers, develop a training program for newly elected officers and union representatives, ...”

RESOLUTION NO 40

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 40.

Section 4.06

Change the 6th paragraph of section 4.06 to say:

This Committee shall meet **once a year** with all costs to be borne by the National Union.
ADD:

Un comité régional des femmes est constitué dans chaque région. Ce comité, qui se réunit deux fois par mandat, comprend toutes les élues qui occupent un poste à plein temps à la région, la représentante du Comité national des femmes et jusqu'à cinq autres femmes.

Le comité régional des femmes a pour but de promouvoir le travail du Comité national des femmes au palier régional.

En plus du financement alloué pour la tenue des deux réunions par mandat, le comité régional des femmes dispose de son propre budget pour la production de macarons et d'affiches et toute autre dépense pertinente.

Modifier le dernier alinéa du paragraphe 4.06 comme suit :

Sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif national, les directrices et directeurs nationaux accordent **à chaque région** jusqu'à dix (10) jours de congé pour fonctions syndicales payé par année **à répartir entre les représentantes élues** du Comité national des femmes **et du Comité régional des femmes** pour travailler à des campagnes et à des activités et rédiger des bulletins au nom des consœurs de leur région respective.

Raison : Favoriser une participation accrue des femmes.

RÉSOLUTIONS N^{OS} 38, 41, 44 ET 45

Conférence régionale du Québec

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n^o 41 qui rejoint l'intention des résolutions n^{os} 38, 44 et 45.

QU'IL SOIT RÉSOLU que la représentante régionale et les deux suppléantes du Comité national des femmes soient élues par l'ensemble des déléguées à la conférence régionale précongrès;

There shall also be a Regional Women's Committee that meets twice a mandate. This Committee shall be composed of all full-time elected Regional Women, the National Women's Committee representative and up to five other women.

The purpose of this Committee is to promote the work of the National Women's Committee at the Regional level.

The Regional Women's Committee will be provided with its own budget, in addition to the cost of two meetings a mandate, to cover costs for the production of buttons, posters and other appropriate expenditures.

Change the last paragraph of section 4.06 to say:

National Directors, subject to the approval of the National Executive Board, shall authorize up to 10 days per year **to be shared amongst the elected members of the National Women's Committee and Regional Women's Committee per Region** to work on campaigns, events, bulletins on behalf of the women in the Region.

Rationale: More women involved.

RESOLUTIONS NOS. 38, 41, 44 AND 45

Quebec Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 41 to cover the intent of resolutions nos. 38, 44 and 45.

BE IT RESOLVED that the Regional Women's representative and two alternates be elected from among all women delegates to the pre-convention regional conference;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que cette première étape du processus électoral soit mise en œuvre à la conférence régionale qui précède le congrès de 2019. Par conséquent, le processus électoral du congrès de 2015 demeure le même.

Raison : Un plus grand nombre de femmes participent aux conférences régionales.

RÉSOLUTIONS N^{OS} 37 ET 42

Conférence régionale du Québec

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n^o 42 qui rejoint l'intention de la résolution n^o 37.

Paragraphe 4.06

Qu'il soit résolu de modifier le 6^e alinéa du paragraphe 4.06 pour qu'il indique ce qui suit :

« Le comité se réunit une fois par année, et le palier national du Syndicat paie tous les frais de la réunion ».

RÉSOLUTION MIXTE N^O 5 QUI REJOINT L'INTENTION DES RÉSOLUTIONS N^{OS} 43 ET 48

Le Comité recommande l'adoption de la résolution mixte n^o 5 qui rejoint l'intention des résolutions n^{os} 43 et 48.

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP modifie le 6^e alinéa du paragraphe 4.06 pour qu'il indique ce qui suit :

« Le comité se réunit une fois par année et le Syndicat national paie tous les frais de la réunion. »;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le STTP ajoute le texte suivant au paragraphe 4.06 :

Le texte doit figurer après le dernier paragraphe du paragraphe 4.06 :

« De plus, une conférence régionale des femmes a lieu une fois par mandat. »;

BE IT RESOLVED that this initial step in the election process be implemented at the regional conference preceding the 2019 Convention, the election process for the 2015 Convention to remain unchanged.

Rationale: A greater number of women attend the regional conferences.

RESOLUTIONS NOS. 37 AND 42

Quebec Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 42 to cover the intent of resolution no. 37.

Section 4.06

BE IT RESOLVED that paragraph 6 of section 4.06 be amended to read as follows:

“The committee shall meet once a year, with all costs to be borne by the National Union.”

COMPOSITE NO. 5 TO COVER THE INTENT OF RESOLUTIONS NOS. 43 AND 48

The Committee recommends adoption of composite no. 5 to cover the intent of resolutions nos. 43 and 48.

BE IT RESOLVED that the 6th paragraph of section 4.06 be amended to read:

“This Committee shall meet once a year, with all costs to be borne by the National Union.”

BE IT ALSO RESOLVED that the following text be added to section 4.06:

Follows last paragraph of section 4.06:

“There shall also be one regional women's conference per mandate.”

1. Le Syndicat défraie les coûts liés à la participation des femmes qui font partie du Comité national des femmes;
2. Les sommes prévues au paragraphe 7.58 sont utilisées pour défrayer les coûts liés à la participation des femmes qui ne font pas partie du Comité national des femmes;
3. Advenant qu'il n'y ait plus de fonds disponibles au paragraphe 7.58, les sections locales défraient les coûts liés à la participation des femmes qu'elles délèguent à la conférence;

Le texte des statuts nationaux des deux derniers QU'IL SOIT RÉSOLU est rédigé ainsi :

« Le Comité national des femmes présente au Comité exécutif national un budget pour la tenue des conférences régionales, et les recommandations formulées dans le cadre de ces conférences sont renvoyées au Comité national des femmes pour qu'il leur donne suite. »

RÉSOLUTION N° 46

Conférence de la région du Centre

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 46.

Paragraphe 4.06

Membres élus ou suppléants
(paragraphe 4.06) – Nouveau texte

PARCE que les membres élus du Comité national des femmes n'assistent pas toujours aux réunions du comité;

PARCE que, dans certaines régions, les suppléantes sont celles qui assistent à la plupart des réunions;

PARCE que les dix jours de congé pour fonctions syndicales ne sont pas toujours utilisés et qu'ils pourraient être mis en commun parmi les consœurs élues et suppléantes au cours de l'année;

1. The Union shall pay expenses related to the participation of the members of the National Women's Committee;
2. The amounts provided for in section 7.58 shall be used to pay expenses for the participation of women who are not members of the National Women's Committee;
3. Should there no longer be funds available under section 7.58, Locals shall pay expenses for the participation of the women they send as delegates to the conference.

Constitutional language for last two BE IT RESOLVED:

"The National Women's Committee shall submit a conference budget to the National Executive Committee and any recommendations coming out of these conferences shall be forwarded for action to the National Women's Committee."

RESOLUTION NO. 46

Central Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 46.

Section 4.06

Elected member and/or alternate (4.06) - New wording

Because the elected members on the National Women's committee does not always attend meetings;

Because in some regions the alternate is attending most of the meetings;

Because the 10 days are not always used and could be shared amongst the elected members and the alternates per year;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier ainsi le paragraphe 4.06 des statuts nationaux : « Sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif national, les directrices et directeurs nationaux accordent à chaque région jusqu'à dix (10) jours de congé pour fonctions syndicales payé par an pour que la représentante élue ou la ou les suppléantes du Comité national des femmes puissent travailler à des campagnes et à des activités et rédiger des bulletins au nom des consœurs de leur région respective. »

RÉSOLUTION N^o 49

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n^o 49.

Paragraphe 4.07

ATTENDU QUE les membres du Comité national des droits de la personne (CNDP) sont nommés par les comités exécutifs régionaux après le congrès;

QU'IL SOIT RÉSOLU que les membres du CNDP et leurs suppléants soient élus à la conférence régionale parmi les membres de leur groupe d'équité;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que les nouveaux membres du CNDP se joignent au Comité après le congrès;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que le comité exécutif régional sollicite des candidatures pour tout poste qui demeure vacant après la conférence régionale et nomme les personnes qui y seront affectées;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que ce processus électoral soit mis en œuvre à la conférence régionale qui précède le congrès de 2019 et que d'ici là le processus actuel demeure inchangé.

Be it resolved that section 4.06 be updated to state "National Directors, subject to the approval of the National Executive Board, shall authorize each region up to 10 days per year of paid union leave to be used by the elected member and/or the alternate(s) on the National Women's Committee to work on campaigns, events, bulletins on behalf of the women in their region."

RESOLUTION NO 49

Atlantic Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 49.

Section 4.07

WHEREAS the National Human Rights Committee is appointed by the Regional Executive Committee after Convention;

BE IT RESOLVED that the National Human Rights Committee members and alternates be elected in their equity groups at Regional Conference;

BE IT RESOLVED that committee members will take their place on the committee following Convention;

BE IT FURTHER RESOLVED that if there are vacancies following Regional Conference those vacancies will be canvassed and appointed by the REC;

BE IT RESOLVED this election process will commence at the 2019 Pre Convention Regional Conference, until such time the current process shall remain status quo.

RÉSOLUTION N° 50

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 50.

Paragraphe 4.07

PARCE QUE de nombreux comités nationaux ont déjà réduit le nombre de leurs réunions à une seule par année;

PARCE QUE les activités tenues au palier régional permettent de faire connaître le travail du Comité national des droits de la personne (CNDP) dans les lieux de travail;

PARCE QUE les comités régionaux et les conférences régionales sont des occasions d'attirer d'autres membres des groupes d'équité;

PARCE QUE ces activités régionales permettent d'employer les fonds inutilisés;

Le Comité national des droits de la personne se réunit une fois par année, et le palier national du Syndicat paie tous les coûts;

Un comité régional des droits de la personne se réunit aussi deux fois par mandat;

Le comité régional comprend tous les membres élus du CNDP et leurs suppléants, ainsi que les élus du bureau régional qui se définissent comme faisant partie d'un groupe d'équité;

Le comité régional des droits de la personne a pour but de promouvoir le travail du Comité national des droits de la personne au palier régional;

Le comité régional des droits de la personne utilise d'abord tout montant accumulé aux termes du paragraphe 7.59, puis soumet au Conseil exécutif national un budget qui comprend le coût des deux réunions par mandat, pour couvrir tous les coûts relatifs à ces réunions.

RESOLUTION NO 50

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 50.

Section 4.07

BECAUSE many of the National Committees have already reduced meetings to once per year;

BECAUSE there is an opportunity for Regional events to bridge the work of the NHRC to the work floor;

BECAUSE Regional Committees, or conferences have the opportunity to involve more of the equity groups;

BECAUSE there are opportunities to access unused funds;

NHRC Committee shall meet once a year with all costs to be borne by the National Union;

There shall also be a Regional Human Rights Committee that meets twice a mandate.

This Committee shall be composed of all elected members, alternate members of the NHRC and those who self-identify in Regional offices;

The purpose of this committee is to promote the work of the National Human Rights Committee at the Regional level;

The Regional Human Rights Committee will first use any accumulated 7.59 funds and then will submit to the NEB a budget including the cost of two meetings a mandate, to cover all costs associated with those meetings.

RÉSOLUTION N° 51

Conférence régionale du Québec

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 51 telle qu'elle a été modifiée.

Paragrapes 4.06, 4.11 et 4.12

CONSIDÉRANT QUE le Syndicat a fait l'acquisition d'un système de vidéoconférence moderne et relativement performant;

CONSIDÉRANT QUE le bureau national et tous les bureaux régionaux sont équipés de ce système depuis 2012;

CONSIDÉRANT QUE nous pourrions faire d'importantes économies de temps et d'argent en maximisant l'utilisation de cet équipement;

CONSIDÉRANT QUE l'utilisation de la vidéoconférence pourrait faciliter la participation des membres à certains comités;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE chacun des membres des comités nationaux indiqués aux paragraphes 4.06 (Comité national des femmes), 4.11 (Comité national de la mesure du travail) et 4.12 (Comité national de santé et de sécurité) puisse, s'il le désire, participer aux rencontres de ces comités en utilisant le système de vidéoconférence.

RÉSOLUTION N° 52

Conférence de la région du Centre

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 52.

Article 4

ATTENDU QUE le paragraphe 4.07 des statuts nationaux prévoit que « le Comité national des droits de la personne est composé de quatre groupes de travail : un pour les travailleuses et travailleurs de couleur, un pour les Autochtones, un pour les lesbiennes, les gais et les personnes transgenres, et un pour les travailleuses et travailleurs ayant des limitations fonctionnelles »;

RESOLUTION NO 51

Quebec Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 51 as amended.

Sections 4.06, 4.11 and 4.12

CONSIDERING THAT the Union has acquired a modern videoconferencing system that performs relatively well;

CONSIDERING THAT the national office and all regional offices have been equipped with this system since 2012;

CONSIDERING THAT the Union would save substantial time and money by maximizing the use of this system;

CONSIDERING THAT using the videoconferencing system would help increase member involvement on some committees;

BE IT RESOLVED that each member of the national committees referred to in sections 4.06 (National Women's Committee), 4.11 (National Work Measurement Committee) and 4.12 (National Health and Safety Committee) be able, if he or she so wishes, to take part in these committee meetings via the videoconferencing system.

RESOLUTION NO 52

Central Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 52.

Article 4

WHEREAS CUPW's section 4.07 of its constitution states 'that the National Human Rights Committee be comprised of four working groups: one for workers of colour, one for aboriginal peoples, one for lesbians and gays and transgender people, and one for disabled workers';

ATTENDU QUE les statuts nationaux du STTP indiquent que le Syndicat aidera les membres des Premières Nations et des peuples autochtones, les Métis, les Inuits et tout autre membre autochtone à participer aux programmes de formation syndicale dispensés par des organismes de défense des droits de la personne;

ATTENDU QUE les statuts nationaux du STTP indiquent également que le Syndicat s'engage à augmenter le niveau de participation des travailleuses et travailleurs des Premières Nations, des peuples autochtones, Métis, Inuits et de tout autre membre autochtone;

ATTENDU QUE le STTP appuie les Premières Nations, les peuples autochtones, les Métis, les Inuits et tous les autres groupes autochtones en matière d'autodétermination, d'autonomie de gouvernance et de règlement des revendications territoriales en litige;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 4.07 pour qu'il se lise ainsi : « Le Comité national des droits de la personne est composé de quatre groupes de travail : un pour les travailleuses et travailleurs de couleur, un pour **les travailleuses et travailleurs des Premières Nations, Métis et Inuits et tous les autres membres autochtones**, un pour les lesbiennes, les gais et les personnes transgenres, et un pour les travailleuses et travailleurs ayant des limitations fonctionnelles », et ce, afin de se conformer à la terminologie utilisée dans les statuts nationaux.

RÉSOLUTION N° 55

Conférence régionale du Pacifique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 55.

Paragraphe 4.07 – Nomination de deux suppléantes ou suppléants au Comité national des droits de la personne

PUISQUE le paragraphe 4.07 prévoit, pour chaque région, la nomination d'un membre et d'un membre suppléant par groupe de travail du Comité national des droits de la personne;

WHEREAS CUPW's constitution states we will support First Nations, Native Peoples, Métis, Inuit and all other Aboriginal members to participate in trade union education sponsored by human rights organizations;

WHEREAS CUPW's constitution states we will support the need to increase the level First Nations, Native Peoples, Métis, Inuit and all other Aboriginal member's participation;

WHEREAS CUPW supports First Nations, Native Peoples, Metis, Inuit and all other aboriginal groups, for self-determination, self-government and settlement of outstanding land claims;

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 4.07 read 'that the National Human Rights Committee be comprised of four working groups: one for workers of colour, one for **First Nations, Metis, Inuit, and all other Aboriginal peoples**, one for lesbians and gays and transgender people, and one for disabled workers' to be in line with wording used within the constitution.

RESOLUTION NO 55

Pacific Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 55.

Section 4.07 - Two alternates to the National Human Rights Committee

SINCE section 4.07 provides for one member and one alternate per region for each working group on the National Human Rights Committee; and

PUISQU'il est logique d'ajouter un deuxième membre suppléant par région pour chaque groupe de travail du Comité national des droits de la personne;

Nous voulons modifier le paragraphe 4.07 afin de nommer, pour chaque région, deux suppléantes ou suppléants par groupe de travail du Comité national des droits de la personne;

Le dernier paragraphe du paragraphe 4.07 serait maintenant rédigé ainsi :

« Le Conseil exécutif national, en consultation avec la directrice ou le directeur national de chaque région, nomme **deux** membres suppléants pour chaque groupe de travail du Comité national des droits de la personne, en plus du membre nommé de chaque groupe de travail. **Les membres suppléants** d'un comité de travail participent aux réunions du Comité national des droits de la personne lorsque le membre titulaire n'est pas en mesure d'assister à la réunion pour quelque raison que ce soit. »

RÉSOLUTION N° 58

Conférence régionale du Montréal métro

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 58.

Paragraphe 4.09

ATTENDU QUE de nombreux comités nationaux ont déjà réduit le nombre de leurs réunions à une seule par année;

ATTENDU QUE les activités tenues au palier régional permettent de faire connaître le travail du Comité national des droits de la personne auprès des travailleuses et travailleurs directement dans les lieux de travail;

ATTENDU QUE les comités régionaux et les conférences régionales permettent la participation d'un nombre accru de consœurs et confrères provenant des groupes revendiquant l'équité;

SINCE it makes sense to add a second alternate per region for each working group on the National Human Rights Committee

We want to amend section 4.07 to allow for two regional alternates per working group on the National Human Rights Committee

The last paragraph of section 4.07 would now read:

“The National Executive Board, in conjunction with the respective National Director, will ensure that in addition to the appointed member of each working group of the National Human Rights Committee, that **two** alternates also be appointed for each working group. **Alternates** will be utilized when the regular member of any working group is not able, for any reason, to attend a meeting of the National Human Rights Committee.”

RESOLUTION NO 58

Metro-Montreal Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 58.

Section 4.09

WHEREAS many of the national committees have already reduced meetings to once per year;

WHEREAS there is an opportunity for regional events to bridge the work of the National Human Rights Committee to the workforce;

WHEREAS regional committees or conferences provide an opportunity for more members of equity-seeking groups to become involved in union activities;

ATTENDU QUE ces activités représentent des occasions d'accéder aux fonds inutilisés;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP modifie le paragraphe 4.09 pour qu'il indique ce qui suit :

« Le comité se réunit **une** fois par année et le Syndicat national paie tous les frais de la réunion. » ;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que le STTP ajoute le texte suivant au paragraphe 4.09 :

« **De plus, une conférence régionale des droits de la personne a lieu une fois par mandat.** »;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que le financement du Comité national des droits de la personne se fasse de la façon suivante :

- 1) Le Syndicat défraie les coûts liés à la participation des membres qui font partie du Comité national des droits de la personne;
- 2) Les sommes prévues au paragraphe 7.59 sont utilisées pour défrayer les coûts liés à la participation des membres qui ne font pas partie du Comité national des droits de la personne;
- 3) Advenant qu'il n'y ait plus de fonds disponibles aux termes du paragraphe 7.59, les sections locales défraient les coûts liés à la participation des membres qu'elles délèguent;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que le Comité national des droits de la personne soumette un budget au Comité exécutif national concernant la tenue de cette conférence.

RÉSOLUTION N^o 59

Conférence régionale du Montréal métro

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n^o 59.

WHEREAS such activities also provide opportunities to access unused funds;

BE IT RESOLVED that CUPW amend section 4.09 to read as follows:

“The committee shall meet **once** per year, with all costs to be borne by the National Union.”;

BE IT ALSO RESOLVED that CUPW add the following text to section 4.09:

“**Further, a Regional Human Rights Conference shall be held once per term.**”;

BE IT FURTHER RESOLVED that the National Human Rights Committee be funded as follows:

- (1) The Union shall pay expenses related to the participation of the members of the National Human Rights Committee;
- (2) The amounts provided for under section 7.59 shall be used to pay expenses for the participation of members who do not sit on the National Human Rights Committee;
- (3) Should there no longer be funds available under section 7.59, locals shall pay expenses for the participation of members they send as delegates;

BE IT FINALLY RESOLVED that the National Human Rights Committee submit a conference budget to the National Executive Committee.

RESOLUTION NO 59

Metro-Montreal Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 59.

Paragraphes 4.06 et 4.10

ATTENDU QU'il est important de maintenir et de renforcer le lien étroit avec le Comité national des femmes et celui des droits de la personne;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter au paragraphe 4.06 (avant-dernier paragraphe) :

« **et assiste aux délibérations du Conseil exécutif national pour les recommandations qui concernent la cause des femmes.** »;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU d'ajouter au paragraphe 4.10 (dernier paragraphe) :

« **et assiste aux délibérations du Conseil exécutif national pour les recommandations qui concernent la cause des droits de la personne.** »

RÉSOLUTIONS N^{OS} 60 ET 61

Conférence régionale du Québec

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n^o 61, telle qu'elle a été modifiée, qui rejoint l'intention de la résolution n^o 60.

Paragraphe 4.11

ATTENDU QUE l'employeur fait tout pour détruire les normes;

ATTENDU QUE l'employeur fait tout pour éliminer des emplois;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le Comité de la mesure du travail se réunisse deux fois par année.

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que les coûts de la deuxième réunion par année soient répartis entre le bureau national et les régions.

Sections 4.06 and 4.10

WHEREAS it is important to maintain and strengthen the close ties that exist with the National Women's Committee and the National Human Rights Committee;

BE IT RESOLVED that the following be added to section 4.06 (second last paragraph);

“[...] **and to take part in the deliberations of the National Executive Board with respect to recommendations regarding women's issues.**”;

BE IT ALSO RESOLVED that the following be added to section 4.10 (last paragraph):

“ [...] **and to take part in the deliberations of the National Executive Board with respect to recommendations regarding human rights issues.**”;

RESOLUTIONS NOS. 60 AND 61

Quebec Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 61, as amended, to cover the intent of resolution no. 60.

Section 4.11

WHEREAS the employer is doing everything it can to eliminate standards;

WHEREAS the employer is also doing everything it can to eliminate jobs;

BE IT RESOLVED that the National Work Measurement Committee meet twice per year.

BE IT FURTHER RESOLVED that National office and the regions share the cost of the second meeting per year.

RÉSOLUTION N° 62

Conférence régionale du Pacifique

**Le Comité recommande à l'unanimité
l'adoption de la résolution n° 62.**

Paragraphe 4.11

ATTENDU QUE le Syndicat croit en
l'importance du Comité national de la mesure du
travail;

ATTENDU QUE le STTP est un syndicat
démocratique;

ATTENDU QUE le Comité peut accomplir son
travail sans devoir se réunir en personne, ce qui
évite des dépenses;

ATTENDU QUE les frais de déplacement et
d'hébergement et les allocations quotidiennes ne
cessent d'augmenter;

ATTENDU QUE le Syndicat veut faire sa part
pour la sauvegarde de l'environnement en
utilisant les technologies afin d'éviter le plus
possible les déplacements;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE deux représentantes
ou représentants de chaque région siègent au
Comité national de la mesure du travail et qu'ils
soient élus dans le cadre des conférences
régionales.

RÉSOLUTION N° 63

Conférence régionale de l'Atlantique

**Le Comité recommande à l'unanimité
l'adoption de la résolution n° 63.**

Paragraphe 4.13

ATTENDU QUE la composition du Conseil
exécutif national pourrait être modifiée;

RESOLUTION NO 62

Pacific Regional Conference

**The Committee unanimously recommends
adoption of resolution no. 62.**

Section 4.11

WHEREAS we believe this is an important
Committee;

WHEREAS we are a democratic Union;

WHEREAS we believe this work can be done
without the expense of face-to-face meetings; and

WHEREAS the costs for travel, accommodations
and per diem are constantly on the rise;

WHEREAS CUPW wants to take the initiative of
saving the environment by going green and using
technology to their advantage;

THEREFORE LET IT BE RESOLVED that there
shall be two representatives for each Region on the
National Work Measurement Committee. These
representatives will be elected at each Regional
Conference.

RESOLUTION NO 63

Atlantic Regional Conference

**The Committee unanimously recommends
adoption of resolution no. 63.**

Section 4.13

WHEREAS the composition of the National
Executive Board may change;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 4.13 ainsi :

Deux-tiers des membres du Conseil exécutif national constituent un quorum pour toute réunion du Conseil exécutif national.

RÉSOLUTION MIXTE N^O 4 QUI REJOINT L'INTENTION DES RÉSOLUTIONS N^{OS} 66 ET 67

Le Comité recommande l'adoption de la résolution mixte n^o 4 qui rejoint l'intention des résolutions n^{os} 66 et 67.

ATTENDU QUE la procédure de règlement de griefs utilisée par les différents paliers du Syndicat n'a pas été réexaminée ni mise à jour depuis bien des années;

ATTENDU QUE la procédure de règlement des griefs entraîne des coûts importants à tous les paliers du Syndicat;

ATTENDU QUE le système de classement des dossiers de grief est très laborieux et coûte cher;

ATTENDU QUE les systèmes d'enregistrement sur support informatique sont fiables et efficaces;

QU'IL SOIT RÉSOLU de réexaminer et de rationaliser la procédure de règlement des griefs pour en réduire le coût et y inclure un « gabarit de grief électronique » élaboré et approuvé par le palier national.

QU'IL SOIT RÉSOLU d'avoir recours à un système informatique pour l'administration régionale des griefs au lieu des dossiers papier et que le dossier papier original soit conservé et entreposé dans son intégralité au bureau de la section locale pour étayer les dossiers régionaux et nationaux, et ce, jusqu'à ce que le grief soit réglé.

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 4.13 is amended to read:

Two-thirds of the National Executive Board members shall constitute a quorum for any meeting of the National Executive Board.

COMPOSITE NO. 4 TO COVER THE INTENT OF RESOLUTIONS NOS. 66 AND 67

The Committee recommends adoption of composite no 4 to cover the intent of resolutions nos. 66 and 67.

WHEREAS the grievance procedure/process currently being used by all levels of the Union has not been reviewed or updated in many years;

WHEREAS the cost of the grievance procedure and process at all levels of our Union is very expensive;

WHEREAS the grievance filing system is very laborious and costly;

WHEREAS electronic storage mediums are dependable and are proven to be effective;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the grievance filing process and procedure be reviewed and streamlined to provide cost savings and include a nationally developed and approved for use "electronic grievance template".

BE IT FURTHER RESOLVED that the Regional administration of grievance files be changed to an electronic format and that original paper files will be maintained and stored in their entirety by the Local until final resolution to support Regional and National files.

RÉSOLUTION N^o 69

Conférence régionale du Québec

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n^o 69.

Paragraphe 4.68

PARCE QUE nous voulons que le STTP produise des cours d'éducation en ligne;

PARCE QUE nous voulons que tous les membres du STTP aient une ressource rapide à consulter;

PARCE QUE nous voulons inciter la participation de tous les membres du STTP;

Que le paragraphe 4.68 des statuts nationaux soit modifié en incluant le terme « autoformation en ligne » à la fin du deuxième paragraphe.

RÉSOLUTION N^o 73

Conférence régionale du Québec

Le Comité recommande l'adoption du premier « RÉSOLU » de la résolution n^o 73.

Paragraphe 4.75 k) – Nouveau

ATTENDU QUE la 3^e vice-présidente ou le 3^e vice-président national est responsable de l'organisation;

ATTENDU QUE le Syndicat reconnaît l'importance des déléguées sociales et délégués sociaux;

ATTENDU QUE de plus en plus de membres sont et seront en détresse psychologique;

ATTENDU QUE les déléguées et délégués sociaux fournissent une écoute attentive et peuvent diriger ces membres vers des ressources pouvant leur venir en aide;

RESOLUTION NO 69

Quebec Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 69.

Section 4.68

BECAUSE we want CUPW to produce on-line education programs;

BECAUSE we want all CUPW members to be able to quickly access the Union's resources;

BECAUSE we want to encourage the involvement of all CUPW members;

That section 4.68 of the National Constitution be amended to add "self-directed e-training" at the end of the second paragraph.

RESOLUTION NO 73

Quebec Regional Conference

The Committee recommends adoption of first "BE IT RESOLVED" of resolution no. 73.

Section 4.75 (k) – New

WHEREAS the 3rd National Vice-President is in charge of organization;

WHEREAS the Union recognizes the importance of social stewards;

WHEREAS more and more members are or will be suffering from psychological distress;

WHEREAS social stewards can lend an attentive ear to these members and refer them to the resources they need;

ATTENDU QU’actuellement, aucun dirigeant ou dirigeante responsable n’est désigné au Comité exécutif national;

QU’IL SOIT RÉSOLU d’ajouter le paragraphe 4.75 k) « **veille à l’application de la politique D-32** »;

RÉSOLUTION N° 75

Conférence régionale de l’Atlantique

Le Comité recommande l’adoption de la résolution n° 75.

Paragraphe 5.02

ATTENDU QUE le paragraphe 5.02 des statuts nationaux ne prévoit aucun délai précis pour la publication du document de travail du Conseil exécutif national qui doit être soumis aux assemblées locales avant les conférences régionales;

QU’IL SOIT RÉSOLU d’établir un délai précis à l’intérieur duquel les documents de travail précongrès sont remis aux assemblées locales pour qu’elles puissent en discuter;

QU’IL SOIT AUSSI RÉSOLU que le délai de publication du document de travail du Conseil exécutif national soit d’au plus quatre (4) mois avant la tenue des conférences régionales.

RÉSOLUTION N° 77

Conférence régionale des Prairies

Le Comité recommande l’adoption de la résolution n° 77.

Modifier le paragraphe 5.05

QU’IL SOIT RÉSOLU QUE le bureau national détermine le nombre de déléguées et délégués des sections locales aux conférences régionales en fonction du nombre de membres au dernier jour du quatrième mois qui précède la conférence régionale.

WHEREAS, currently, there is no officer responsible for social stewards on the National Executive Committee;

BE IT RESOLVED that a paragraph reading “**ensures the application of Policy D-32**” be added as section 4.75 (k);

RESOLUTION NO 75

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 75.

Section 5.02

WHEREAS there is no specific time frame outlining when the NEB shall publish a discussion paper for consideration at local meetings prior to Regional Conferences in the language of section 5.02 of the National Constitution;

BE IT RESOLVED that a specific time frame be implemented to the process of local meetings to discuss pre conference discussion papers;

BE IT FURTHER RESOLVED that the time period for publication of an NEB discussion paper be no later than 4 months prior to a Regional Conference being held.

RESOLUTION NO 77

Prairie Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 77.

Changes to section 5.05

BE IT RESOLVED that National Office determine the number of delegates from Locals to Regional Conferences based on the last day of the fourth month prior to the Regional Conference.

RÉSOLUTION N° 78

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 78.

Paragraphe 5.07

ATTENDU QU'une permanente ou un permanent syndical suppléant peut être appelé à remplacer une permanente, un permanent, une dirigeante ou un dirigeant régional pour diverses raisons (maladie, décès, démission ou autre);

ATTENDU QU'un tel remplacement peut se produire au moment où se tient une réunion du comité régional des résolutions;

ATTENDU QUE les postes de permanentes et permanents syndicaux suppléants sont des postes électifs;

QU'IL SOIT RÉSOLU qu'une permanente ou un permanent syndical suppléant qui remplace une dirigeante, un dirigeant, une permanente ou un permanent **syndical** régional au moment où une réunion du comité régional des résolutions a lieu puisse aussi remplacer la dirigeante, le dirigeant, la permanente ou le permanent en question au sein du comité.

RÉSOLUTION N° 79

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 79.

Paragraphe 5.16

ATTENDU QUE, après discussion, de nombreux confrères et consœurs conviennent que, pour faire avancer les questions touchant les femmes, on doit offrir aux consœurs et confrères la possibilité de tenir des séances d'équité mixtes où les consœurs pourront discuter directement avec les confrères de ce dont elles ont besoin;

RESOLUTION NO 78

Atlantic Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 78.

Section 5.07

WHEREAS, there arises a need for Alternate Union Representatives to replace Regional Officers and Union Representatives from time to time for various reasons (sickness, death, resignations, etc.);

WHEREAS, this may occur at a time when the Regional Resolutions Committee is meeting;

WHEREAS, Alternate Union Representatives are elected positions;

THEREFORE BE IT RESOLVED, when an Alternate Union Representative is replacing a Regional Officer or Union Representative during a time when the Regional Resolutions Committee is meeting, that Alternate Union Representative shall assume the seat of the Officer or Union Representative being replaced on the Committee.

RESOLUTION NO 79

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 79.

Section 5.16

WHEREAS many Sisters and Brothers have discussed that in order to move Women's issues forward, there should be opportunities for Sisters and Brothers to have joint caucus meeting so that Sisters can directly discuss with Brothers what is needed from them.

ATTENDU QUE, dans le cadre des réunions du Syndicat, les consœurs doivent toujours pouvoir compter sur un lieu de réunion où elles peuvent discuter entre elles de leurs préoccupations;

QU'IL SOIT RÉSOLU qu'il y ait la possibilité de tenir des séances d'équité mixtes (femmes-hommes) sur des questions touchant les femmes de la région, et ce, sur recommandation de la ou des représentantes du comité régional des femmes ou du Comité national des femmes.

RÉSOLUTION N^o 81

Conférence régionale du Pacifique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n^o 81, telle qu'elle a été modifiée.

Paragraphe 5.19 NOUVEAU

PARCE QUE les jeunes travailleurs et travailleuses occupent une place de plus en plus importante au sein du mouvement syndical;

PARCE QUE les jeunes travailleurs et travailleuses font l'objet d'une discrimination de plus en plus marquée sur le marché du travail en raison des régimes salariaux à paliers multiples;

PARCE QUE les emplois permanents à plein temps sont de moins en moins nombreux en raison de la suppression de postes et de l'augmentation du nombre d'emplois temporaires et à temps partiel;

PARCE QUE le chômage et le sous-emploi chez les jeunes n'ont jamais été aussi élevés;

PARCE QUE, au Canada, l'âge minimal légal pour travailler ne cesse de diminuer, au point où la Colombie-Britannique et l'Alberta l'ont réduit à douze (12) ans;

PARCE QUE les jeunes travailleurs et travailleuses sont plus susceptibles que les autres d'être tués au travail;

WHEREAS Sisters still need to have an opportunity to meet in their own space at meetings to meet and discuss their issues;

THEREFORE BE IT RESOLVED that there be an option to hold Joint Women/Men Equity Sessions regarding women's issues in the Region on the recommendation of the representative(s) to the Regional/National Women's Committee.

RESOLUTION NO 81

Pacific Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 81, as amended.

Section 5.19 NEW

BECAUSE young workers are becoming an increasingly important voice within the labour movement;

BECAUSE young workers are increasingly discriminated against in the job market through split-level wage systems;

BECAUSE permanent full-time work is becoming less frequent due to jobs being eliminated and an increase in temporary and part-time work;

BECAUSE youth unemployment and under-employment is at an all-time high;

BECAUSE there has been a steady erosion of minimum age laws in Canada, to the point where the provinces of British Columbia and Alberta have lowered the minimum working age to twelve (12) years;

BECAUSE young workers are more likely to be killed on the job;

PARCE QUE les difficultés qui se posent aux jeunes travailleurs et travailleuses sont souvent différentes de celles qui se posent aux travailleuses et travailleurs « plus âgés »;

Nous voulons que chaque dirigeante et dirigeant régional de l'éducation et de l'organisation (DRÉO) forme un comité régional des jeunes travailleurs et travailleuses. Chaque section locale élit un jeune travailleur ou une jeune travailleuse pour siéger au comité de sa région. Les comités régionaux communiquent par conférence téléphonique au moins une fois par mois pour discuter des questions touchant les jeunes travailleurs et travailleuses et mettre sur pied des campagnes pour accroître leur participation et offrir du soutien aux campagnes menées par les comités de jeunes travailleurs et travailleuses des fédérations du travail et du Congrès du travail du Canada.

RÉSOLUTION N° 82

Conférence régionale du Pacifique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 82.

Alinéa 5.19 h)

ATTENDU QUE chaque région du Syndicat doit avoir droit de parole et de vote au sein du Conseil exécutif national;

ATTENDU QUE le texte du paragraphe 5.19 retranche le vote d'une région en cas de vacance du poste de directrice ou directeur national ou d'absence de la directrice ou du directeur national;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le texte du paragraphe 5.19 ainsi :

Les responsabilités de la dirigeante ou du dirigeant régional de l'éducation et de l'organisation sont les suivantes :

BECAUSE the issues facing young workers are often different than that of "more seasoned" workers;

We want the REOO (Regional Education & Organizing Officer) of each region to create a Regional Young Worker Committee. Each local shall elect a maximum of one young worker to participate in this committee. These committees will communicate by conference call at least once a month to talk about Young Worker issues and create campaigns to get more people involved as well as offer support to the Federations of Labour/CLC Young Worker Committees and their young worker campaigns.

RESOLUTION NO 82

Pacific Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 82.

Section 5.19 (h)

WHEREAS each region of CUPW should have both a voice and a vote on the National Executive Board;

WHEREAS the current language of section 5.19 of the Constitution takes away a region's vote in the event of a vacancy or absence in the position of National Director;

BE IT RESOLVED that the language of section 5.19 is changed as follows:

The duties of the Regional Education and Organization Officer shall be as follows:

5.19 h) elle ou il remplace, avec droit de parole et droit de vote, la directrice ou le directeur national aux réunions du Conseil exécutif national, y compris aux réunions prévues à l'article 6, en cas d'incapacité **ou d'absence** de la directrice ou du directeur national, **ou de vacance du poste de directrice ou directeur national**.

RÉSOLUTION MIXTE N° 7, QUI REJOINT L'INTENTION DU PREMIER « QU'IL SOIT RÉSOLU » DE LA RÉSOLUTION N° 91 EN REMPLAÇANT LE POURCENTAGE INDIQUÉ PAR 310 %, DU « QU'IL SOIT RÉSOLU » DE LA RÉSOLUTION N° 92 EN REMPLAÇANT LE POURCENTAGE INDIQUÉ PAR 310 %, DU DEUXIÈME « QU'IL SOIT RÉSOLU » DE LA RÉSOLUTION N° 94 ET DU « QU'IL SOIT RÉSOLU » DE LA RÉSOLUTION N° 103.

Le Comité recommande l'adoption de la résolution mixte n° 7 qui rejoint l'intention du premier « QU'IL SOIT RÉSOLU » de la résolution n° 91 en remplaçant le pourcentage indiqué par 310%, du « QU'IL SOIT RÉSOLU » de la résolution n° 92 en remplaçant le pourcentage indiqué par 310 %, du deuxième « QU'IL SOIT RÉSOLU » de la résolution n° 94 et du « QU'IL SOIT RÉSOLU » de la résolution n° 103.

Par conséquent, le paragraphe 7.06 serait rédigé ainsi :

Cotisations et prélèvements

7.06 Dans le cas de l'unité de négociation des employées et employés de l'exploitation urbaine de la Société canadienne des postes, la cotisation syndicale mensuelle de tous les membres et de tous les employés et employées assujettis au précompte obligatoire s'établit à **310 %** du taux horaire maximal de la classe d'emplois recevant le salaire le moins élevé au sein de l'unité de négociation. Toutefois, la cotisation ne peut être inférieure à **310 %** du taux horaire maximal d'une manieuse ou d'un manieur de dépêches.

5.19(h) He/she will replace the National Director at National Executive Board Meetings, with voice and vote, in the event of the incapacity **or absence** of the National Director, **or should the position of National Director become vacant**, including all meetings provided for in Article 6.

COMPOSITE NO. 7 TO COVER THE INTENT OF THE 1ST PARAGRAPH OF THE “BE IT RESOLVED” OF RESOLUTION NO. 91 WITH CHANGE TO 310%, OF THE “BE IT RESOLVED” OF RESOLUTION NO. 92 WITH CHANGE TO 310% , OF THE SECOND SENTENCE IN RESOLUTION NO. 94 AND “BE IT RESOLVED” OF RESOLUTION NO. 103.

The Committee recommends adoption of composite no. 7 to cover the intent of the 1st paragraph of the “BE IT RESOLVED” of resolution no. 91 with change to 310%, of the “BE IT RESOLVED” of resolution no. 92 with change to 310%, of the second sentence in resolution no. 94 and the “BE IT RESOLVED” of resolution no. 103.

Therefore, section 7.06 would read as follows:

Union Dues and Check-off

7.06 In the case of the bargaining unit of Urban Postal Operations employees of Canada Post Corporation, the monthly union dues for all members and all employees subject to compulsory check-off of union dues shall be **310%** of the maximum hourly rate for the lowest classification within the bargaining unit. However, the union dues shall not be less than **310%** of the maximum hourly rate mail handler.

Dans le cas de l'unité de négociation des factrices et facteurs ruraux et suburbains de la Société canadienne des postes, la cotisation syndicale mensuelle de tous les membres et de tous les employés et employées assujettis au précompte obligatoire s'établit à 310 % du taux horaire d'un membre FFRS ayant cinq ans de service continu et qui travaille dans la zone 1.

Tout FFRS travaillant moins de 12 heures par semaine garde le statu quo.

Ces changements au précompte autorisé des cotisations syndicales du STTP s'appliquent immédiatement.

Dans le cas des autres unités de négociation, la formule pour déterminer le montant de la cotisation syndicale pour chacun des groupes doit être établie par le Conseil exécutif national conformément aux principes qui se dégagent de l'alinéa précédant et aux politiques du Syndicat, mais en tenant compte des facteurs suivants : le système de classification des emplois, les niveaux de rémunération, le nombre d'employées et d'employés dans chaque catégorie d'emploi et leurs taux de salaire.

Cette formule est établie pour chacun des groupes avant la demande d'accréditation, mais dans les 60 jours qui suivent l'entrée en vigueur de la première convention collective, le Conseil exécutif national peut, malgré le paragraphe 4.02, modifier la formule sans un vote des membres mais uniquement si le système de classification des emplois, les niveaux de rémunération ou le nombre d'employées et d'employés dans chaque catégorie d'emploi ont été modifiés.

Le paragraphe 7.20 serait rédigé comme suit :

Fonds de défense

7.20 Le fonds de défense sert uniquement à verser des allocations de secours aux membres lors d'un conflit général de travail.

In the case of the bargaining unit of Rural and Suburban Mail Carrier employees of Canada Post Corporation, the monthly union dues for all members and all employees subject to compulsory check-off of union dues shall be 310% of the hourly rate of an RSMC member with five years continuous service working in Zone 1.

Status quo shall be maintained for any RSMC members working less than 12 hours per week.

These changes to the allowed collection of CUPW union dues be applied immediately.

In the case of other bargaining units, the formula to determine the amount of union dues for each group shall be established by the National Executive Board in accordance with the principles that flow from the preceding paragraph and the Union policies, by taking into account the following factors: the job classification system, the levels of wages, the number of employees in each job category and their rates of pay.

This formula shall be established for each group prior to the application for certification, but within 60 days following the coming into effect of the first collective agreement, the National Executive Board may, notwithstanding section 4.02, modify the formula without a membership vote, but only if the job classification system, the levels of wages or the number of employees in each job category were modified.

Section 7.20 would read as follows:

Defence Fund

7.20 The Defence Fund shall be used exclusively to provide strike pay to the members during a general labour dispute.

Le Conseil exécutif national peut approuver le versement d'allocations de secours aux membres qui subissent une mesure disciplinaire pour avoir participé à des activités ou des actions collectives au cours de la négociation collective.

Les allocations de secours sont établies par le Conseil exécutif national en fonction du nombre de jours de salaire perdu et leur remboursement au Syndicat est directement assujéti à toute rectification de la mesure disciplinaire.

Malgré ce qui précède, jusqu'au congrès national de 2019, si, à la fin d'un exercice financier, le fonds général accuse un déficit, une somme équivalente à ce déficit est puisée à même le fonds de défense. Cette somme ne peut toutefois pas excéder la somme versée au fonds de défense pour l'exercice financier en question. Si, à la fin d'un exercice, il y a un excédent dans le fonds général, cet excédent est transféré au fonds de défense.

Le fonds de défense doit aussi servir à couvrir les frais de défense découlant d'un conflit général de travail à la suite de mesures prises contre un membre ou des membres, pourvu que la section locale concernée ait consulté le Conseil exécutif national et reçu son approbation préalable, par une majorité de ses membres, avant les débours.

RÉSOLUTIONS N^{OS} 104 ET 106

Conférence régionale du Pacifique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 106 qui rejoint l'intention de la résolution n° 104.

Paragraphe 7.24

ATTENDU QUE les membres sont appelés à faire du piquetage durant un conflit de travail;

ATTENDU QUE l'allocation de secours prévue au paragraphe 7.24 n'a pas été augmentée depuis de nombreuses années;

The National Executive Board may approve relief payments to members who are disciplined for participating in activities or collective actions during collective bargaining.

The relief payment shall be set by the National Executive Board based on the number of days of lost wages and reimbursed to the Union in direct relation to any adjustment in the disciplinary measure.

Notwithstanding the above, until the 2019 National Convention, if, at the end of a fiscal year, there is a deficit in the General Fund, an amount equivalent to this deficit shall be transferred from the Defence Fund into the General Fund, such amount, however, not to exceed the amount transferred to the Defence Fund for the fiscal year in question. If, at the end of a fiscal year, there is a surplus in the General fund, it will be transferred into the Defence Fund.

The Defence Fund shall also be used to cover defence expenses arising from a general labour dispute as the result of action taken against a member or members, provided the Local concerned has consulted with and received prior approval from the National Executive Board by a majority of those members, in advance of the expenditure.

RESOLUTIONS NOS. 104 AND 106

Pacific Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 106 to cover the intent of resolution no. 104.

Section 7.24

WHEREAS members are asked to take part in picketing during a labour dispute;

WHEREAS the amount of minimal strike pay provided for in section 7.24 has not been increased for many years;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'augmenter l'allocation de secours prévue au paragraphe 7.24 de 175 \$ à 200 \$ par semaine.

RÉSOLUTION N° 107

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 107 telle qu'elle a été modifiée.

Paragraphe 7.29

ATTENDU QUE le Syndicat milite depuis de nombreuses années pour faire avancer le dossier du salaire égal pour un travail égal;

ATTENDU QUE le Syndicat est d'avis que causer du tort à l'un d'entre nous, c'est causer du tort à tous;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 7.29 en y ajoutant la phrase suivante :

« La personne nommée à un poste de façon permanente ou intérimaire touche le salaire de la dirigeante ou du dirigeant ou de la permanente ou du permanent syndical qu'elle remplace. »

RÉSOLUTION N° 108

Conférence régionale du Pacifique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 108.

Paragraphe 7.34

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 7.34 ainsi :

THEREFORE BE IT RESOLVED that the amount of strike pay currently listed under section 7.24 be increased from \$175 per week to \$200 per week.

RESOLUTION NO 107

Atlantic Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 107, as amended.

Section 7.29

WHEREAS the Union has fought for many years on the issue of equal pay for equal work;

WHEREAS the Union believes that an injury to one is an injury to all;

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 7.29 be amended to add:

“any person appointed or acting be paid an equal amount to that of the officer or union representative they are replacing”.

RESOLUTION NO 108

Pacific Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 108.

Section 7.34

BE IT RESOLVED to amend section 7.34 as follows:

« Participant au régime d'indemnisation de la Commission des accidents du travail dans leur province, en cas de blessure dans l'exercice de leurs fonctions *et sous réserve de la reconnaissance par la commission provinciale des accidents du travail que la blessure est survenue dans l'exercice de leurs fonctions*, les dirigeantes ou dirigeants et les permanentes ou permanents syndicaux reçoivent du Syndicat la différence entre l'indemnité et leur traitement, en autant *qu'ils aient suffisamment de crédits complémentaires accumulés aux termes de l'ancien programme de crédits de congé de maladie, et cette différence leur est versée à même ces crédits.*

Raison : Les changements sont indiqués en gras et en italique. Le but de cette modification est de rendre les avantages sociaux des dirigeantes et dirigeants conformes aux changements apportés à la convention collective de l'unité urbaine lors de la dernière ronde de négociation. Elle ne limite pas le paiement et les crédits complémentaires au niveau prévu à la convention collective, car cette question fait l'objet d'un grief national d'interprétation. Par conséquent, cette modification est moins punitive que les dispositions sur les congés d'accidents du travail de la convention collective de l'unité urbaine.

RÉSOLUTION MIXTE N^O 1 QUI REJOINT L'INTENTION DES RÉSOLUTIONS N^{OS} 110 ET 111

Le comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution mixte n^o 1 qui rejoint l'intention des résolutions n^{os} 110 et 111.

Paragraphe 7.43

« Le Syndicat, par l'entremise du Conseil exécutif national, achète **ou loue à long terme des automobiles pour le bureau national et les bureaux régionaux.** Ces automobiles sont mises à la disposition de l'ensemble des dirigeantes et dirigeants et des permanentes et permanents syndicaux du bureau concerné.

As they are participants in the Workers' Compensation Plan of their province, officers and union representatives shall, in case of injury on duty *and subject to the recognition by the provincial Workers Compensation board that the injury occurred on duty*, receive from the Union the difference between compensation payments and their salary, provided *that they have sufficient top-up credits from their former sick leave accumulation and such difference shall be paid from those credits.*

Rationale: Changes are in bold italics. This amendment puts officer benefits in line with changes made to the urban collective agreement in the last round of bargaining. It does not restrict payment and top up to the level of the collective agreement, which is the subject of a national policy grievance and as such is less punitive than the IOD provision in the urban collective agreement.

COMPOSITE NO. 1 TO COVER THE INTENT OF RESOLUTIONS NOS. 110 AND 111

The Committee unanimously recommends adoption of composite no. 1 to cover the intent of resolutions nos. 110 and 111.

Section 7.43

“The Union, through the National Executive Board, shall purchase **or lease automobiles for the National Office and Regional Offices.** These automobiles shall be at the disposal of the officers and union representatives of the office concerned.

Ces automobiles doivent être utilisées uniquement pour les affaires du Syndicat et ne peuvent en aucun cas servir à des fins personnelles. »

RÉSOLUTION N^o 112

Conférence de la région du Centre

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n^o 112.

Déplacements (paragraphe 7.44)

ATTENDU QUE le prix de l'essence a augmenté de façon importante;

ATTENDU QUE Postes Canada accorde une indemnité de kilométrage de 41 cents;

ATTENDU QUE la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail de l'Ontario accorde à son personnel une indemnité de kilométrage de 40 cents);

ATTENDU QUE les Forces armées canadiennes accordent à leur personnel une indemnité de kilométrage de 58 cents;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes augmente son indemnité de kilométrage à 41 cents.

RÉSOLUTIONS N^{os} 114, 115, 116, 117 ET 118

Conférence régionale du Montréal métro

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n^o 116 qui rejoint l'intention des résolutions n^{os} 114, 115, 117 et 118.

Paragraphe 7.58 et 7.59

ATTENDU QUE le report des sommes prévues aux paragraphes 7.58 et 7.59 qui ne sont pas dépensées contribue aux difficultés financières du Syndicat;

These automobiles must be used strictly for Union business and shall not, under any circumstances, be used for personal reasons. ”

RESOLUTION NO 112

Central Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 112.

Transportation (section 7.44)

WHEREAS the cost of gasoline has increased substantially;

WHEREAS Canada Post pays 41 cents per kilometer;

WHEREAS Workplace Safety Insurance Board pays 40 cents per kilometer;

WHEREAS the Canadian Military pays 58 cents per kilometer;

THEREFORE LET IT BE RESOLVED that the Canadian Union of Postal Workers increase its mileage allowance to 41 cents per kilometer.

RESOLUTIONS NOS. 114, 115, 116, 117 AND 118

Metro-Montreal Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 116 to cover the intent of resolutions nos. 114, 115, 117 and 118.

Sections 7.58 and 7.59

WHEREAS carrying over unspent amounts from funds provided for under sections 7.58 and 7.59 creates additional financial problems for the Union;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP limite à 40 000 \$ les fonds pouvant être accumulés aux termes du paragraphe 7.58 des statuts nationaux et que les fonds inutilisés qui excèdent 40 000 \$ soient retournés au fonds général;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP limite à 40 000 \$ les fonds pouvant être accumulés aux termes du paragraphe 7.59 des statuts nationaux et que les fonds inutilisés qui excèdent 40 000 \$ soient retournés au fonds général.

RÉSOLUTION N^o 119

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n^o 119.

Paragraphe 8.01

ATTENDU QUE les déléguées et délégués au congrès national de 2011 ont modifié l'article 8 des statuts nationaux pour y inclure un processus de résolution de conflits;

ATTENDU QUE les changements apportés comprennent l'obligation, pour les dirigeantes et dirigeants des trois paliers du Syndicat, de suivre une formation sur les procédures de rechange en matière de résolution des conflits;

ATTENDU QU'il s'est avéré très difficile, voire impossible, de satisfaire à cette obligation, surtout au palier local;

ATTENDU QUE l'expérience montre que des membres de comités exécutifs locaux sont impliqués dans la majorité des conflits entre membres, surtout en ce qui concerne les petites sections locales;

ATTENDU QUE la résolution de conflits est cruciale à la consolidation de la solidarité entre les membres;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 8.01 des statuts nationaux pour qu'il tienne compte des points suivants :

BE IT RESOLVED that CUPW limit the amounts that can accumulate under section 7.58 of the National Constitution to \$40,000, and that unused amounts over \$40,000 be returned to the General Fund;

BE IT ALSO RESOLVED that CUPW limit the amounts that can accumulate under section 7.59 of the National Constitution to \$40,000, and that unused amounts over \$40,000 be returned to the General Fund.

RESOLUTION NO 119

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 119.

Section 8.01

WHEREAS, delegates at Convention 2011 changed Article 8 of our National Constitution to include Conflict Resolution;

WHEREAS, this change included an obligation for all 3 levels of leadership within the Union to be trained in the alternative conflict resolution process;

WHEREAS, it has proven to be nearly, if not totally, impossible to fulfil this obligation, especially at the Local level;

WHEREAS, it has been the experience that the majority of member to member conflict involves Local executives, especially in the smaller Locals;

WHEREAS, this work is crucial to build solidarity among the membership;

THEREFORE BE IT RESOLVED, that section 8.01 of the National Constitution be amended to reflect:

1) Chaque région compte un comité de résolution de conflits composé de quatre membres désignés par le comité exécutif régional. Le comité est responsable de toutes les questions en matière de résolution de conflits émanant des sections locales;

2) Le comité de résolution de conflits relève du comité exécutif régional;

3) Les membres du comité de résolution de conflits suivent une formation au début de leur mandat, et tous les coûts liés à cette formation sont payés par le palier national du Syndicat;

4) Si une ou plusieurs sections locales désirent faire appel aux services d'un membre ou de plusieurs membres du comité de résolution de conflits, la ou les sections locales communiquent avec la directrice ou le directeur national de la région, qui communiquera ensuite avec un ou des membres du comité afin qu'ils rencontrent la ou les sections locales en question pour déterminer les meilleures mesures à prendre;

5) Toutes les dépenses liées à cette démarche sont payées par la ou les sections locales en question, y compris, mais sans en exclure d'autres, les salaires perdus, les frais de déplacement, les allocations quotidiennes et les frais d'hébergement;

6) Toute section locale qui ne dispose pas des fonds nécessaires peut présenter une demande d'aide financière au Conseil exécutif national. Une telle demande d'aide financière est sujette à l'approbation du Conseil exécutif national, mais elle ne peut pas être refusée sans raison valable. Cette aide financière est tirée du fonds général.

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU qu'un comité de trois membres nommés par le Conseil exécutif national traite des questions découlant des bureaux national et régionaux.

1) Each Region shall have a 4 member Conflict Resolution Committee, as chosen by the Regional Executive Committee, to be responsible for any issues arising within Locals dealing with Conflict Resolution;

2) This committee will be under the direction of the Regional Executive Committee;

3) These committee members will be trained at the beginning of a mandate with all associated training costs borne by the National Union;

4) If a Local, or Locals, wishes to utilize the services of a member, or members, of this committee they shall contact the National Director who will then contact a member or members, of the committee to meet with the Local, or Locals, involved to determine the best course of action;

5) All costs associated with this will be borne by the Local, or Locals, involved, including but not limited to, lost wages, travel, per diem and accommodations;

6) Any Local without sufficient Local funds may apply to the National Executive Board for assistance. This funding is subject to approval by the National Executive Board and shall not be unreasonably withheld. This funding is to come from the General Fund.

BE IT FURTHER RESOLVED, that a 3 member committee be appointed Nationally by the National Executive Board to deal with issues arising out of National and Regional offices.

RÉSOLUTION N° 120

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n° 120.

Article 9

S'assurer que les sections locales rendent visite à leurs membres facteurs et factrices ruraux et suburbains (FFRS) dans leur lieu de travail, au moins une fois par année.

Parce que :

- Les membres FFRS paient des cotisations syndicales;
- De nombreux membres FFRS travaillent loin de leur bureau local et se sentent coupés du Syndicat;
- En leur rendant visite dans leur lieu de travail, il sera possible de donner un visage au Syndicat et de renseigner les membres sur les pratiques de travail actuelles.

RÉSOLUTION N° 121

Conférence régionale de l'Atlantique

Le Comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution n° 121.

Paragraphes 9.02 et 9.03

ATTENDU QUE les directrices et directeurs nationaux sont le lien entre les sections locales et le Conseil exécutif national;

ATTENDU QUE les directrices et directeurs nationaux connaissent mieux que quiconque les besoins et les réalités des sections locales de leur région respective;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le paragraphe 9.02 des statuts nationaux soit modifié comme suit :

RESOLUTION NO 120

Atlantic Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 120.

Article 9

Ensure that locals visit RSMC members at their workplace at least once a year;

Because:

- RSMC members pay union dues;
- Many RSMC's are geographically far away from their locals and feel a disconnect;
- By visiting RSMCs workplaces it will put a face to the Union and will educate members on current work practices.

RESOLUTION NO 121

Atlantic Regional Conference

The Committee unanimously recommends adoption of resolution no. 121.

Sections. 9.02 and 9.03

WHEREAS, the National Director is the link between Locals and the National Executive Board, and

WHEREAS, National Directors are the most familiar with the needs and realities of Locals in his/her Region;

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 9.02 of the National Constitution be amended to read:

« [...] Les projets de règlements des sections locales sont soumis **par la directrice ou le directeur national de la région** au Conseil exécutif national qui doit les examiner [...] »;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que le paragraphe 9.03 soit modifié comme suit :

« À la suite de chaque congrès national, toutes les sections locales doivent soumettre, **à la directrice ou au directeur national de la région**, des règlements révisés dans les six mois qui suivent la date de distribution des exemplaires des statuts nationaux modifiés aux sections locales. »

RÉSOLUTIONS N^{OS} 122 ET 123

Conférence de la région du Centre

Le Comité recommande l'adoption du premier « QU'IL SOIT RÉSOLU » de la résolution n^o 122, tel qu'il a été modifié, qui rejoint l'intention de la résolution n^o 123.

Comités locaux de membres retraités (paragraphe 9.23)

ATTENDU QUE de nombreux membres retraités du STTP participent aux diverses campagnes locales et nationales du STTP;

ATTENDU QUE bon nombre d'autres syndicats ont créé leur propre organisation de membres retraités;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le Comité exécutif national et le Conseil exécutif national considèrent comme prioritaire d'aider les membres retraités du STTP à concevoir, à promouvoir, à mettre sur pied et à créer une organisation nationale de membres retraités du STTP.

“...Proposed by-laws for Locals shall be submitted to the National Executive Board **via the National Director for the Region**, where they ...”

BE IT FURTHER RESOLVED that section 9.03 be amended to read,

“Following each National Convention, all Locals must submit revised by-laws, **to the National Director for their Region**, within six (6) months following the date of distribution of copies of the amended National Constitution to Locals.”

RESOLUTIONS NOS. 122 AND 123

Central Regional Conference

The Committee recommends adoption of the first “BE IT RESOLVED” of resolution no. 122, as amended, to cover resolution no. 123.

Local Committees Retirees (9.23)

WHEREAS many CUPW retirees are participating in many CUPW Local and National campaigns;

WHEREAS many other unions have their own retiree organizations;

LET BE IT RESOLVED that the National Executive Committee and the National Executive Board make it a priority to help CUPW retirees to develop, promote, and organize a national organization of CUPW retirees.

RÉSOLUTION N^O 124

Conférence régionale du Montréal métro

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n^o 124.

Paragraphe 9.37

ATTENDU QUE les membres souhaitent voir leur section locale faire la promotion de la solidarité syndicale en organisant différentes activités;

ATTENDU QUE les travailleuses et travailleurs de Postes Canada (comme tous les autres travailleurs et travailleuses) sont sociables et influencés par le biais des activités sociales auxquelles ils participent;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE les sections locales soient autorisées à dépenser annuellement un maximum de 10,00 \$ par membre, à même leurs ristournes locales, afin de payer des articles ou activités qui ne sont pas visés par les statuts nationaux, pourvu que cela ne nuise en rien aux activités officielles de la section locale.

RÉSOLUTION MIXTE N^O 8 QUI REJOINT L'INTENTION DES RÉSOLUTIONS N^{OS} 132 ET 138

Le comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution mixte n^o 8 qui rejoint l'intention des résolutions n^{os} 132 et 138.

Paragraphe 10.01

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 10.01 pour y ajouter ce qui suit :

« Les permanentes et permanents syndicaux nationaux, sous la direction de la dirigeante ou du dirigeant national des griefs, préparent les dossiers et plaident les griefs à l'arbitrage. »

RESOLUTION NO 124

Metro-Montreal Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 124.

Section 9.37

WHEREAS members wish their locals to promote union solidarity through a variety of activities;

WHEREAS workers at Canada Post (like all other workers) are social by nature and are influenced through social activities;

BE IT RESOLVED that locals be authorized to spend up to a maximum of \$10.00 annually per member out of their rebate on items or activities that are not covered under the National Constitution, provided these expenses do not in any way affect the local's official union activities.

COMPOSITE NO. 8 TO COVER THE INTENT OF RESOLUTIONS NOS. 132 AND 138

The Committee unanimously recommends adoption of composite no. 8 to cover the intent of resolutions nos. 132 and 138.

Section 10.01

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 10.01 be amended to add:

“National Union Representatives, under the direction of the National Grievance Officer, shall be responsible for both preparing and arguing of grievance files.”

Alinéa 10.08 g)

QU'IL SOIT RÉSOLU que l'article 10 des statuts nationaux soit modifié comme suit :

Permanentes et permanents syndicaux régionaux

« 10.08 g) d'aider la dirigeante ou le dirigeant régional des griefs en ce qui a trait à la procédure de règlement des griefs et la préparation des dossiers pour l'arbitrage, **et de plaider les griefs à l'arbitrage.** »

RÉSOLUTION MIXTE N^O 2 QUI REJOINT L'INTENTION DES RÉSOLUTIONS N^{OS} 142, 143, 144 ET 145

Le comité recommande à l'unanimité l'adoption de la résolution mixte n^o 2 qui rejoint l'intention des résolutions n^{os} 142, 143, 144 et 145.

Cours sur l'Île de la Tortue

ATTENDU QUE le STTP a produit un cours sur l'Île de la Tortue;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le cours du STTP sur l'Île de la Tortue soit inscrit au programme d'éducation habituel;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que les animatrices et animateurs du cours :

- reçoivent une formation pour animer le cours;
- fassent partie des Premières Nations, Métis et Inuits;
- soient choisis de manière à respecter l'équilibre hommes-femmes;
- obtiennent suffisamment de temps pour se préparer à animer le cours;
- puissent modifier le cours pour qu'il corresponde aux exigences du territoire et à l'histoire de la région.

Section 10.08 (g)

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 10 be amended as follows:

Regional Union Representatives

“10.08 (g) to assist the Regional Grievance Officer with respect to the grievance procedure and preparation **and arguing of grievances at arbitration.**”

COMPOSITE NO. 2 TO COVER THE INTENT OF RESOLUTIONS NOS. 142, 143, 144 AND 145

The Committee unanimously recommends adoption of composite no. 2 to cover the intent of resolutions nos. 142, 143, 144 and 145.

Turtle Island Course

WHEREAS the CUPW Turtle Island Course is developed;

BE IT RESOLVED the CUPW Turtle Island course be rolled out by ensuring it be included in the regular Education agenda;

BE IT FURTHER RESOLVED that the facilitators of this course shall:

- Be trained to facilitate the Turtle Island Course;
- Be of First Nation, Metis or Inuit origin;
- Be gender balanced;
- Be given ample time to prepare for the course;
- Be empowered to modify the course to meet regional territory requirements and history.

RÉSOLUTION N^o 177

Conférence de la région du Centre

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n^o 177.

Sensibilisation à la santé mentale

ATTENDU QU'aucune politique officielle au sujet de la maladie mentale ne figure dans nos statuts nationaux;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le Syndicat élabore une politique officielle sur la santé mentale;

Qu'une formation soit fournie à des représentantes et représentants de chaque palier pour qu'ils puissent aider les travailleuses et travailleurs souffrant d'une maladie mentale;

Que le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes collabore avec l'Association canadienne de la santé mentale à éduquer et à sensibiliser les membres à ce sujet;

Des études récentes démontrent qu'un Canadien ou une Canadienne sur dix souffre d'une forme quelconque de maladie mentale. Une telle maladie peut également se manifester, en tant qu'affection secondaire, chez les travailleuses et travailleurs qui subissent un accident du travail. Une formation et une politique officielles devraient être élaborées à ce sujet et ajoutées aux statuts nationaux.

RÉSOLUTION N^o 210

Conférence régionale du Québec

Le Comité recommande l'adoption de la résolution n^o 210.

Fusion des régions Québec-Montréal

ATTENDU QUE selon les documents reçus en préparation de la conférence régionale on nous parle encore d'une fusion possible entre les régions du Québec et du Montréal métropolitain;

RESOLUTION NO 177

Central Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 177.

Education Mental Illness

WHEREAS our National Constitution has no formal policy on mental illness;

BE IT RESOLVED that the Union develop a formal policy on mental illness;

Representatives at each level be formally trained in assisting workers who suffer from mental illness;

Canadian Union of Postal Workers work in conjunction with the Canadian Mental Health Association to raise awareness of this disease and educate members;

Recent studies show 1 in 10 Canadians suffer from some form of mental illness. This illness can also develop as a secondary condition in injured workers. Formal policy and education should be developed and included in the Constitution.

RESOLUTION NO 210

Quebec Regional Conference

The Committee recommends adoption of resolution no. 210.

Merger of the Quebec and Metro-Montreal Regions

WHEREAS the material received in preparation for the regional conferences is still proposing a potential merger between the Quebec Region and the Metro-Montreal Region;

ATTENDU QUE lors de la conférence régionale de 2011 les sections locales du Québec se sont, en majorité, prononcées contre cette fusion;

QU'IL SOIT RÉSOLU de maintenir les deux régions distinctes, soit Québec et Montréal métropolitain.

WHEREAS the majority of locals in Quebec expressed their opposition to this merger at the 2011 Regional Conference;

BE IT RESOLVED that these two distinct regions be maintained, i.e. the Quebec Region and the Metro-Montreal Region.

RÉSOLUTIONS MIXTES

COMPOSITE RESOLUTIONS

RÉSOLUTION N° 3

Conférence régionale du Pacifique

Article 1 – Liberté d’expression

Paragraphe 1.06

PARCE QUE bon nombre de représentantes et représentants syndicaux des paliers régionaux et nationaux se sont vus refuser le droit d’exprimer leur point de vue lors de la ratification de la convention collective de l’unité urbaine et de celle de l’unité des FFRS;

PARCE QUE les membres doivent connaître le point de vue sincère de leurs représentantes et représentants syndicaux;

PARCE QU’une prise de décision éclairée exige des discussions et des débats ouverts;

PARCE QU’aucune entrave à la liberté d’expression ne doit être tolérée au sein du mouvement syndical;

Nous voulons ajouter le paragraphe suivant immédiatement après le paragraphe 1.05, puis refaire la numérotation en conséquence :

RÉSOLUTION N° 85

Conférence régionale de l’Atlantique

ATTENDU QUE la liberté d’expression est l’un des piliers de la démocratie;

RESOLUTION NO 3

Pacific Regional Conference

Article 1 – Freedom of Speech

Section 1.06

BECAUSE many union representatives at the national and regional level were prevented from expressing their views during the ratification of the Urban and RSMC collective agreements;

BECAUSE our members need to hear the honest opinions of their elected representatives;

BECAUSE open discussion and debate is a necessary component of an informed decision-making process;

BECAUSE restrictions on freedom of speech have no place within the labour movement;

We want the following to be inserted after section 1.05 and renumber accordingly:

RESOLUTION NO 85

Atlantic Regional Conference

WHEREAS one of the pillars of democracy is free speech;

ATTENDU QU'au cours de la période qui a précédé le vote de ratification de la dernière convention collective, des dirigeantes et dirigeants de certaines régions se sont vus interdire le droit de parler contre le projet de convention collective parce que leur directeur national avait voté en faveur de son adoption;

ATTENDU QUE la majorité des membres reconnaissent que la convention collective en vigueur comporte des dispositions inférieures à celles de la convention collective précédente;

QU'IL SOIT RÉSOLU de ne pas interdire aux dirigeantes et dirigeants d'exprimer leur opinion en autant qu'ils ne dénigrent pas le Syndicat et n'enfreignent pas le droit à la confidentialité d'un autre membre.

RÉSOLUTION N^o 86

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 6.16

ATTENDU QUE, lors des votes de ratification des conventions collectives de 2011, le Syndicat n'a transmis aucun rapport minoritaire, ni bulletin ou autre matériel qui aurait permis à l'ensemble des membres, peu importe leur région, d'avoir accès à toute l'information pertinente avant d'exercer leur droit de vote en faveur ou contre les projets de convention collective;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 6.16 comme suit :

Les rapports majoritaires et minoritaires (s'il y a lieu), ainsi que les motifs de demander aux membres d'accepter ou de rejeter les conditions de règlement proposées ne font pas l'objet d'un vote, mais sont portées à la connaissance **de l'ensemble des membres** par des bulletins, **des tabloïds de ratification** et d'autres moyens avant le vote de ratification.

WHEREAS leading up to the ratification vote for the last Collective Agreement, officers from some Regions were barred from speaking out against the tentative agreement because their National Director had voted in favour of acceptance;

WHEREAS most members acknowledge that the current Collective Agreement is inferior;

BE IT RESOLVED that no officers of the Union will be prevented from expressing his/her opinion so long as he/she does not defame the Union or breach another members right to confidentiality.

RESOLUTION NO 86

Atlantic Regional Conference

Section 6.16

WHEREAS during the 2011 collective agreement ratification votes, the National Union did not transmit any minority reports, bulletins or other material that would have ensured all members, regardless of their Region, to be fully informed prior to exercising their vote to accept or reject the tentative agreements;

THEREFORE section 6.16 be amended to read:

The majority and minority reports (if any), along with reasons for asking the members to accept or reject proposed terms of settlement, shall not be voted on but shall be made known to **all** the membership by way of bulletins, **ratification tabloids and** other means prior to the ratification vote.

RÉSOLUTION N^O 32

Conférence régionale du Pacifique

Article 4 NOUVEAU

Article 4 – Modification des responsabilités du Conseil exécutif national relativement aux membres à la retraite et au Régime de retraite de Postes Canada

PUISQUE les enjeux entourant le Régime de retraite de Postes Canada occupent de plus en plus le Conseil exécutif national;

PUISQUE des modifications au Régime de retraite de Postes Canada risquent d’avoir des répercussions sur la vie des membres retraités et de leur famille;

PUISQUE, de par sa tradition démocratique, le STTP se doit de solliciter la participation de ses membres retraités à la prise de décisions qui auront une incidence sur les prestations de retraite, les avantages sociaux des membres retraités, le régime d’assurance, l’indexation, les prestations au survivant ainsi que d’autres prestations de base ou accessoires;

PAR CONSÉQUENT, le STTP ajoute les nouvelles responsabilités suivantes aux responsabilités actuelles du Conseil exécutif national qui sont énoncées aux statuts nationaux :

« Il incombe au Conseil exécutif national de communiquer régulièrement avec les membres retraités à propos du Régime de retraite de Postes Canada. Il lui incombe aussi de recueillir leurs commentaires à propos des changements qui auront des répercussions sur les prestations de retraite, les avantages sociaux des membres retraités, le régime d’assurance, l’indexation, les prestations au survivant ainsi que d’autres prestations de base ou accessoires. Enfin, il lui incombe d’élaborer et de mettre en place des mesures permettant aux membres retraités de prendre part aux décisions et au vote sur les changements touchant les prestations de retraite, les avantages sociaux des membres retraités, le régime d’assurance, l’indexation, les prestations au survivant ainsi que d’autres prestations de base ou accessoires. »

RESOLUTION NO 32

Pacific Regional Conference

Article 4 NEW

Article 4 - Change to duties of the National Executive Board regarding retirees and the Canada Post Pension Plan

SINCE the National Executive Board is increasingly dealing with issues regarding the Canada Post Pension Plan; and

SINCE changes to the Canada Post Pension plan could potentially affect the lives of current retirees and their families; and

SINCE as part of its democratic tradition CUPW needs to involve current retirees in and decisions that will affect their Canada Post Pension, post-retirement benefits, insurance, indexing, survivor’s benefits, and other base or ancillary benefits;

THEREFORE CUPW will add the following new duties to the already existing duties of the National Executive Board in the National Constitution:

“The National Executive Board will be responsible for maintaining regular communications with current retirees about the Canada Post Pension Plan. The National Executive Board will be responsible for seeking input from current retirees about any changes that will affect their Canada Post Pension, post-retirement benefits, insurance, indexing, survivor’s benefits, and other base or ancillary benefits. The National Executive Board will develop and implement measures to ensure that current retirees are involved in and are able to vote on decisions about changes to their Canada Post Pension, post-retirement benefits, insurance, indexing, survivor’s benefits, and other base or ancillary benefits.”

RÉSOLUTION N^o 191

Conférence régionale de l'Ontario

POLITIQUE A – Participation des membres retraités

ATTENDU QU'un nombre toujours plus important d'employées et employés de Postes Canada prennent leur retraite;

ATTENDU QUE bon nombre de travailleuses et travailleurs retraités possèdent une vaste expérience en tant que membres et militants du STTP;

ATTENDU QUE les statuts nationaux du STTP prévoient la création de comités locaux sur les régimes de retraite et les avantages sociaux des membres retraités;

ATTENDU QUE le mouvement syndical compte des organisations qui représentent les travailleuses et travailleurs syndiqués à la retraite, notamment l'Association des syndicalistes retraités du Canada;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP adopte la nouvelle politique générale suivante :

« Le STTP reconnaît que bon nombre de travailleuses et travailleurs retraités possèdent une vaste expérience en tant que membres et militants du STTP. Il reconnaît aussi que les travailleuses et travailleurs retraités sont fiers des luttes qu'ils ont menées et des liens de solidarité qu'ils ont entretenus alors qu'ils étaient des membres actifs du STTP.

Au cours du prochain mandat, le STTP veillera à ce que les mesures suivantes soient prises pour accroître la participation des membres retraités :

RESOLUTION NO 191

Ontario Regional Conference

POLICY A - Involving Retirees

WHEREAS more and more people are retiring from Canada Post; and,

WHEREAS many retirees have a great deal of experience as CUPW members and activists; and,

WHEREAS the CUPW Constitution provides for Local Pension and Retiree Benefits Committees; and,

WHEREAS there are organizations within the labour movement representing retired union members including but not limited to the Congress of Union Retirees of Canada; therefore,

BE IT RESOLVED that CUPW adopt the following new general policy:

“CUPW recognizes that many retirees have a great deal of experience as CUPW members and activists. CUPW also recognizes that these retirees are proud of the struggles they fought and the solidarity they experienced when they were active CUPW members.

CUPW will work to ensure that over this next mandate the following steps are taken to strengthen the involvement of retirees:

- Envoi d'une lettre à chaque membre retraité dans les mois suivant la réception par le bureau national du STTP de l'information indiquant que cette travailleuse ou ce travailleur a pris sa retraite. La lettre contient de l'information sur le statut de membre à la retraite, la nécessité de créer des comités locaux sur les régimes de retraite et les avantages sociaux des membres retraités, et les organisations syndicales qui défendent les intérêts des travailleuses et travailleurs syndiqués à la retraite;
- Élaboration et envoi régulier de documents d'information aux membres retraités au sujet des questions actuelles touchant le régime de retraite de Postes Canada, et au sujet des campagnes et d'autres questions qui pourraient bénéficier de la participation des membres retraités ou nécessiter l'apport de ces derniers;
- Discussion sur les façons d'améliorer la communication entre les membres retraités et élaboration de mesures à cette fin pour faire en sorte que les membres retraités soient plus forts et plus unis;
- Discussion sur les façons d'améliorer la communication entre les membres retraités et tous les paliers du Syndicat et élaboration de mesures à cette fin;
- Encouragements continuels à l'intention des membres retraités pour les inciter à participer au comité local sur les régimes de retraite et les avantages sociaux des membres retraités et à se joindre aux organisations du mouvement syndical qui défendent les intérêts des travailleuses et travailleurs syndiqués à la retraite;
- Discussion sur les façons dont les membres retraités peuvent agir comme mentors pour les membres du STTP;
- Soutien aux membres à la retraite qui souhaitent mettre sur pied un comité local sur les régimes de retraite et les avantages sociaux des membres retraités.
- A letter is sent to each retiree within several months of the CUPW National Office receiving information that she/he is retired. This letter will contain information about retired member status, the need for local pension and retiree benefits committees, and the labour movement organizations of retired union members.
- Regular information is developed and sent to retirees about current issues with the Canada Post Pension Plan, and other campaigns and issues that could benefit from or require retiree involvement.
- There is discussion and development of ways to implement and enhance communication between retirees so that retirees can become stronger and more united.
- There is discussion and development of ways to implement and enhance communication between retirees and all levels of the union.
- There is ongoing encouragement for retirees to get involved in their local pension and retiree benefits committees and the labour movement organizations of retired union members.
- There is discussion and development of ways retirees can mentor CUPW members.
- There is assistance for current retirees who wish to develop local pension and retiree benefits committees."

RÉSOLUTION N^o 192

Conférence régionale de l'Ontario

Politique D

ATTENDU QU'il incombe au Syndicat l'importante responsabilité de tenir les membres retraités informés et de faciliter leur participation aux activités syndicales;

ATTENDU QUE les membres retraités possèdent de vastes connaissances et une grande expérience qui pourraient être utiles aux membres actifs;

ATTENDU QU'il y a présentement très peu d'occasions pour les membres retraités de participer aux activités du Syndicat;
QU'IL SOIT RÉSOLU que les sections locales encouragent leurs membres à vie et leurs membres retraités à participer aux activités du mouvement syndical, à assister aux réunions de la section locale, à prendre part aux réunions du comité des membres retraités, et à se tenir au courant des luttes que mène actuellement le Syndicat, des défis que doivent relever les membres actifs et des questions qui pourraient toucher les personnes retraitées;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU de communiquer de l'information au moyen du téléphone, du courrier électronique et d'Internet, ou en utilisant le moyen de communication qui est le plus pratique et le plus économique pour la section locale;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que le membre retraité qui participe à des activités de son ancienne section locale se déroulant dans une autre collectivité ait droit, sur demande, à des allocations quotidiennes aux termes du paragraphe 7.42.

RESOLUTION NO 192

Ontario Regional Conference

Policy D

WHEREAS it is important and a responsibility of the Union to keep retired members informed and actively involved with the Union; and,

WHEREAS there is a wealth of knowledge and experience among our retirees that the active membership could utilize; and,

WHEREAS currently there is very limited opportunities for retired members to be involved with the Union once retired;
THEREFORE BE IT RESOLVED to have Locals encourage their Lifetime and Retired Members to participate in Labour events, to attend Local meeting and to attend Retiree Committees meetings; to keep knowledgeable in our Union's ongoing struggle and battles facing the working members and to hear updates on issues that may affect retirees; and,

BE IT FURTHER RESOLVED to convey information by means of phone, mail and/or internet, whichever is more convenient and affordable to the Local; and,

BE IT FURTHER RESOLVED that if a retiree participated in Labour events out of town from their former Local, they shall be entitled to a per diem in accordance with 7.42 upon request.

RÉSOLUTION N^o 193

Conférence régionale du Pacifique

Politique D, paragraphe 9.23 Nouveau

Le STTP et les membres retraités

PUISQU'un nombre toujours plus important d'employées et employés de Postes Canada prennent leur retraite;

PUISQUE bon nombre de travailleuses et travailleurs retraités possèdent une vaste expérience en tant que membres et militants du STTP;

PUISQUE les statuts nationaux du STTP prévoient la création de comités locaux sur les régimes de retraite et les avantages sociaux des membres retraités;

PUISQUE le mouvement syndical compte des organisations qui représentent les travailleuses et travailleurs syndiqués à la retraite, notamment l'Association des syndicalistes retraités du Canada;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le STTP adopte la nouvelle politique générale suivante :

« Le STTP reconnaît que bon nombre de travailleuses et travailleurs retraités possèdent une vaste expérience en tant que membres et militants du STTP. Il reconnaît aussi que les travailleuses et travailleurs retraités sont fiers des luttes qu'ils ont menées et des liens de solidarité qu'ils ont entretenus alors qu'ils étaient des membres actifs du STTP.

Au cours du prochain mandat, le STTP veillera à ce que les mesures suivantes soient prises pour accroître la participation des membres retraités :

RESOLUTION NO 193

Pacific Regional Conference

Policy D, 9.23 New

CUPW and retirees

SINCE more and more people are retiring from Canada Post;

SINCE many retirees have a great deal of experience as CUPW members and activists;

SINCE the CUPW Constitution provides for Local Pension and Retiree Benefits Committees;

SINCE there are organizations within the labour movement representing retired union members including but not limited to the Congress of Union Retirees of Canada;

THEREFORE BE IT RESOLVED that CUPW adopt the following new general policy:

“CUPW recognizes that many retirees have a great deal of experience as CUPW members and activists. CUPW also recognizes that these retirees are proud of the struggles they fought and the solidarity they experienced when they were active CUPW members.

CUPW will work to ensure that over this next mandate the following steps are taken to strengthen the involvement of retirees;

- Envoi d'une lettre à chaque membre retraité dans les mois suivant la réception par le bureau national du STTP de l'information indiquant que cette travailleuse ou ce travailleur a pris sa retraite. La lettre contient de l'information sur le statut de membre à la retraite, la nécessité de créer des comités locaux sur les régimes de retraite et les avantages sociaux des membres retraités, et les organisations syndicales qui défendent les intérêts des travailleuses et travailleurs syndiqués à la retraite;
- Élaboration et envoi régulier de documents d'information aux membres retraités au sujet des questions actuelles touchant le régime de retraite de Postes Canada, et au sujet des campagnes et d'autres questions qui pourraient bénéficier de la participation des membres retraités ou nécessiter l'apport de ces derniers;
- Discussion sur les façons d'améliorer la communication entre les membres retraités et élaboration de mesures à cette fin pour faire en sorte que les membres retraités soient plus forts et plus unis;
- Discussion sur les façons d'améliorer la communication entre les membres retraités et tous les paliers du Syndicat et élaboration de mesures à cette fin;
- Encouragements continuels à l'intention des membres retraités pour les inciter à participer au comité local sur les régimes de retraite et les avantages sociaux des membres retraités et à se joindre aux organisations du mouvement syndical qui défendent les intérêts des travailleuses et travailleurs syndiqués à la retraite;
- Discussion sur les façons dont les membres retraités peuvent agir comme mentors pour les membres du STTP;
- Soutien aux membres à la retraite qui souhaitent mettre sur pied un comité local sur les régimes de retraite et les avantages sociaux des membres retraités.
- A letter is sent to each retiree within several months of the CUPW National Office receiving information that she/he is retired. This letter will contain information about retired member status, the need for local pension and retiree benefits committees, and the labour movement organizations of retired union members.
- Regular information is developed and sent to retirees about current issues with the Canada Post Pension Plan, and other campaigns and issues that could benefit from or require retiree involvement.
- There is discussion and development of ways to implement and enhance communication between retirees so that retirees can become stronger and more united
- There is discussion and development of ways to implement and enhance communication between retirees and all levels of the Union
- There is ongoing encouragement for retirees to get involved in their local pension and retiree benefits committees and the labour movement organizations of retired union members
- There is discussion and development of ways retirees can mentor CUPW members
- There is assistance for current retirees who wish to develop local pension and retiree benefits committees."

RÉSOLUTION N^o 194

Conférence régionale du Pacifique

Politique D, paragraphe 9.23 Nouveau

ATTENDU QUE bon nombre de militantes militants du STTP prennent leur retraite, emportant avec eux leurs vastes connaissances et expérience;

ATTENDU QUE de nombreux membres décident de prendre une retraite anticipée, avec pénalité, à cause du travail très exigeant sur le plan physique que les travailleurs et travailleuses internes et externes sont maintenant appelés à accomplir;

ATTENDU QUE l'âge moyen des travailleurs et travailleuses des poste est de 50 ans et qu'il y aura donc un grand nombre de départs à la retraite au cours des prochaines années;

ATTENDU QUE nos statuts nationaux prévoient la formation de comités locaux des membres retraités;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'adopter la nouvelle politique suivante portant sur les membres à la retraite :

Dès que le Syndicat, au palier national, reçoit un avis officiel de la prise de retraite d'un de ses membres, il lui fait parvenir une lettre dans laquelle il explique en quoi consiste le statut de membre retraité, décrit l'obligation faite aux sections locales de former un comité des membres retraités et l'informe des associations syndicales représentant les travailleuses et travailleurs syndiqués à la retraite, dont l'Association des syndicalistes retraités du Canada;

RESOLUTION NO 194

Pacific Regional Conference

Policy D, 9.23 New

WHEREAS a number of our union activists are retiring taking with them a great deal of knowledge and experience;

WHEREAS the many members are opting to take early retirement with penalties, due to the physically demanding work now being done by other internal and external members;

WHEREAS the average age of a postal worker is 50, and there will be a large number of retirement over the next few years;

WHEREAS our current National Constitution provides for Local Retiree Committees;

THEREFORE LET IT BE RESOLVED that the following new policy regarding retirees be adopted:

That once the Union is officially notified that a member has retired, the member be sent a letter from National outlining retired member status, the requirement for locals to have retiree committees, and be provide information about other organizations within the labour movement for retirees, such as CURC Canadian Union of Retirees of Canada.

La lettre offre également au membre retraité la possibilité de s'inscrire sur les listes de diffusion du STTP (envois par la poste ou par courriel) pour qu'il demeure informé des luttes des travailleurs et travailleuses des postes, des campagnes nationales et des enjeux relatifs au régime de retraite de Postes Canada pouvant bénéficier de la contribution des membres retraités.

Les sections locales sont encouragées à adopter une résolution dans laquelle elles s'engagent à payer, à l'intention des membres militants qui prennent leur retraite, la cotisation de la première année d'adhésion à l'Association des syndicalistes retraités du Canada.

Les sections locales sont encouragées à inviter les membres retraités à agir comme mentors pour les membres de la section locale.

Providing the retirees the option to be part of an ongoing communication program (email or traditional mailing list) that will keep retirees informed on the struggles of postal workers, National campaigns, and issues regarding the Canada Post Pension Plan, that would benefit from retiree involvement.

That locals are encouraged to adopt a local resolution to pay the first year membership fee into CURC for local activists that retire.

That locals are encouraged to get retirees involved as mentors for local members.

RÉSOLUTION N° 33

Conférence régionale de l'Atlantique

PARCE QUE les membres sont en droit d'exercer leur droit de vote, peu importe où ils le font;

Autoriser les membres à voter dans une section locale qui n'est pas la leur, aux termes des paragraphes 4.02, 6.17 et 6.18, sous réserve de l'approbation de la directrice ou du directeur national.

RÉSOLUTION N° 34

Conférence régionale du Montréal métro

ATTENDU QUE les membres ne peuvent exercer leur droit de vote que dans leur propre section locale, conformément aux paragraphes 4.02, 6.17 et 6.18;

QU'IL SOIT RÉSOLU QU'un membre qui, de l'avis des directrices ou des directeurs nationaux des régions concernées, a une bonne raison de ne pas voter dans sa section locale puisse exercer son droit de vote à l'assemblée générale d'une autre section locale.

RESOLUTION NO 33

Atlantic Regional Conference

BECAUSE members shall be allowed to exercise their right to vote wherever that vote may be cast.

Allow members from one local to vote at another local under sections 4.02, 6.17, and 6.18 with approval of the National Director.

RESOLUTION NO 34

Metro-Montreal Regional Conference

WHEREAS members are only permitted to vote in their own local under sections 4.02, 6.17 and 6.18;

BE IT RESOLVED that a member with sufficient excuse, as determined by the National Directors of the regions concerned, for not voting in their local be permitted to exercise his/her vote at the general membership meeting of another local.

RÉSOLUTION N° 43

Conférence régionale du Montréal métro

Paragraphe 4.06

ATTENDU QUE de nombreux comités nationaux ont déjà réduit le nombre de leurs réunions à une seule par année;

ATTENDU que les activités tenues au palier régional permettent de faire connaître le travail du Comité national des femmes auprès des travailleuses directement dans les lieux de travail;

ATTENDU que les comités régionaux et les conférences régionales permettent la participation d'un nombre accru de consœurs;

ATTENDU que ces activités représentent des occasions d'accéder aux fonds inutilisés;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP modifie le 6e alinéa du paragraphe 4.06 pour qu'il indique ce qui suit :

« Le comité se réunit une fois par année et le Syndicat national paie tous les frais de la réunion. »;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que le STTP ajoute le texte suivant au paragraphe 4.06 :

« De plus, une conférence régionale des femmes a lieu une fois par mandat. »;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que le financement de la Conférence régionale des femmes se fasse de la façon suivante :

- 1) Le Syndicat défraie les coûts liés à la participation des femmes qui font partie du Comité national des femmes;
- 2) Les sommes prévues au paragraphe 7.58 sont utilisées pour défrayer les coûts liés à la participation des femmes qui ne font pas partie du Comité national des femmes;

RESOLUTION NO. 43

Metro-Montreal Regional Conference

Section 4.06

WHEREAS many of the National committees have already reduced meetings to once per year;

WHEREAS there is an opportunity for regional events to bring the work of the National Women's Committee to the workforce;

WHEREAS regional committees or conferences provide an opportunity to involve more sisters;

WHEREAS these activities also provide opportunities to access unused funds;

BE IT RESOLVED that the 6th paragraph of Section 4.06 be amended to read:

“This Committee shall meet once a year, with all costs to be borne by the National Union.”

BE IT ALSO RESOLVED that the following text be added to section 4.06:

“There shall also be one regional women's conference per mandate.”

BE IT FURTHER RESOLVED that the Regional Women's Conference be funded as follows:

1. The Union shall pay expenses related to the participation of the members of the National Women's Committee;
2. The amounts provided for in section 7.58 shall be used to pay expenses for the participation of women who are not members of the National Women's Committee;

- 3) Advenant qu'il n'y ait plus de fonds disponibles au paragraphe 7.58, les sections locales défraient les coûts liés à la participation des femmes qu'elles délèguent;

RÉSOLUTION N° 48

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 4.06

ATTENDU QUE le Comité national des femmes n'arrive pas à joindre toutes les femmes de chaque région;

ATTENDU QUE le Syndicat doit travailler plus étroitement avec les comités de femmes des sections locales pour les aider à mettre sur pied un tel comité ou pour soutenir les comités déjà formés;

ATTENDU QUE le Syndicat reconnaît l'importance du travail qu'accomplit le Comité national des femmes;

QU'IL SOIT RÉSOLU de tenir une réunion du Comité national des femmes une fois par année;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU de tenir, une fois par mandat, une conférence ou un forum régional auquel participent les consœurs de la région qui auront été sélectionnées pour y participer;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU de faire parvenir au Comité national des femmes les recommandations formulées dans le cadre de la conférence ou du forum régional pour qu'il y donne suite.

3. Should there no longer be funds available under section 7.58, Locals shall pay expenses for the participation of the women they send as delegates to the conference.

RESOLUTION NO 48

Pacific Regional Conference

Section 4.06

WHEREAS the National Women's Committee isn't able to include all women of each region;

WHEREAS we need to work more closely with local women's committees, either to assist in establishing them or to support existing committees;

WHEREAS we recognize the important work done by the National Women's Committee;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the National Women's Committee meet once each year;

BE IT FURTHER RESOLVED that there be a regional conference or forum each mandate with selected women of the region attending;

BE IT FINALLY RESOLVED that any recommendations coming out of these conferences be forwarded for action by the National Women's Committee.

RÉSOLUTION N° 66

Conférence de la région du Centre

ATTENDU QUE la procédure de règlement de griefs utilisée par les différents paliers du Syndicat n'a pas été réexaminée ni mise à jour depuis bien des années;

RESOLUTION NO 66

Central Regional Conference

WHEREAS the grievance procedure/process currently being used by all levels of the Union has not been reviewed or updated in many years;

ATTENDU QUE la procédure de règlement des griefs entraîne des coûts importants à tous les paliers du Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU de réexaminer et de rationaliser la procédure de règlement des griefs pour en réduire le coût et y inclure un « gabarit de grief électronique » élaboré et approuvé par le palier national.

RÉSOLUTION N° 67

Conférence régionale des Prairies

ATTENDU QUE le système de classement des dossiers de grief est très laborieux et coûte cher;

ATTENDU QUE les systèmes d'enregistrement sur support informatique sont fiables et efficaces;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'avoir recours à un système informatique pour l'administration régionale et nationale des griefs au lieu des dossiers papier;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE le dossier papier original soit conservé et entreposé dans son intégralité au bureau de la section locale pour étayer les dossiers régionaux et nationaux, et ce, jusqu'à ce que le grief soit réglé.

WHEREAS the cost of the grievance procedure and process at all levels of our Union is very expensive;

THEREFORE LET IT FINALLY BE RESOLVED that the grievance filing process and procedure be reviewed and streamlined to provide cost savings and include a nationally developed and approved for use "electronic grievance template".

RESOLUTION NO 67

Prairie Regional Conference

WHEREAS the grievance filing system is very laborious and costly;

WHEREAS electronic storage mediums are dependable and are proven to be effective;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the Regional and National administration of grievance files be changed to an electronic format instead of a paper file;

BE IT FURTHER RESOLVED that the original paper file will be maintained and stored in its entirety at the Local offices until resolved to support the Regional and National files.

RÉSOLUTION N° 91

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 7.06

CONSIDÉRANT QUE les membres FFRS ont obtenu de nombreux avantages et améliorations de leurs conditions de travail (congé annuel, avantages sociaux, fonds de pension, assurance-invalidité, etc.) depuis leur syndicalisation avec le STTP;

CONSIDÉRANT QU'un membre FFRS reçoit environ le même salaire qu'un membre urbain qui débute (19,00 \$ l'heure);

RESOLUTION NO 91

Quebec Regional Conference

Section 7.06

CONSIDERING THAT, since becoming CUPW members, RSMCs have made many gains and won numerous improvements to their working conditions (annual leave, benefits, pension fund, disability insurance, etc.);

CONSIDERING THAT an RSMC member receives the same wages as an entry-level UPO unit member (\$19.00/hour);

CONSIDÉRANT QU'il en coûte le même prix pour le Syndicat de défendre un membre de l'unité urbaine et un membre de l'unité rurale;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter le paragraphe suivant après le premier paragraphe de 7.06 :

« Dans le cas de l'unité de négociation des employées et employés de l'exploitation rurale de la Société canadienne des postes, la cotisation syndicale mensuelle de tous les membres et de tous les employés et employées assujettis au précompte obligatoire s'établit à 300 % du taux horaire d'un membre FFRS ayant cinq ans de service continu et qui travaille dans la zone 1. »

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU QUE tout FFRS travaillant moins de 12 heures par semaine garde le statu quo.

RÉSOLUTION N° 92

Conférence régionale de l'Ontario

Paragraphe 7.06 – Cotisations syndicales

ATTENDU QUE la mise en œuvre de la transformation postale par Postes Canada et le départ massif de membres à la retraite ont pour effet de réduire considérablement le nombre de membres du Syndicat;

ATTENDU QUE le STTP éprouve des difficultés financières à cause de la transformation postale;

ATTENDU QUE le prélèvement spécial de 10 \$ par année imposé par le palier national n'est qu'une solution temporaire;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le paragraphe 7.06 des statuts nationaux soit modifié ainsi : « ...[le] précompte obligatoire s'établit à **320** % du taux horaire maximal de la classe d'emplois recevant le salaire le moins élevé au sein de l'unité de négociation. Toutefois, la cotisation ne peut être inférieure à **320** % du taux horaire maximal d'une manieuse ou d'un manieur de dépêches. »

CONSIDERING THAT the costs, for the Union, of defending a member of the UPO unit are the same as those for an RSMC unit member;

BE IT RESOLVED that the following paragraph be added after the first paragraph of section 7.06;

“In the case of the bargaining unit of Rural and Suburban Mail Carrier employees of Canada Post Corporation, the monthly union dues for all members and all employees subject to compulsory check-off of union dues shall be 300% of the hourly rate of an RSMC member with five (5) years continuous service working in Zone 1.”

BE IT ALSO RESOLVED that the status quo be maintained for any RSMC member working less than 12 (twelve) hours per week.

RESOLUTION NO 92

Ontario Regional Conference

Section 7.06 – Union Dues

WHEREAS the implementation of Postal Transformation by Canada Post along with the massive retirement by members has drastically reduced the membership of the Union;

WHEREAS C.U.P.W. is financially struggling with the aftermath of Postal Transformation;

WHEREAS the National \$10.00 dues assessment per year is a temporary fix; therefore,

BE IT RESOLVED to change section 7.06 of the National Constitution to read “...union dues shall be **320%** of the maximum hourly rate for the lowest classification within the bargaining unit. However, the union dues shall not be less than **320%** of the maximum hourly rate of a mail handler.

RÉSOLUTION N° 94

Conférence régionale des Prairies

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le Conseil exécutif national établisse un système de cotisations syndicales correspondant à 2,2 % du salaire de base brut de tous les membres ou employés et employés assujettis au précompte obligatoire de chaque unité de négociation, à l'exclusion des unités de négociation du secteur privé (UNSP);

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE ces changements au précompte autorisé des cotisations syndicales du STTP s'appliquent immédiatement.

RÉSOLUTION N° 103

Conférence régionale du Montréal métro

Paragraphe 7.20

ATTENDU QUE la situation financière du Syndicat est précaire;

ATTENDU l'importance de prendre conscience de cette situation financière précaire;

ATTENDU QUE nous devons faire tous les efforts possibles pour assainir les finances du Syndicat;

ATTENDU l'importance d'avoir un fonds de défense suffisant pour soutenir les luttes à venir;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le 4^e alinéa du paragraphe 7.20 (marqué d'un *) comme suit :

« Malgré ce qui précède, jusqu'au congrès national de **2019, si, à la fin d'un exercice financier, le fonds général accuse un déficit, une somme équivalente à ce déficit est puisée à même le fonds de défense. Cette somme ne peut toutefois pas excéder la somme versée au fonds de défense pour l'exercice financier en question. Si, à la fin d'un exercice, il y a un excédent dans le fonds général, cet excédent est transféré au fonds de défense. »**

RESOLUTION NO 94

Prairie Regional Conference

BE IT RESOLVED that the National Executive Board determine a union dues system based on 2.2% of gross base pay of all members or employees subject to compulsory check off of union dues within each bargaining unit, excluding PSBU;

BE IT FURTHER RESOLVED that these changes to the allowed collection of CUPW union dues be applied immediately.

RESOLUTION NO 103

Metro-Montreal Regional Conference

Section 7.20

WHEREAS the Union is in a tight financial situation;

WHEREAS awareness of our tight financial situation is crucial;

WHEREAS every possible effort must be made to put the Union's finances on a healthier footing;

WHEREAS it is important to have an adequate Defence Fund for waging future struggles;

BE IT RESOLVED that paragraph 4 of section 7.20 (marked with an asterisk) be amended to read as follows:

“Notwithstanding the above, until the **2019 National Convention, if, at the end of a fiscal year, there is a deficit in the General Fund, an amount equivalent to this deficit shall be transferred from the Defence Fund into the General Fund, such amount, however, not to exceed the amount transferred to the Defence Fund for the fiscal year in question. If, at the end of a fiscal year, there is a surplus in the General fund, it will be transferred into the Defence Fund.**”

RÉSOLUTION N^O 110

Région de l'Atlantique

Le STTP modifie le paragraphe 7.43 pour permettre l'achat de plus d'un véhicule.

PARCE QUE certains bureaux régionaux ont besoin de plus d'un véhicule à la fois et se voient obligés d'en louer. Cette mesure permettrait des économies.

RÉSOLUTION N^O 111

Conférence de la région du Centre

Allocations (paragraphe 7.43)

ATTENDU QUE les coûts de location automobile sont extrêmement élevés;

ATTENDU QU'au cours des deux derniers mandats, le Conseil national des syndicats a recommandé que chaque région se dote d'une automobile, conformément au paragraphe 7.43 des statuts nationaux;

ATTENDU QUE le Conseil exécutif national et le Conseil national des syndicats ont beaucoup discuté de l'utilisation faite des automobiles louées et des coûts liés à leur utilisation;

ATTENDU QUE les membres du Conseil national des syndicats s'accordent pour dire que certaines régions bénéficieraient de la location à long terme ou de l'achat d'une automobile;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le paragraphe 7.43 des statuts nationaux soit modifié ainsi :

« Le Syndicat, par l'entremise du Conseil exécutif national, achète **ou loue à long terme** une automobile pour le bureau national et une pour chaque bureau régional. Ces automobiles sont mises à la disposition de l'ensemble des dirigeantes ou dirigeants et des permanentes ou permanents syndicaux du bureau concerné.

RESOLUTION NO 110

Atlantic Region

CUPW WILL: Amend section 7.43 to add automobiles.

BECAUSE: Some Regions have a need for more than one vehicle at the same time and are forced to rent vehicles; it would save the Union money.

RESOLUTION NO 111

Central Regional Conference

Allowances (section 7.43)

WHEREAS the cost of car rental is extremely high;

WHEREAS the National Board of Trustees has over the past two mandates recommended that each Region should purchase a car as per the National Constitution section 7.43;

WHEREAS there has been much debate on the National Board of Trustees and National Executive Board on the use of and cost of car rentals;

WHEREAS the National Board of Trustees agree that some Regions would benefit by purchasing or leasing one vehicle;

THEREFORE BE IT FINALLY RESOLVED that section 7.43 of the National Constitution be amended to the following:

"The Union, through the National Executive Board, shall purchase **or lease** an automobile for the National Office and one for each Regional Office. These automobiles shall be at the disposal of the officers and union representatives of the office concerned.

Ces automobiles doivent être utilisées uniquement pour les affaires du Syndicat et ne peuvent en aucun cas servir à des fins personnelles. »

These automobiles must be used strictly for Union business and shall not, under any circumstances, be used for personal reasons.”

RÉSOLUTION N° 132

Conférence régionale de l’Atlantique

Paragraphe 10.01

ATTENDU QUE les coûts liés à l’arbitrage ne cessent d’augmenter;

ATTENDU QUE la protection des droits des membres est un principe fondamental du STTP;

ATTENDU QUE le Syndicat a consacré des ressources humaines et financières pour assurer la formation des membres appelés à représenter les travailleuses et travailleurs dans le cadre de la procédure de règlement des griefs et d’arbitrage;

QU’IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 10.01 pour y ajouter ce qui suit :

« Les permanentes et permanents syndicaux nationaux, sous la direction de la dirigeante ou du dirigeant national des griefs, préparent les dossiers et plaident les griefs à l’arbitrage. »

RÉSOLUTION N° 138

Conférence régionale de l’Atlantique

Alinéa 10.08 g)

ATTENDU QUE les coûts liés à l’arbitrage ne cessent d’augmenter;

ATTENDU QUE la protection des droits des membres est un principe fondamental du STTP;

ATTENDU QUE le Syndicat a consacré des ressources humaines et financières pour assurer la formation des membres appelés à représenter les membres dans le cadre de la procédure de règlement des griefs et d’arbitrage;

RESOLUTION NO 132

Atlantic Regional Conference

Section 10.01

WHEREAS costs associated with arbitration continue to increase;

WHEREAS it is a fundamental principle of CUPW to protect the rights of the membership;

WHEREAS the Union has committed both financial and human resources to ensure members receive training to represent the membership in the grievance-arbitration system;

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 10.01 be amended to add:

“National Union Representatives, under the direction of the National Grievance Officer, shall be responsible for both preparing and arguing of grievance files.”

RESOLUTION NO 138

Atlantic Regional Conference

Section 10.08 (g)

WHEREAS costs associated with arbitration continues to increase; and

WHEREAS it is a fundamental principle of CUPW to protect the rights of the membership;

WHEREAS the Union has committed both financial and human resources to ensure members receive training to represent the membership in the grievance-arbitration system;

QU'IL SOIT RÉSOLU que l'article 10 des statuts nationaux soit modifié comme suit :

Permanentes et permanents syndicaux régionaux

« 10.08 g) d'aider la dirigeante ou le dirigeant régional des griefs en ce qui a trait à la procédure de règlement des griefs et la préparation des dossiers pour l'arbitrage, **et de plaider les griefs à l'arbitrage.** »

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 10 be amended as follows:

Regional Union Representatives

“10.08 (g) to assist the Regional Grievance Officer with respect to the grievance procedure and preparation **and arguing of grievances at arbitration.**”

RÉSOLUTION N^o 142

Conférence de la région du Centre

Cours sur l'Île de la Tortue

ATTENDU QUE le STTP a produit un cours sur l'Île de la Tortue;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le cours du STTP sur l'Île de la Tortue soit inscrit au programme d'éducation habituel et qu'il soit modifié et offert dans le cadre des séminaires d'éducation annuels régionaux de trois jours;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que les membres du groupe de travail des Premières Nations, Métis et Inuits du Comité national des droits de la personne du STTP qui ont reçu la formation pour animer le cours obtiennent des libérations syndicales pour modifier le cours en fonction de leur région respective avant que le cours ne soit offert et que ceux-ci travaillent en collaboration avec les autres membres du groupe de travail des Premières Nations, Métis et Inuits de leur région;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que le cours sur l'Île de la Tortue du STTP soit offert à des classes pouvant accueillir jusqu'à 40 participantes et participants;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que tous les dirigeants et dirigeantes à plein temps soient tenus de suivre le cours;

RESOLUTION NO 142

Central Regional Conference

Turtle Island Course

WHEREAS the CUPW Turtle Island course is developed;

BE IT RESOLVED the CUPW Turtle Island course be rolled out by ensuring it be included in the regular Education agenda to be modified and included in the Regional 3-Day Educational annually;

BE IT RESOLVED the CUPW National Human Rights Committee (NHRC), First Nation, Metis and Inuit working group trained facilitators be given union time off to modify the course to their specific regions prior to it being rolled out. To work in collaboration with their other Regional NHRC, First Nation, Metis and Inuit working group member(s);

BE IT RESOLVED that the CUPW Turtle Island course has larger classes up to a limit of 40 participants;

BE IT RESOLVED that all full-time Union Officers be mandated to take the course;

QU'IL SOIT EN OUTRE RÉSOLU que les membres du groupe de travail des Premières Nations, Métis et Inuits du CNDP animent le cours et que si, dans une région, un membre n'est pas disponible, celui-ci puisse être remplacé par un membre du groupe de travail des Premières Nations, Métis et Inuits d'une région avoisinante;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que les animatrices et animateurs obtiennent suffisamment de temps pour se préparer à animer le cours.

RÉSOLUTION N° 143

Conférence régionale du Toronto métropolitain

Cours sur l'Île de la Tortue

ATTENDU QUE le STTP a produit un cours sur l'Île de la Tortue;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le cours du STTP sur l'Île de la Tortue soit inscrit au programme d'éducation habituel et qu'il soit modifié et offert dans le cadre des séminaires d'éducation annuels régionaux de trois jours;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que les membres du groupe de travail des Premières Nations, Métis et Inuits du Comité national des droits de la personne (CNDP) du STTP qui ont reçu la formation pour animer le cours obtiennent des libérations syndicales pour modifier le cours en fonction de leur région respective avant que le cours ne soit offert et que ceux-ci travaillent en collaboration avec les autres membres du groupe de travail des Premières Nations, Métis et Inuits de leur région;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que le cours sur l'Île de la Tortue du STTP soit offert à des classes pouvant accueillir jusqu'à 20 participantes et participants;

BE IT FURTHER RESOLVED that members of the CUPW National Human Rights Committee First Nation, Metis, and Inuit working group facilitate the course and if First nation, Inuit or Metis working group regional member is not available, a member of the First Nation, Metis, and Inuit working group from a nearby Region be asked to facilitate the course;

BE IT RESOLVED Course Facilitators will be given ample time to prepare for the course.

RESOLUTION NO 143

Metro-Toronto Regional Conference

Turtle Island Course

WHEREAS the CUPW Turtle Island course is developed;

BE IT RESOLVED that the CUPW Turtle Island course be rolled out by ensuring it be included in the regular education agenda to be modified and included in the Regional three (3) day educational annually.

BE IT RESOLVED that the CUPW National Human Rights Committee (NHRC), First Nation, Metis and Inuit working group trained facilitators be given union time off to modify the courses to their specific regions prior to it being rolled out. To work in collaboration with their other Regional NHRC, First Nation, Metis and Inuit working group member(s);

BE IT RESOLVED that the CUPW Turtle Island course has classes up to a limit of 20 participants;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que les membres du groupe de travail des Premières Nations, Métis et Inuits du CNDP animent le cours et que si, dans une région, un membre n'est pas disponible, il puisse être remplacé par un membre du groupe de travail des Premières Nations, Métis et Inuits d'une région avoisinante;

QU'IL SOIT EN OUTRE RÉSOLU que les animatrices et animateurs obtiennent suffisamment de temps pour se préparer à animer le cours;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que le cours soit offert tous les ans et qu'il soit modifié par les animatrices et animateurs pour qu'il corresponde aux exigences du territoire et à l'histoire de la région.

RÉSOLUTION N° 144

Conférence régionale des Prairies

Cours sur l'Île de la Tortue

ATTENDU QUE le STTP a produit un cours sur l'Île de la Tortue;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le cours du STTP sur l'Île de la Tortue soit inscrit au programme d'éducation habituel et qu'il soit modifié et offert dans le cadre des séminaires d'éducation annuels régionaux de trois jours;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que tous les dirigeants et dirigeantes du Syndicat, à tous les paliers, soient tenus de suivre ce cours;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que les animatrices et animateurs du cours :

- reçoivent une formation pour animer le cours;
- fassent partie des Premières Nations, Métis et Inuits.

BE IT FURTHER RESOLVED that the members of the CUPW National Human Rights Committee First Nation, Metis and Inuit working group facilitate the course and if First Nation, Inuit or Metis working group regional member is not available, a member of the First Nation, Metis, and Inuit working group from a nearby Region be asked to facilitate the course;

BE IT FURTHER RESOLVED course facilitators will be given ample time to prepare for the course;

BE IT FINALLY RESOLVED that the course be offered annually and be modified by the facilitators to meet Regional territory requirements and history.

RESOLUTION NO 144

Prairie Regional Conference

Turtle Island Course

WHEREAS the CUPW Turtle Island course is developed;

BE IT RESOLVED the CUPW Turtle Island course be rolled out by ensuring it be included in the regular Education agenda to be modified and included in the Regional 3-Day Educational annually;

BE IT RESOLVED that all Executive Union Officers at all levels of the Union be mandated to take this course.

BE IT RESOLVED that the facilitators of this course shall:

- Be trained to facilitate the Turtle Island course
- Be of First Nations, Metis or Inuit origin

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que le choix des animatrices et animateurs respecte les critères suivants :

- équilibre hommes-femmes;
- un membre du groupe de travail des Premières Nations, Métis et Inuits du Comité national des droits de la personne qui a reçu la formation pour animer le cours sur l'Île de la Tortue;
- un membre des Premières Nations, Métis et Inuits qui a reçu la formation pour animer le cours sur l'Île de la Tortue.

QU'IL SOIT EN OUTRE RÉSOLU que les animatrices et animateurs obtiennent suffisamment de temps pour se préparer à animer le cours;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que le cours soit offert tous les ans et qu'il soit modifié par les animatrices et animateurs pour qu'il corresponde aux exigences du territoire et à l'histoire de la région.

RÉSOLUTION N^o 145

Conférence régionale du Pacifique

ATTENDU QUE le STTP a produit un cours sur l'Île de la Tortue;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le cours du STTP sur l'Île de la Tortue soit inscrit au programme d'éducation habituel et qu'il soit modifié et offert dans le cadre des séminaires d'éducation annuels régionaux de trois jours;

QU'IL SOIT RÉSOLU que les membres du groupe de travail des Premières Nations, Métis et Inuits du Comité national des droits de la personne (CNDP) du STTP qui ont reçu la formation pour animer le cours obtiennent des libérations syndicales pour modifier le cours en fonction de leur région respective avant que le cours ne soit offert et que ceux-ci travaillent en collaboration avec les autres membres du groupe de travail des Premières Nations, Métis et Inuits de leur région;

BE IT RESOLVED that the selection of facilitators shall:

- Be gender balanced
- Consist of one member of the NHRC First Nations, Metis or Inuit working group who has been trained as a facilitator of the Turtle Island course
- One member of First Nations, Metis or Inuit origin who has been trained as a facilitator of the Turtle Island course.

BE IT RESOLVED Course Facilitators will be given ample time to prepare for the course.

BE IT FINALLY RESOLVED that the course be offered annually and be modified by the facilitators to meet Regional territory requirements and history.

RESOLUTION NO 145

Pacific Regional Conference

WHEREAS the CUPW Turtle Island course is developed;

BE IT RESOLVED that the CUPW Turtle Island course be rolled out by ensuring it be included in the regular Education agenda to be modified and included in the Regional 3-day Education annually;

BE IT FURTHER RESOLVED that the CUPW National Human Rights Committee (NHRC), First Nation, Metis and Inuit working group trained facilitators be given time off to modified the course to their specific regions prior to it being rolled out. To work in collaboration with their other Regional NHRC, First Nation, Metis and Inuit working group member(s);

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que le cours sur l'Île de la Tortue du STTP soit offert à des classes pouvant accueillir jusqu'à 40 participantes et participants;

BE IT FURTHER RESOLVED that the CUPW Turtle Island course has larger classes up to a limit of 40 participants;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que tous les dirigeants et dirigeantes à plein temps soient tenus de suivre le cours;

BE IT FURTHER RESOLVED that all full-time union officers be mandated to take the course;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que les membres du groupe de travail des Premières Nations, Métis et Inuits du CNDP animent le cours et que si, dans une région, un membre n'est pas disponible, il puisse être remplacé par un membre du groupe de travail des Premières Nations, Métis et Inuits d'une région avoisinante;

BE IT FURTHER RESOLVED that the members of the CUPW National Human Rights Committee First Nation, Metis, and Inuit working group facilitate the course and if First Nation, Inuit or Metis working group regional members is not available, a member of the First Nation, Metis, and Inuit working group from a nearby Region be asked to facilitate the course;

QU'IL SOIT EN OUTRE RÉSOLU QUE les animatrices et animateurs obtiennent suffisamment de temps pour se préparer à animer le cours;

BE IT FURTHER RESOLVED that course facilitators will be given ample time to prepare for the course;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU QUE le cours soit offert tous les ans et qu'il soit modifié par les animatrices et animateurs pour qu'il corresponde aux exigences du territoire et à l'histoire de la région.

BE IT FINALLY RESOLVED that the course be offered annually and be modified by the facilitators to meet Regional territory requirements and history.

RÉSOLUTIONS VISÉES PAR LA PARTIE 1

RESOLUTIONS COVERED IN PART 1

RÉSOLUTION N° 22

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 3.20

ATTENDU QUE le STTP croit aux principes de la démocratie;

ATTENDU QUE les membres détiennent et constituent l'autorité suprême du Syndicat;

ATTENDU QUE le congrès national constitue le plus important rassemblement des membres, où les principes de la démocratie peuvent s'exercer;

ATTENDU QUE, en raison de la structure actuelle du congrès national, beaucoup trop de temps est consacré aux campagnes, aux élections, aux présentations spéciales, aux comptes rendus oraux et aux conférencières et conférenciers invités (et ai-je fait mention des comptes rendus oraux?);

ATTENDU QU'il vaudrait mieux consacrer ce temps à la discussion et aux débats afin de guider la direction nationale du Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU de structurer le congrès national de manière à ce qu'au moins les deux tiers du temps servent à discuter et à débattre des résolutions.

RESOLUTION NO 22

Pacific Regional Conference

Section 3.20

WHEREAS CUPW believes in democratic principles;

WHEREAS the highest authority resides and comes from the membership;

WHEREAS our National Convention is the largest gathering of workers, where such democratic principles can be exercised;

WHEREAS National Convention is currently structured in such a way that too much time is devoted to the campaigns, elections, special presentations, verbal reports, and guest speakers, and did I mention verbal reports;

WHEREAS we believe that this time would be better spent in discussions and debate with one another in providing guidance to National Union;

THEREFORE LET IT BE RESOLVED that National Convention be structured in such a way to include a minimum of 2/3 of all time allotted, dedicated to debate and discussion of resolutions.

RÉSOLUTION N^o 37**Conférence régionale de l'Atlantique**

Paragraphe 4.06

Le Comité national des femmes se réunit une fois par année;

Parce que la tenue de deux réunions par année engendre des coûts trop élevés.

RESOLUTION NO. 37**Atlantic Regional Conference**

Section 4.06

The Women's' Committee shall meet once per year;

Because: The cost of the Committee meeting twice a year is high.

RÉSOLUTION N^o 38**Conférence régionale de l'Atlantique**

Paragraphe 4.06

La représentante régionale et les deux suppléantes du Comité national des femmes sont élues par l'ensemble des déléguées à la conférence régionale précongrès.

Cette première étape du processus électoral est mise en œuvre à la conférence régionale qui précède le congrès de 2019. Par conséquent, le processus électoral du congrès de 2015 demeure inchangé.

Raison : Un plus grand nombre de femmes participent aux conférences régionales.

RESOLUTION NO 38**Atlantic Regional Conference**

Section 4.06

The Regional Women's representative and two alternates are to be elected by all women delegates at the Pre-Convention Regional Conference.

This initial election process shall commence at the Pre-Regional Conference for Convention 2019, leaving the election process status quo for Convention 2015.

Rationale: More women attending Regional Conference.

RÉSOLUTION N^o 44**Conférence régionale du Montréal métro**

ATTENDU QU'un nombre accru de femmes participe aux conférences régionales;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la représentante régionale et les deux suppléantes régionales du Comité national des femmes soient élues par l'ensemble des femmes déléguées de leur conférence régionale précongrès respective;

RESOLUTION NO 44**Metro-Montreal Regional Conference**

WHEREAS an increased number of women are taking part in the regional conferences;

BE IT RESOLVED that the regional representative and two regional alternates on the National Women's Committee be elected from among all women delegates to the respective pre-convention regional conference;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE cette première étape du processus électoral pour l'élection de la représentante et des deux suppléantes régionales du Comité national des femmes soit mise en œuvre à la conférence régionale qui précède le congrès de 2019. Par conséquent, le processus électoral du congrès de 2015 demeure le même.

RÉSOLUTION N^o 45

Conférence de la région du Centre

Comité national des femmes
(paragraphe 4.06) – Nouveau processus électoral

La représentante régionale et les deux suppléantes du Comité national des femmes sont élues par l'ensemble des déléguées à la conférence régionale précongrès;

Cette première étape du processus électoral est mise en œuvre à la conférence régionale qui précède le congrès de 2019. Par conséquent, le processus électoral du congrès de 2015 demeure inchangé.

RAISON : Un plus grand nombre de femmes participent aux conférences régionales.

BE IT ALSO RESOLVED that this initial step in the process to elect the regional representative and two alternates for the National Women's Committee be implemented at the regional conference preceding the 2019 Convention, the election process for the 2015 Convention to remain unchanged.

RESOLUTION NO 45

Central Regional Conference

National Women's Committee (4.06) - New election process

The Regional Women's representative and two alternates are to be elected by all women delegates at the Pre-Convention Regional Conference.

This initial election process shall commence at the Pre-Regional Conference for Convention 2019, leaving the election process status quo for Convention 2015.

RATIONALE: More women attending Regional Conference.

RÉSOLUTION N^o 60

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 4.11

ATTENDU QUE la politique A-27 fait état de l'attaque de l'employeur contre l'intégrité du SMIFF et du SOSTCSP qui compromet la sécurité d'emploi des travailleuses et travailleurs du groupe 2;

ATTENDU QUE la politique A-27 vise à maintenir et à améliorer le SMIFF et le SOSTCSP et à élaborer une campagne d'éducation des membres sur l'importance de ces systèmes pour la sécurité d'emploi collective;

RESOLUTION NO 60

Atlantic Regional Conference

Section 4.11

WHEREAS policy A-27 speaks to the attack on the LCRMS/MSCWSS from the employer which weakens the job security for group 2 workers;

WHEREAS Policy A-27 speaks to maintaining and improving the LCRMS/MSCWSS and embarking on an educational campaign on the importance of this as a collective job security;

ATTENDU QUE la politique A-27 réitère l'engagement du Syndicat à faire en sorte que les systèmes de mesure du travail ne puissent causer de surcharge de travail aux membres;

ATTENDU QUE la transformation postale, la poste moderne et les réorganisations d'installations de facteurs et factrices éliminent des emplois bien rémunérés et portent atteinte à la capacité du Syndicat de représenter les travailleurs et travailleuses;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le paragraphe 4.11 soit modifié ainsi :

« [...] Le Comité national de la mesure du travail est tenu de se réunir **deux** fois par année [...] »

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que les coûts de la deuxième réunion par année soient répartis entre le bureau national et les régions.

WHEREAS Policy A-27 speaks to the Union striving to ensure the measurement systems do not result in overburdening for any member;

WHEREAS Postal Transformation, Modern Post and depot restructures are destroying good paying jobs as well as the Union's ability to represent the workers;

BE IT RESOLVED that section 4.11 be changed to read:

“... this committee shall be required to meet **twice** per year...”

BE IT FURTHER RESOLVED that National office and the regions share the cost of the second meeting per year.

RÉSOLUTION N° 104

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 7.24

ATTENDU QUE le coût de la vie ne cesse d'augmenter;

ATTENDU QUE, jour après jour, l'employeur intensifie ses attaques contre nos emplois, nos avantages sociaux et le service postal public;

ATTENDU QUE le Syndicat peut de moins en moins négocier une convention collective qui soit dans l'intérêt supérieur de ses membres, et ce, en raison du paysage politique et des politiques gouvernementales;

ATTENDU QUE l'interruption de travail est un moyen utilisé pour obtenir ce qui est juste et équitable afin d'assurer aux travailleurs et travailleuses une rémunération adéquate en échange de leurs services et de leurs compétences;

RESOLUTION NO 104

Atlantic Regional Conference

Section 7.24

WHEREAS, the cost of living is constantly increasing;

WHEREAS, attacks from the employer on our jobs, benefits and the public service continue to intensify with every passing day;

WHEREAS, the Union's ability to negotiate a contract in the best interest of its members is growing weaker due to the political landscape and Government policies.

WHEREAS, Labour disruptions are a tool used to obtain what is just and fair to ensure that workers are being adequately compensated for their service or skill;

ATTENDU QUE le montant de l'allocation de secours que le Syndicat verse à ses membres durant un conflit de travail est actuellement fixé à 175 \$ par semaine;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 7.24 pour qu'il soit rédigé ainsi :

« Sous réserve de la disponibilité des fonds, une allocation de secours d'un minimum de **200 \$** est versée au membre pour chaque semaine de grève. »

WHEREAS, the amount of strike pay the Union pays its members during a labour dispute is currently \$175.00 a week;

BE IT RESOLVED that section 7.24 be changed to read:

“Subject to the availability of funds, strike pay in the minimal amounts of **\$200** shall be paid to the member for each week of a strike.”

RÉSOLUTION N° 114

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 7.58

PARCE QUE le Syndicat connaît des difficultés financières;

Le STTP fixe à 40 000 \$ le montant maximal des fonds accumulés aux termes du paragraphe 7.58. Seul le montant non utilisé excédant la limite de 40 000 \$ est remis au fonds général.

RÉSOLUTION N° 115

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 7.58

CONSIDÉRANT QUE le STTP fait face à des difficultés financières;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le STTP limite à 40 000 \$ les fonds pouvant être accumulés aux termes du paragraphe 7.58 des statuts nationaux. Seuls les fonds inutilisés qui excèdent 40 000 \$ sont retournés au fonds général.

RESOLUTION NO 114

Atlantic Regional Conference

Section 7.58

BECAUSE CUPW is facing financial challenges.

CUPW will cap the accumulated 7.58 funding at \$40,000. Only the unspent funds over \$40,000 shall be returned to the General Fund.

RESOLUTION NO 115

Quebec Regional Conference

Section 7.58

CONSIDERING THAT CUPW is facing financial difficulties;

BE IT RESOLVED that CUPW limit the amounts that can accumulate under section 7.58 of the National Constitution to \$40,000, and that only unused amounts over \$40,000 be returned to the General Fund.

RÉSOLUTION N° 117

Région de l'Atlantique

Le STTP plafonne à 40 000 \$ les sommes non dépensées aux termes du paragraphe 7.59.

PARCE QUE les régions devraient utiliser ces sommes au lieu de les laisser s'accumuler au-delà de ce qui est nécessaire pour l'organisation d'une activité régionale.

RÉSOLUTION N° 118

Conférence de la région du Centre

Fonds accumulés (paragraphe 7.58)

PARCE QUE le Syndicat connaît des difficultés financières;

Le STTP fixe à 40 000 \$ le montant maximal des fonds accumulés aux termes du paragraphe 7.58. Seul le montant non utilisé excédant la limite de 40 000 \$ est remis au fonds général.

RESOLUTION NO 117

Atlantic Region

CUPW WILL: Cap the amount provided in section 7.59 at \$40,000;

BECAUSE: Regions should be using these monies instead of allowing the account to grow beyond what is necessary for a Regional event.

RESOLUTION NO 118

Central Regional Conference

Accumulated funds (7.58)

BECAUSE CUPW is facing financial challenges;

CUPW will cap the accumulated 7.58 funding at 40,000. Only the unspent funds over \$40,000 shall be returned to the General Fund.

RÉSOLUTION N° 123

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 9.23

ATTENDU QUE de nombreux membres retraités du STTP participent aux diverses campagnes locales et nationales du STTP;

ATTENDU QUE bon nombre d'autres syndicats ont créé leur propre organisation de membres retraités;

ATTENDU QUE les membres retraités s'intéressent vivement à l'avenir de Postes Canada et du régime de retraite de la Société canadienne des postes;

RESOLUTION NO 123

Pacific Regional Conference

Section 9.23

WHEREAS many CUPW-STTP retirees are participating in many CUPW Local and National campaigns;

WHEREAS many other unions have their own retiree organizations;

WHEREAS the future of Canada Post and the future of the Canada Post Pension Plan is of great interest to retirees now and in the future;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le Comité exécutif national et le Conseil exécutif national considèrent comme prioritaire d'aider les membres retraités du STTP à concevoir, à promouvoir, à mettre sur pied et à créer « l'Organisation nationale des membres retraités du STTP »;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU qu'il incombe à la nouvelle « Organisation nationale des membres retraités du STTP » d'élaborer sa propre structure et ses propres politiques.

THEREFORE LET IT BE RESOLVED that the National Executive Committee and the National Executive Board make it a priority to help CUPW retirees to develop, promote, organize and create the "National Organization of CUPW Retirees";

THEREFORE BE IT FINALLY RESOLVED the newly formed "National Organization of CUPW Retirees" would be responsible for developing its own structure and policies.

RÉSOLUTIONS REJETÉES

REJECTED RESOLUTIONS

RÉSOLUTION N° 1

Conférence régionale du Pacifique

Alinéa 1.02 b)

Les objectifs du Syndicat sont : b) d'améliorer le bien-être général de ses membres, en particulier les salaires, les heures de travail et les conditions de travail et l'intégrité des unités de négociation pour lesquelles le Syndicat est reconnu comme agent négociateur;

Le Syndicat lutte dans plusieurs sphères de la société pour mettre fin à la discrimination fondée, entre autres, sur la race, la couleur, l'orientation sexuelle et les limitations fonctionnelles;

Le Syndicat est reconnu comme l'agent négociateur de 7 000 (?) factrices et facteurs ruraux et suburbains (FFRS) qui sont membres du Syndicat et qui lui versent des cotisations syndicales;

Les membres de l'unité des FFRS n'ont pas le même salaire, ni les mêmes conditions de travail et avantages sociaux que les membres de l'unité urbaine;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter à l'alinéa 1.02 b) le texte suivant :

Pour y parvenir, le Syndicat n'accepte plus le régime actuel de rémunération à deux paliers, qui exerce une discrimination à l'endroit des membres FFRS. Le Syndicat considère ce traitement comme discriminatoire et s'y attaque en faisant appel au Congrès du travail du Canada, à la Cour suprême du Canada et à l'Organisation internationale du travail.

RESOLUTION NO 1

Pacific Regional Conference

1.02 (b)

The aims of the union are: b) to improve the general well-being of its members and, in particular the wages, hours of work, working conditions and the integrity of the bargaining units for which the union is recognized as bargaining agent;

The union has fought to end discrimination in many areas of society including: discrimination for race, colour, sexual orientation, and differently abled;

The Union is the recognized bargaining agent for 7000(?) Rural and Suburban Mail Carriers who are members of the union and who pay union dues;

The Rural and Suburban Mail Carriers do not receive the same wages, do not have the same working conditions and do not have the same benefits;

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 1.02(b) be amended by adding the following:

To this aim the union will no longer accept the two-tiered system which currently exists and discriminates against Rural and Suburban Mail Carriers. The union shall consider the discriminatory treatment of Rural and Suburban Mail Carriers and address it as such by involving the Canadian Labour Congress, the Supreme Court of Canada and the International Labour Organization.

RÉSOLUTION N° 2

Conférence régionale du Pacifique

Alinéa 1.02 l) NOUVEAU

PARCE QUE le STTP mène en ce moment une lutte pour la survie du service postal public au Canada;

PARCE QU'il ne s'agit pas seulement d'une lutte contre Postes Canada, mais aussi contre les partis politiques de droite qui visent la destruction des services publics;

PARCE QU'une collaboration avec nos alliés politiques nous donnerait accès à des ressources accrues et augmenterait nos chances de remporter cette lutte;

PARCE QUE les différentes régions du Canada et du Québec ont leurs propres enjeux politiques;

PAR CONSÉQUENT nous voulons ajouter l'alinéa 1.02 l) Nouveau :

encourager les sections locales du STTP à être actives sur tous les paliers de la scène politique et à travailler avec les candidates et candidats des partis politiques qui appuient les valeurs et les principes du STTP. Permettre aux sections locales de s'affilier aux partis politiques qui respectent ce critère, sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif national.

RÉSOLUTION N° 6

Section locale de Vancouver

Paragraphe 1.22

PUISQUE le président national du STTP a statué en novembre 2014 que les membres à la retraite du STTP n'avaient pas le droit d'assister aux conférences régionales du STTP à titre d'observatrices ou d'observateurs;

RESOLUTION NO 2

Pacific Regional Conference

Section 1.02 (l) NEW

BECAUSE CUPW is currently engaged in a fight for the survival of the Public Post Office in Canada; and

BECAUSE this not only a fight against Canada Post but a fight against the right wing political parties that want to destroy public services; and

BECAUSE working with political allies will provide us with more resources and a better chance of victory in this fight; and

BECAUSE of the many different political issues in the various regions of Canada and in Quebec;

THEREFORE we want to add section 1.02 (l) - New

Encourage all CUPW locals to be politically active at all levels working with political candidates and parties that support CUPW principles and values. Allow locals to affiliate with political parties that meet this criteria, subject to the approval of the NEB.

RESOLUTION NO 6

Vancouver Local

Section 1.22

SINCE the CUPW National President ruled in November 2014 that retired members of CUPW were not able to attend CUPW Regional Conferences as observers;

PUISQUE les membres à la retraite du STTP n'ont pas le droit de parole ni le droit de vote aux conférences régionales du STTP ou au congrès national du STTP;

PUISQUE les membres à la retraite du STTP ont prouvé leur engagement envers le Syndicat;

PUISQUE la question de la participation des membres à la retraite aux conférences régionales et au congrès national, à titre d'observatrices ou d'observateurs, devrait être décidée en fonction du nombre de places assises disponibles;

PUISQUE les frais de participation des membres à la retraite aux conférences régionales ou au congrès national à titre d'observatrices ou d'observateurs devraient être payés en totalité par le membre à la retraite;

PAR CONSÉQUENT nous voulons ajouter les dispositions suivantes au paragraphe 1.22 des statuts nationaux du STTP :

« Les membres retraités ont le droit d'assister aux conférences régionales ou congrès nationaux à titre d'observatrices ou d'observateurs, **sous réserve de l'approbation du comité exécutif local**. Les membres retraités n'ont pas le droit de parole ni le droit de vote aux conférences régionales ou congrès nationaux du STTP. La décision de permettre aux membres retraités d'assister aux conférences régionales ou au congrès national est prise en fonction du nombre de places assises disponibles, **sous réserve de l'approbation du comité exécutif local**. Les frais de participation des membres retraités aux conférences régionales ou au congrès national à titre d'observatrices ou d'observateurs sont payés en totalité par le membre retraité. »

PAR CONSÉQUENT nous voulons que le paragraphe 1.22 soit rédigé ainsi :

SINCE retired members of CUPW have neither voice nor vote at CUPW Regional Conferences or CUPW National Convention;

SINCE retired members of CUPW have shown their commitment to the Union;

SINCE the issue of retired members attending Regional Conferences and National Convention as observers should be determined on the basis that seating space is available;

SINCE the cost for retired members attending Regional Conferences or National Convention as observers should be born entirely by the retired member;

THEREFORE we want the following added to 1.22 of the CUPW National Constitution:

“Retired members have the right to attend CUPW Regional Conferences or National Convention as observers, **subject to the approval of the Local Executive**. Retired members have no voice or vote at CUPW Regional Conferences or National Convention. The decision to allow Retired members to attend CUPW Regional Conferences or National Convention should be determined on the basis that seating space is available, **subject to the approval of the Local Executive**. The cost for Retired members attending Regional Conferences or National Convention should be borne entirely by the Retired member.”

THEREFORE we want section 1.22 to read:

« Le Conseil exécutif national peut, sur recommandation d'une section locale, octroyer à un membre qui prend sa retraite le statut de membre à vie en reconnaissance de sa contribution exceptionnelle au Syndicat. Le statut de membre à vie donne le droit de participer aux assemblées générales de la section locale du membre en question, avec droit de parole, et confère tout autre droit prévu à l'intention des membres à vie dans les présents statuts nationaux, y compris les droits conférés aux membres retraités qui détiennent le statut de membre à la retraite. Les membres retraités titulaires du statut de membre à vie sont exempts de payer des cotisations syndicales.

Les membres retraités ont le droit d'assister aux conférences régionales ou congrès nationaux à titre d'observatrices ou d'observateurs, **sous réserve de l'approbation du comité exécutif local**. Les membres retraités n'ont pas le droit de parole ni le droit de vote aux conférences régionales ou congrès nationaux du STTP. La décision de permettre aux membres retraités d'assister aux conférences régionales ou au congrès national est prise en fonction du nombre de places assises disponibles, **sous réserve de l'approbation du comité exécutif local**. Le coût de la participation des membres retraités aux conférences régionales ou au congrès national à titre d'observatrices ou d'observateurs est pleinement assumé par le membre retraité.

Si le Conseil exécutif national rejette la recommandation d'une section locale concernant l'octroi du statut de membre à vie à un membre retraité, il doit remettre les raisons de sa décision par écrit à la section locale. »

RÉSOLUTION N° 9

Conférence régionale de l'Atlantique

ATTENDU QUE le STTP éprouve des difficultés financières en raison de la diminution du nombre de membres;

ATTENDU QUE nous devons trouver des moyens de réaliser des économies;

“The National Executive Board may, on the recommendation of a Local, give to a member in good standing who retires the status of Lifetime member, in honour of special contributions made to the Union by the retired member. Lifetime member status provides for attendance at his/her Local membership meetings, with voice at such meetings, and any other rights afforded those with Lifetime Member status in this Constitution, and including the rights afforded retired members who have Retired member status. A retired member with Lifetime Member status is exempted from the payment of union dues.

Retired members have the right to attend CUPW Regional Conferences or National Convention as observers, **subject to the approval of the Local Executive**. Retired members have no voice or vote at CUPW Regional Conferences or National Convention. The decision to allow Retired members to attend CUPW Regional Conferences or National Convention should be determined on the basis that seating space is available, **subject to the approval of the Local Executive**. The cost for Retired members attending Regional Conferences or National Convention should be borne entirely by the retired member.

If the National Executive Board rejects the recommendation of a Local to grant Lifetime member status to a retired member, then it shall supply the Local with written reasons for its decisions.”

RESOLUTION NO 9

Atlantic Regional Conference

WHEREAS CUPW is in financial difficulties due to declining membership;

WHEREAS we must look at ways to save money;

ATTENDU QUE le congrès national du Syndicat coûte environ 3,5 millions \$;

ATTENDU QU'une réduction de la taille de la délégation au congrès permettrait d'économiser des sommes importantes;

ATTENDU QUE la formule proposée permettra de réduire la délégation d'environ un tiers;

QU'IL SOIT RÉSOLU que les sections locales qui comptent 100 membres ou plus aient droit à une déléguée ou un délégué pour chaque tranche de 100 membres, pour les premiers 1 000 membres, et, par la suite, à une déléguée ou un délégué additionnel pour chaque tranche de 150 membres;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que les petites sections locales qui comptent moins de 100 membres se réunissent lors des conférences régionales pour élire une déléguée ou un délégué pour chaque tranche de 75 membres;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que la parité hommes-femmes soit prise en considération dans le choix de l'ensemble des déléguées et délégués au congrès national.

RÉSOLUTION N^o 10

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 3.05

ATTENDU QU'à l'heure actuelle, la tenue du congrès amène des coûts exorbitants;

ATTENDU QU'une économie peut être réalisée en réduisant la représentation au congrès;

ATTENDU QU'il est important que toutes les sections locales y soient représentées;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 3.05 de la façon suivante :

WHEREAS National Convention costs the Union approximately \$3.5 million;

WHEREAS reducing the delegation to Convention will save a considerable amount of money;

WHEREAS this formula for delegate entitlement will reduce the delegation by approximately one third;

THEREFORE BE IT RESOLVED that Locals with 100 or more members will receive an entitlement of 1 delegate for each 100 members up to 1000 members and 1 delegate for every 150 member thereafter;

BE IT FURTHER RESOLVED that small Locals with less than 100 members will caucus at the Regional Conferences to elect 1 delegate for every 75 members;

BE IT FINALLY RESOLVED that gender equity be a major consideration for all delegates to the National Convention.

RESOLUTION NO 10

Quebec Regional Conference

Section 3.05

WHEREAS holding our Convention currently entails exorbitant costs;

WHEREAS savings could be had in reducing representation at Convention;

WHEREAS it is important that all locals be represented at Convention;

BE IT RESOLVED that section 3.05 be amended as follows:

« Chaque section locale a le droit d’être représentée par une déléguée ou un délégué pour la première tranche de **cent cinquante (150)** membres ou moins et par une déléguée ou un délégué pour chaque tranche additionnelle de **cent cinquante (150)** membres ou fraction majoritaire d’une tranche de **cent cinquante (150)** membres. »

RÉSOLUTION N^o 11

Conférence régionale du Montréal métro

Paragraphe 3.05

ATTENDU QUE le congrès national constitue une dépense importante du budget national;

ATTENDU QUE le Conseil exécutif national a décidé avec une majorité des deux-tiers d’avoir recours à la cotisation spéciale prévue au paragraphe 7.09, afin d’éviter un déficit relié au coût dudit congrès;

QU’IL SOIT RÉSOLU qu’à compter du congrès de 2019, la délégation au congrès national soit établie de la façon suivante :

« **Toute section locale de plus de 100 membres sera représentée par une déléguée ou un délégué pour les premiers 100 membres et par une déléguée ou un délégué de plus par tranche additionnelle complète de 150 membres.** »;

QU’IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE :

« **Les sections locales ayant moins de 100 membres se regrouperont entre elles à la conférence régionale et éliront entre elles une déléguée ou un délégué par tranche complète de 100 membres.** »

RÉSOLUTION N^o 12

Section locale de Montréal

Paragraphe 3.05

“Each Local is entitled to be represented by one delegate for the first **one hundred and fifty (150)** members or less, and by one delegate for each additional **one hundred and fifty (150)** members or majority part thereof.”

RESOLUTION NO 11

Metro-Montreal Regional Conference

Section 3.05

WHEREAS the National Convention represents a major component of the National Union’s budget;

WHEREAS the National Executive Board decided by a two-thirds (2/3) majority to levy a special assessment under section 7.09 of the National Constitution, in order to avoid a deficit in funding the National Convention;

BE IT RESOLVED THAT, as of the 2019 National Convention, the delegation to Convention shall be established as follows:

“**Each local with more than one hundred members is entitled to be represented by one delegate for the first one hundred (100) members and by one delegate for each additional one hundred and fifty (150) members.**”;

BE IT ALSO RESOLVED that

“**Locals with less than one hundred members shall caucus at their pre-convention regional conference and elect one delegate for each one hundred (100) members represented in the locals within that caucus.**”

RESOLUTION NO 12

Montreal Local

Section 3.05

ATTENDU QUE la participation à titre de délégué ou de déléguée au congrès national du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) est l'exercice le plus important de tous les militants syndicaux et toutes les militantes syndicales;

ATTENDU QUE la participation aux congrès national du STTP exige la présence et la participation à la conférence régionale précongrès, sauf en cas de circonstances vraiment exceptionnelles, tel que prévu au paragraphe 3.05 des statuts nationaux;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter au texte du paragraphe 3.05 :

Modifier le 3^e alinéa du paragraphe 3.05 comme suit :

« Pour être admissible à titre de délégué ou déléguée au congrès national, un membre doit avoir assisté à la conférence régionale précongrès. Cette exigence peut être levée à l'égard d'un membre par la section locale et la directrice ou le directeur national uniquement s'il exerçait des fonctions syndicales, était malade, en congé de décès, ou lorsqu'un congé prévu à la convention collective coïncide avec la conférence et empêche le membre d'être présent pour des circonstances exceptionnelles. »

RÉSOLUTION N^o 13

Conférence régionale du Québec

Considérant la perte de plus en plus de membres dans l'avenir, instaurer un coût d'inscription par délégué ou déléguée (250 \$) défrayé par la section locale.

RÉSOLUTION N^o 14

Conférence de la région du Centre

Frais d'inscription au congrès national du STTP

ATTENDU QUE de nombreuses sections locales du STTP ont de l'argent en banque;

WHEREAS participating as a delegate to CUPW's National Convention is a union activist's most important exercise;

WHEREAS participating in CUPW's National Convention requires attendance and involvement in the Pre-Convention Regional Conference, except in truly exceptional circumstances, as provided for in section 3.05 of the National Constitution;

BE IT RESOLVED that an addition be made to section 3.05

by amending the third paragraph to read as follows:

"Each delegate, in order to be elected to National Convention, must have attended the Pre-Convention Regional Conference. A member may be excused from this requirement by the Local and the National Director only for performing union business, sickness, bereavement leave or when leave provided for in the collective agreement coincides with the conference and prevents a member from attending in exceptional circumstances."

RESOLUTION NO 13

Quebec Regional Conference

Considering the Union is expected to lose more members in the future, establish a registration fee of two hundred and fifty (\$250) per delegate, to be paid by the Local.

RESOLUTION NO 14

Central Regional Conference

Registration fee for National Convention

WHEREAS many CUPW Locals have funds available;

ATTENDU QUE le congrès national coûte environ 3,5 millions de dollars;

ATTENDU QUE par le passé, le STTP a dû appliquer le paragraphe 7.09 des statuts nationaux pour payer le coût du congrès national;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE les sections locales paient les frais d'inscription de leurs déléguées et délégués au congrès national;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU QUE le palier national du Syndicat paie les frais d'inscription des déléguées et délégués des sections locales qui peuvent démontrer que leur situation financière est difficile.

RÉSOLUTION N^o 15

Conférence de la région du Centre

Article 3

Congrès national – droits d'inscription

ATTENDU que le coût du congrès national quadriennal se chiffre à environ 4 millions de dollars;

ATTENDU que le Conseil exécutif national a dû recourir au paragraphe 7.09 de nos statuts nationaux pour aider à payer le congrès national;

ATTENDU que bon nombre de sections locales ont des fonds excédentaires en banque;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'instaurer des frais d'inscription de 500 \$ par déléguée ou délégué participant au congrès;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que les sections locales paient les frais d'inscription des déléguées et délégués;

WHEREAS CUPW National Convention costs approximately \$3.5 million;

WHEREAS in the past, CUPW has had to resort to invoking 7.09 of the CUPW National Constitution to pay for National Convention;

THEREFORE BE IT RESOLVED that locals be responsible for paying the registration fees of their delegates to National Convention;

BE IT FURTHER RESOLVED that if any local can demonstrate financial hardship, then the registration costs will be covered by National Office.

RESOLUTION NO 15

Central Regional Conference

Article 3

National Convention – Registration Fee

WHEREAS the cost of the quadrennial convention is approximately \$4 million dollars;

WHEREAS the National Executive Board has resorted to using section 7.09 of our National Constitution in order to help pay for National Convention;

WHEREAS many locals have excess funds in their accounts;

LET IT BE RESOLVED that a registration fee of \$500.00 will be charged for each delegate attending convention;

LET IT BE RESOLVED that locals will be responsible for paying delegates registration fees;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que les sections locales pouvant démontrer que leur situation financière est difficile peuvent obtenir du palier national le remboursement en tout ou en partie des frais d'inscription sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif national, qui utilisera un processus semblable à celui prévu aux paragraphes 7.58 et 7.59 des statuts nationaux;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que le Conseil exécutif national établisse un processus semblable à celui prévu aux paragraphes 7.58 et 7.59, afin d'aider les sections locales à payer les frais d'inscription, ce qui permettra aux membres de participer au congrès national.

RÉSOLUTION N^o 16

Conférence régionale de l'Ontario

Paragraphe 3.05

ATTENDU QUE la situation financière du Syndicat est plutôt désastreuse;

ATTENDU QUE les coûts du congrès national créent d'importantes pressions sur les finances du palier national du Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter au paragraphe 3.05 des statuts nationaux un nouvel alinéa rédigé ainsi :

« Chaque section locale verse au fonds général du Syndicat des frais d'inscription de cent dollars (100 \$) pour chacun de ses déléguées et délégués élus qui participent au congrès national du STTP. »

RÉSOLUTION N^o 17

Conférence régionale des Prairies

Modifier le paragraphe 3.05

Représentation au congrès

LET IT BE RESOLVED that locals that can demonstrate financial hardship may have part or the full cost of registration fees reimbursed by the National office with the approval of the National Executive Board, using a process similar to sections 7.58 and 7.59 of our National Constitution;

THEREFORE LET IT FINALLY BE RESOLVED that the National Executive Board establish a process similar to section 7.58 and 7.59 in order to assist locals in paying registration fees, which will allow members to participate in National Convention.

RESOLUTION NO 16

Ontario Regional Conference

Section 3.05

WHEREAS the financial situation of the Union is quite dire;

WHEREAS the cost of the Unions National Convention puts a great strain on the finances of the National Union; therefore,

BE IT RESOLVED that a new paragraph be added to section 3.05 of the CUPW Constitution to read as follows:

“That each Local pay a hundred dollars (\$100.00) registration fee to the National Union’s General Fund for each elected delegate from the Local responsible to the CUPW National Convention.”

RESOLUTION NO 17

Prairie Regional Conference

Changes to section 3.05

Representation at Convention

ATTENDU QUE le congrès national du STTP constitue le plus important corps décisionnel du Syndicat;

ATTENDU QUE les déléguées et délégués au congrès national élisent les dirigeants et dirigeantes et adoptent aussi des résolutions concernant les politiques et les finances du Syndicat;

ATTENDU QU'une réduction de la taille de la délégation du congrès permettrait au Syndicat de faire preuve de responsabilité financière tout en s'acquittant de ses obligations liées à la démocratie;

ATTENDU QU'il est essentiel, du point de vue de la démocratie et de l'éthique, que chaque section locale, peu en importe la taille, soit représentée au congrès national;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le deuxième alinéa du paragraphe 3.05 ainsi :

« Chaque section locale a le droit d'être représentée par une déléguée ou un délégué pour la première tranche de cent membres ou moins et par une déléguée ou un délégué pour chaque tranche additionnelle **ou fraction majoritaire d'une tranche de cent cinquante (150) membres, jusqu'à concurrence de quinze (15) déléguées ou délégués pour les premiers 2 200 membres et, par la suite, d'une déléguée ou d'un délégué additionnel pour chaque tranche ou fraction majoritaire d'une tranche de trois cent (300) membres.** »

RÉSOLUTION N^o 19

Conférence régionale du Québec

Congrès national – Comité des statuts

Paragraphe 3.13

WHEREAS the CUPW National Convention is the highest decision making body of the Union;

WHEREAS the National Convention delegates also elect Officers and pass motions governing the finances and policies of the Union;

WHEREAS a reduction in the size of the delegation attending Convention could meet all democratic obligations and be financially responsible;

WHEREAS it is democratically and ethically right for each and every Local, regardless of size, to be represented at the National Convention;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the second paragraph of section 3.05 be amended to read:

“Each Local is entitled to be represented by one delegate for the first one hundred (100) members or less, and by one delegate for each additional one hundred **and fifty (150) members or the majority part thereof to a maximum of fifteen (15) delegates for 2,200 members, and thereafter one additional delegate for each three hundred (300) members or the majority part thereof.**”

RESOLUTION NO 19

Quebec Regional Conference

National Convention –Constitution Committee

Section 3.13

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE chacune des huit régions décide de deux résolutions prioritaires qui se doivent d'être présentées obligatoirement au congrès.

RÉSOLUTION N^o 24

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 3.25

CONSIDÉRANT QU'il est souhaitable d'améliorer le processus actuel de mise en nomination et d'élection;

CONSIDÉRANT QUE le congrès national est maintenant tenu aux quatre ans et qu'il est essentiel de maximiser l'utilisation du temps disponible afin de pouvoir discuter des objectifs prioritaires du Syndicat;

CONSIDÉRANT QUE le processus d'élection utilisé actuellement lors de nos congrès est très long et dure souvent plus de douze heures;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE toute mise en candidature aux postes de direction des paliers national et régional soit faite par écrit et reçue par la secrétaire-trésorière ou le secrétaire-trésorier national trente jours avant le dernier jour du congrès.

RÉSOLUTION N^o 25

Conférence régionale du Toronto métro

Vice-présidentes ou vice-présidents représentant les groupes d'équité

ATTENDU QUE le Comité national des droits de la personne (CNDP) a établi par consensus la nécessité de faire reconnaître l'équité dans la composition du Conseil exécutif national;

ATTENDU QUE la composition actuelle du Conseil exécutif national n'est pas représentative de la diversité des membres à l'échelle nationale;

BE IT RESOLVED that each of the eight regions be required to decide on two priority resolutions that must be presented to Convention.

RESOLUTION NO 24

Quebec Regional Conference

Section 3.25

CONSIDERING it would be desirable to improve the current nomination and election process;

CONSIDERING the National Convention is now held every four years and it is critical to maximize the use of available time to discuss the Union's priority objectives;

CONSIDERING the election process currently used at Convention is a lengthy one, often lasting more than twelve (12) hours;

BE IT RESOLVED that all nominations to national and regional officer positions be made in writing and received by the National Secretary-Treasurer thirty (30) days before the last day of Convention.

RESOLUTION NO 25

Metro-Toronto Regional Conference

Equity Vice-Presidents

WHEREAS the National Human Rights Committee (NHRC) has, through consensus, identified a need for equity on the National Executive Board;

WHEREAS the current makeup of the National Executive Board (NEB) is not reflective of the diversity of the membership nationally;

ATTENDU QUE toutes les questions traitées par le Conseil exécutif national touchent d'une manière ou d'une autre les membres des groupes revendiquant l'équité;

QU'IL SOIT RÉSOLU que la composition du Conseil exécutif national soit élargie pour y inclure quatre vice-présidentes ou vice-présidents à temps partiel représentant les groupes d'équité, soit une vice-présidente ou un vice-président pour chacun des groupes de travail revendiquant l'équité reconnus par les statuts nationaux, c'est-à-dire les personnes ayant des limitations fonctionnelles, les membres de la communauté lesbienne, gaie, bisexuelle et transgenre (LGBT), les travailleuses et travailleurs de couleur et les travailleuses et travailleurs autochtones;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que les responsabilités des vice-présidentes et vice-présidents représentant les groupes d'équité consistent à aider les régions sur les questions qui touchent de manière disproportionnée les membres des groupes d'équité qu'ils représentent et à effectuer toute autre tâche jugée nécessaire par le Conseil exécutif national;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que ces quatre vice-présidentes et vice-présidents aient droit de parole et droit de vote au sein du Conseil exécutif national sur l'ensemble des questions;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que les vice-présidentes et vice-présidents représentant les groupes d'équité soient élus à chaque congrès national par les déléguées et délégués qui s'auto-identifient comme faisant partie du même groupe revendiquant l'équité;

QU'IL SOIT EN OUTRE RÉSOLU que toutes les modifications nécessaires soient apportées aux statuts nationaux pour refléter cet important changement;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que la présente résolution entre en vigueur immédiatement au congrès national de 2015.

WHEREAS every issue addressed by the National Executive Board affects the equity-seeking group of members in some way, shape or form;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the National Executive Board shall be expanded to include four part-time Equity Vice-Presidents; each one representing one of the four equity-seeking groups identified in the CUPW National Constitution specifically the Differently Abled, Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender (LGBT), Workers of Colour and Aboriginal working groups;

BE IT FURTHER RESOLVED that the duties of the Equity Vice-Presidents shall be to assist each of the Regions on matters that disproportionately affect the equity-seeking groups they represent and other duties as determined by the National Executive Board;

BE IT FURTHER RESOLVED that these Equity Vice-Presidents shall have both voice and vote on the National Executive Board on every issue;

BE IT FURTHER RESOLVED that the Equity Vice-Presidents shall be elected at each National Convention by a caucus of delegates that self-identify as being part of the same equity-seeking group;

BE IT FURTHER RESOLVED that all appropriate adjustments be made to the National Constitution to reflect this important change;

BE IT FINALLY RESOLVED that this resolution shall take effect immediately at the 2015 National Convention.

RÉSOLUTION N^o 26

Conférence régionale des Prairies

Élection des membres des comités exécutifs régionaux aux conférences régionales

Paragraphe 3.25

ATTENDU QUE la pratique actuelle consiste à élire les membres des comités nationaux et leurs suppléants le dernier jour du congrès national, après l'élection des dirigeantes et dirigeants régionaux, des permanentes et permanents syndicaux régionaux et des permanentes et permanents syndicaux régionaux suppléants;

ATTENDU QUE depuis la mise en place du vote électronique pour l'élection des dirigeantes et dirigeants nationaux et des autres postes nationaux, il faut allouer beaucoup plus de temps à l'élection des postes régionaux;

ATTENDU QUE le nombre de déléguées et délégués de chaque région qui participent au congrès national représente environ la moitié du nombre de déléguées et délégués qui participent aux conférences régionales précongrès, ce qui limite le nombre de personnes présentes qui peuvent se porter candidates et candidats aux divers comités;

ATTENDU QUE lorsqu'on en arrive aux mises en candidature pour les postes de membres suppléants de certains comités, le choix se limite aux personnes présentes les moins réticentes;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la dernière journée des conférences régionales soit consacrée à l'élection des postes suivants :

- a) représentante ou représentant de la région au Conseil national des syndicats et membres suppléants;
- b) représentante ou représentant de la région au Comité national de santé et de sécurité et membres suppléants;

RESOLUTION NO 26

Prairie Regional Conference

Election of Regional Committee Members at Regional Conferences

Section 3.25

WHEREAS the present practice of this Union is to elect regional members of National Committees and Alternates after the election of the Regional Officers, URs and Alternates on the last day of the National Convention;

WHEREAS since the introduction of electronic voting for the National Officers and other National positions far more time is taken up by the election for the Regional positions;

WHEREAS the number of delegates from each Region attending the National Convention is roughly half the delegates attending the Pre-Convention Regional Conferences thereby limiting the number of possible candidates present to put themselves forward for the various committees;

WHEREAS by the time the nominations get around to the alternates to some of the committees it is a matter of warm body present and not unwilling;

THEREFORE BE IT RESOLVED that on the last day of each Regional Pre-Convention Conference shall be devoted to the election of the:

- (a) Regional representative on the National Trustee Committee and Alternates
- (b) Regional representative on the National Health and Safety Committee and Alternates

- c) membres du Comité régional de discipline et membres suppléants;
- d) représentante ou représentant de la région au Comité national de discipline et membres suppléants;
- e) représentante ou représentant de la région au Comité national d'appel et membre suppléant;
- f) représentante de la région au Comité national des femmes et suppléantes, qui sont élues par l'ensemble des femmes déléguées présentes.

- (c) The Regional Disciplinary Committee and Alternates
- (d) Regional representative on the National Disciplinary Committee and Alternates
- (e) Regional representative on the National Disciplinary Appeal Board and Alternate
- (f) Regional representative on the National Women's Committee and alternates; to be elected by the woman delegates present sitting in caucus.

RÉSOLUTION N^o 27

Conférence régionale du Pacifique

Paragaphes 3.12, 3.14, 3.23 et 3.25

ATTENDU QUE le temps consacré aux élections occupe une part importante du congrès national;

ATTENDU QU'un nombre accru de membres qui n'ont pas été élus délégués au congrès national pourraient participer à l'élection des dirigeantes et dirigeants régionaux, des permanentes et permanents syndicaux régionaux et des membres des comités nationaux si elle avait lieu dans le cadre des conférences régionales;

QU'IL SOIT RÉSOLU de tenir, dans le cadre des conférences régionales, l'élection des directrices et directeurs nationaux, des dirigeantes et dirigeants régionaux de l'éducation et de l'organisation, des dirigeantes et dirigeants régionaux des griefs, des permanentes et permanents syndicaux régionaux et des membres des comités nationaux;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que ces nouvelles élues et nouveaux élus entrent en fonction après la tenue des conférences régionales.

RESOLUTION NO 27

Pacific Regional Conference

Sections 3.12, 3.14, 3.23 & 3.25

WHEREAS elections take up valuable time at convention;

WHEREAS holding elections of regional officers, union representatives and National committee members at regional conferences would allow more participation of members not elected as delegates to convention;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the election of National Directors, Regional Education & Organization Officers, Regional Grievance Officers, Union Representatives and all elected National committee members take place at CUPW regional conference;

BE IT FURTHER RESOLVED that the newly elected regional officers, union representatives and National committee members assume their elected duties after the regional conferences.

RÉSOLUTION N° 29

Conférence régionale des Prairies

Paragraphe 3.43

Congrès extraordinaire

ATTENDU QUE le congrès national du STTP constitue le plus important corps décisionnel du Syndicat;

ATTENDU QUE les déléguées et délégués au congrès national élisent les dirigeants et dirigeantes et adoptent aussi des résolutions concernant les politiques et les finances du Syndicat;

ATTENDU QU'une réduction de la taille de la délégation du congrès permettrait au Syndicat de faire preuve de responsabilité financière tout en s'acquittant de ses obligations liées à la démocratie;

ATTENDU QU'il est essentiel, du point de vue de la démocratie et de l'éthique, que chaque section locale, peu en importe la taille, soit représentée au congrès national;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le premier alinéa du paragraphe 3.43 ainsi :

« Les déléguées et délégués à un congrès extraordinaire sont élus d'après la répartition suivante :

RESOLUTION NO 29

Prairie Regional Conference

Section 3.43

Special Convention

WHEREAS the CUPW National Convention is the highest decision making body of the Union;

WHEREAS the National Convention delegates also elect officers and pass motions governing the finances and policies of the Union;

WHEREAS a reduction in the size of the delegation attending Convention could meet all democratic obligations and be financially responsible;

WHEREAS it is democratically and ethically right for each and every Local, regardless of size, to be represented at the National Convention;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the first paragraph of section 3.43 be amended to read:

“Delegates to a Special Convention shall be elected on the following basis:

chaque section locale a droit à une déléguée ou un délégué pour la première tranche de cent membres ou moins et à une déléguée ou un délégué pour chaque tranche additionnelle ou fraction majoritaire d'une tranche de **cent cinquante (150) membres, jusqu'à concurrence de quinze (15) déléguées ou délégués pour les premiers 2 200 membres et, par la suite, d'une déléguée ou d'un délégué additionnel pour chaque tranche ou fraction majoritaire d'une tranche de trois cent (300) membres.** Les déléguées et délégués sont élus lors d'une rencontre de la section locale tenue 30 jours avant le congrès extraordinaire. Le nombre de déléguées ou délégués au congrès extraordinaire par section locale est basé sur le nombre de membres en règle avant la convocation du congrès extraordinaire. »

RÉSOLUTION N° 30

Conférence régionale du Toronto métropolitain

Expansion du Conseil exécutif national

Paragraphe 4.01

QU'IL SOIT RÉSOLU que le Conseil exécutif national soit composé des quinze dirigeantes et dirigeants nationaux et des quatre vice-présidentes et vice-présidents à temps partiel représentant les groupes d'équité et que le paragraphe 4.01 des statuts nationaux soit modifié comme suit :

- 4.01 Les quinze dirigeantes et dirigeants nationaux **et les quatre vice-présidentes et vice-présidents à temps partiel représentant les groupes d'équité** forment le Conseil exécutif national, responsable de la direction et de l'administration du Syndicat, en conformité avec l'orientation décidée par les membres selon les statuts, les politiques et les résolutions générales adoptées en congrès, et un mandat par voie de référendum, y compris l'obligation de faire rapport aux membres avec recommandation sur toute question concernant la négociation collective et la tenue de tout scrutin s'y rattachant, et ce, par l'intermédiaire des sections locales;

Each Local is entitled to be represented by one delegate for the first one hundred (100) members or less, and by one delegate for each additional one hundred **and fifty (150) members or the majority part thereof to a maximum of fifteen (15) delegates for 2,200 members, and thereafter one additional delegate for each three hundred (300) members or the majority part thereof.** The delegates shall be elected at a meeting of the Local held 30 days before the Special Convention. The number of delegates per Local at the Special Convention is based on the members in good standing before the Call for a Special Convention.”

RESOLUTION NO 30

Metro-Toronto Regional Conference

Expansion of the National Executive Board

Section 4.01

BE IT RESOLVED that the National Executive Board be comprised of the fifteen National Officers and the four part-time Equity Vice-Presidents and that section 4.01 of the National Constitution be revised to read as follows:

- 4.01 The fifteen National Officers **and the four part-time Equity Vice-Presidents** form the National Executive Board, responsible for the leadership and administration of the Union, in accordance with the orientation given by the members in keeping with the Constitution, the policies and general resolutions adopted by the Convention and with a mandate obtained through a referendum, including the obligation to report to the members, with recommendation, on any question concerning collective bargaining and the taking of a vote in relation thereto through the Locals;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que toutes les autres modifications nécessaires soient apportées aux statuts nationaux pour refléter cet important changement;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que la présente résolution entre en vigueur immédiatement au congrès national de 2015.

RÉSOLUTION N° 31

Conférence régionale des Prairies

QU'IL SOIT RÉSOLU de réorganiser les huit (8) bureaux régionaux du STTP en cinq (5) bureaux régionaux, à savoir :

1. Région de l'Atlantique
2. Région du Québec et du Montréal métro
3. Région de l'Ontario A
4. Région de l'Ontario B
5. Région de l'Ouest

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE chaque région soit composée d'une (1) directrice ou d'un (1) directeur national, d'une (1) dirigeante ou d'un (1) dirigeant régional de l'éducation et de l'organisation et d'une (1) dirigeante ou d'un (1) dirigeant régional des griefs;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU de modifier le deuxième alinéa du paragraphe 10.06 de sorte que le nombre de permanentes et permanents syndicaux régionaux soit conforme à la répartition suivante :

1. Région de l'Atlantique – 2
2. **Région du Québec et du Montréal métropolitain – 6**
3. **Régions de l'Ontario (A et B) – 10**
4. **Région de l'Ouest – 7**

QU'IL SOIT EN OUTRE RÉSOLU de modifier le deuxième alinéa du paragraphe 3.25 ainsi :

BE IT FURTHER RESOLVED that all other appropriate adjustments be made to the National Constitution to reflect this important change;

BE IT FINALLY RESOLVED that this resolution shall take effect immediately at the 2015 National Convention.

RESOLUTION NO 31

Prairie Regional Conference

THEREFORE BE IT RESOLVED that the eight (8) Regional Offices be restructured into five (5) Regional Offices as follows:

1. Atlantic Region
2. Quebec / Montreal Region
3. Ontario Region A
4. Ontario Region B
5. Western Region

BE IT FURTHER RESOLVED that each Region should have one (1) National Director, one (1) Regional Education and Organization Officer and one (1) Regional Grievance Officer;

BE IT FURTHER RESOLVED that the second paragraph of section 10.06 be amended so that the number of Regional Union Representatives shall be as follows:

1. Atlantic Region – 2
2. **Quebec / Montreal Region – 6**
3. **Ontario Regions (A & B) – 10**
4. **Western Region – 7**

BE IT FURTHER RESOLVED that the second paragraph of section 3.25 be amended so that:

dirigeantes ou dirigeants non résidents,
permanentes ou permanents syndicaux régionaux
et permanentes ou permanents syndicaux
régionaux suppléants :

- a) directrice ou directeur national de la région de l'Atlantique
- b) **directrice ou directeur national de la région du Québec et du Montréal métropolitain**
- c) **directrice ou directeur national de la région de l'Ontario A**
- d) **directrice ou directeur national de la région de l'Ontario B**
- e) **directrice ou directeur national de la région de l'Ouest**
- f) dirigeantes ou dirigeants régionaux de l'éducation et de l'organisation
- g) dirigeantes ou dirigeants régionaux des griefs
- h) permanentes ou permanents syndicaux régionaux
- i) permanentes ou permanents syndicaux régionaux suppléants

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU de modifier
l'article 9 des statuts nationaux en ajoutant la
phrase suivante au paragraphe 9.01 :

**« Aucune région ne comporte moins de
trois (3) sections locales. »**

RÉSOLUTION N^o 39

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 4.06

Parce que le Comité national des femmes (CNF)
est devenu un très grand comité;

Parce que la taille d'un comité peut
compromettre sa capacité de fonctionner;

Parce que les membres qui sont élues pour siéger
au CNF effectuent ce travail par choix;

Parce que les dirigeantes et les permanentes
syndicales régionales et nationales élues sont
souvent trop prises par leurs propres tâches pour
effectuer le travail du Comité;

Non-resident Officers, Regional Union
Representatives and Alternate Regional Union
Representatives:

- (a) National Director for Atlantic Region
- (b) **National Director for Quebec / Montreal Region**
- (c) **National Director for Ontario Region A**
- (d) **National Director for Ontario Region B**
- (e) **National Director for Western Region**
- (f) Regional Education and Organization Officers
- (g) Regional Grievance Officers
- (h) Regional Union Representatives
- (i) Alternate Regional Union Representatives

BE IT FINALLY RESOLVED that Article 9 of
the National Constitution be amended by the
addition of the following to section 9.01:

**“No Region shall be comprised of less than 3
Locals.”**

RESOLUTION NO 39

Atlantic Regional Conference

Section 4.06

Because the NWC has grown into a very large
committee;

Because the size of a committee effects its ability
to function;

Because elected NWC representatives pursue the
work of the NWC as a choice of their focus;

Because elected National and Regional Union
representatives and officers are often unavailable
for committee work;

Le STTP modifie la composition du CNF comme suit : une représentante élue de chaque région, trois représentantes du bureau national, et une permanente syndicale ou une dirigeante de chaque région. Les mesures prévues aux statuts nationaux pour assurer une participation équitable au CNF demeurent en vigueur.

RÉSOLUTION N° 54

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 4.07 Comité national des droits de la personne

ATTENDU QUE, dans l'intérêt supérieur des membres, le Syndicat doit toujours faire le nécessaire pour réduire ses coûts;

ATTENDU QUE le Syndicat compte de moins en moins de membres et qu'il doit, par conséquent, tenter de réduire ses coûts;

ATTENDU QUE le Syndicat dispose d'un équipement de téléconférence;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le Comité national des droits de la personne se réunisse une fois par année.

RÉSOLUTION N° 56

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 4.09

Le Comité national des droits de la personne se réunit une fois par année.

RÉSOLUTION N° 57

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 4.09

QU'IL SOIT RÉSOLU de remplacer « deux fois par année » par « une fois par année » au paragraphe 4.09 des statuts nationaux.

CUPW will change the composition of the NWC to one elected representative from each Region, three National office representatives, one union representative or officer from each Region. Elements of the constitution to ensure equitable participation at the NWC shall remain in place.

RESOLUTION NO 54

Pacific Regional Conference

Section 4.07 National Human Rights Committee

WHEREAS CUPW should always be looking to reduce costs in ways that benefit the membership;

WHEREAS CUPW has a declining membership and therefore needs to look for savings;

WHEREAS teleconferencing is available for CUPW functions;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the National Human Rights Committee meet once per year.

RESOLUTION NO 56

Atlantic Regional Conference

Section 4.09

The Human Rights Committee shall meet once per year.

RESOLUTION NO 57

Quebec Regional Conference

Section 4.09

BE IT RESOLVED that the phrase "twice per year" in section 4.09 of the National Constitution be replaced with "once per year."

RÉSOLUTION N^o 68

Conférence régionale des Prairies

Paragraphe 4.60

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la dirigeante ou le dirigeant national des griefs forme un conseil national des membres des groupes 3 et 4 qui se réunira avec elle ou lui régulièrement par vidéoconférence afin d'examiner des questions d'intérêt particulier pour les membres de ces groupes;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QU'un questionnaire ou sondage soit préparé et envoyé à tous les membres des groupes 3 et 4 avant la tenue des conférences régionales pour que ces membres puissent indiquer leurs besoins et préoccupations;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU QU'une fois les questionnaires remplis, une conférence téléphonique ait lieu dans toutes les régions avec les déléguées et délégués syndicaux en chef des groupes 3 et 4 pour qu'ils puissent faire part de leurs préoccupations avant la conférence régionale.

RÉSOLUTION N^o 70

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 4.70, 10.14, 10.15 et 10.16 – Arbitrage régulier et indemnisation des travailleurs et travailleuses : ajout du processus d'appel du PAICD

PUISQUE depuis la mise en œuvre du Programme d'assurance-invalidité de courte durée (PAICD), le Syndicat doit aider les membres qui portent une décision en appel;

PUISQUE la situation exige de suivre une formation sur le processus d'appel du PAICD;

PUISQU'il faut pouvoir compter sur des plaideurs et plaideuses pour aider les membres qui s'engagent dans le processus d'appel du PAICD;

RESOLUTION NO 68

Prairie Regional Conference

Section 4.60

THEREFORE BE IT RESOLVED that the National Grievance Officer establish a national council of 3 and 4 members. This council will meet regularly via conference call with the Grievance Officer on matters specific to Group 3 and 4 members.

THEREFORE BE IT RESOLVED that prior to Regional Conferences a question form / survey be developed and sent to all members in Group 3 and 4 to identify their needs and concerns.

THEREFORE BE IT RESOLVED that after the question forms are completed that a conference call will take place in all Regions with Chief Stewards for Group 3 and 4 members to put forward their concerns prior to the Regional Conference.

RESOLUTION NO 70

Pacific Regional Conference

Sections 4.70, 10.14, 10.15 & 10.16 - Amendment, Inclusion of STDP Appeals to Regular Arbitration and Workers Compensation

SINCE the introduction of the short term disability plan (STDP) has created a need for the Union to assist members with Appeals, and;

SINCE this need has created a requirement for training in the STDP appeal process and;

SINCE Worker Advocates are needed to assist members in the short term disability plan (STDP) appeal process;

PUISQUE les statuts nationaux ne prévoient rien en matière de formation sur le processus d'appel du PAICD ni sur le recours aux services de plaideurs ou plaideuses pour aider les membres qui portent en appel une décision rendue dans le cadre du PAICD;

Nous voulons modifier l'alinéa 4.70 j) afin d'y ajouter le processus d'appel du PAICD;

L'alinéa 4.70 j) serait maintenant rédigé ainsi :

« les procédures d'appel, **y compris le processus d'appel du Programme d'assurance-invalidité de courte durée (PAICD)** »;

Nous voulons que les paragraphes 10.14, 10.15 et 10.16 des statuts nationaux soient modifiés pour y ajouter le processus d'appel du PAICD;

Ces paragraphes seraient maintenant rédigés ainsi :

10.14 D'après la recommandation de la directrice ou du directeur national, les plaideuses et les plaideurs choisis reçoivent la formation pour l'arbitrage régulier, l'indemnisation des travailleuses et travailleurs **et le processus d'appel du Programme d'assurance-invalidité de courte durée (PAICD)**. La directrice ou le directeur national doit tenir compte, dans son choix, des secteurs géographiques à l'intérieur de sa région.

10.15 La directrice ou le directeur national choisit les plaideuses et les plaideurs qui seront chargés de chaque dossier d'arbitrage, de chaque dossier à plaider devant la CAT (CSST) et de chaque dossier porté en appel dans le cadre du **Programme d'assurance-invalidité de courte durée (PAICD)**.

SINCE the Constitution currently does not address the need for courses on the STDP appeal process and the use of Worker Advocates for STDP Appeals;

We want section 4.70 (j) to be amended to state including the Short Term Disability (STDP) Appeal Process;

Section 4.70 (j) would now read:

“appeals procedure **including the Short Term Disability (STDP) appeal process**”;

We want sections 10.14, 10.15, and 10.16 of the National Constitution be amended, as applicable, to include STDP Appeals in addition to regular arbitration and Workers Compensation;

These sections would now read:

10.14 Based on the recommendation of the National Directors, the worker advocates selected are to be trained for regular arbitration, workers compensation **and the Short Term Disability Plan (STDP) appeal process**. When making a selection, the National Directors must consider the geographic areas within the region.

10.15 The National Directors select the worker advocates to be used in each arbitration, WCB file, **and Short Term Disability Plan (STDP) file**.

10.16 Le Conseil exécutif national établit des affectations budgétaires pour permettre à des plaideuses et plaideurs dans chaque région de se charger de dossiers d'arbitrage, d'audiences en matière d'indemnisation des accidents du travail **et de dossiers portés en appel dans le cadre du Programme d'assurance-invalidité de courte durée (PAICD)**. Ces affectations sont établies en fonction du nombre prévu de jours requis, en tenant compte de la charge de travail dans chaque région et du nombre et du type de cas et de la nécessité de minimiser les frais de transport. Le Conseil exécutif national collabore avec la dirigeante ou le dirigeant national des griefs pour élaborer et mettre en œuvre un plan visant à recourir aux plaideuses et plaideurs.

RÉSOLUTION N^o 72

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 4.74

ATTENDU QUE le STTP éprouve des difficultés financières en raison de la diminution du nombre de membres;

ATTENDU QUE nous devons trouver des moyens de réduire les coûts tout en limitant le plus possible les conséquences sur les services aux membres;

ATTENDU QUE la réduction du nombre de postes de dirigeantes ou dirigeants au bureau national est une façon de diminuer les coûts;

QU'IL SOIT RÉSOLU de supprimer le poste de 3^e vice-présidente ou vice-président national;

10.16 The National Executive Board shall establish budgetary provisions for worker advocates in each region to work on arbitrations, provincial workers' compensation hearings, **and Short Term Disability Plan (STDP) appeals**. These provisions shall be determined based on the projected number of days required, taking into consideration the workload in each region and the types and number of cases and the need to minimize travel costs. The National Executive Board shall work with the National Grievance Officer to develop and implement a plan to utilize Worker Advocates."

RESOLUTION NO 72

Atlantic Regional Conference

Section 4.74

WHEREAS: CUPW is in financial difficulties due to declining membership;

WHEREAS; we must look at ways to cut costs with the least amount of impact possible on services to the membership;

WHEREAS, reducing the number of resident officers at the National level is one way to reduce costs;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the position of 3rd National Vice-President be eliminated;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU de répartir les tâches de la 3^e vice-présidente ou du 3^e vice-président national entre la permanente ou le permanent syndical national responsable de la syndicalisation externe et la dirigeante ou le dirigeant régional de l'éducation et de l'organisation, et que ces deux personnes relèvent de la 1^{re} vice-présidente ou du 1^{er} vice-président national. Ces tâches se répartissent comme suit : Toutes les tâches relatives à la syndicalisation externe sont confiées à la permanente ou au permanent syndical national responsable de la syndicalisation externe, sous la direction de la 1^{re} vice-présidente ou du 1^{er} vice-président national. Toutes les tâches relatives à l'organisation interne et à la formation des organisatrices et organisateurs syndicaux sont confiées aux dirigeantes et dirigeants régionaux de l'éducation et de l'organisation, en collaboration avec la 2^e vice-présidente ou le 2^e vice-président national.

RÉSOLUTION N^o 73

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 4.75 k) – Nouveau

ATTENDU QUE la 3^e vice-présidente ou le 3^e vice-président national est responsable de l'organisation;

ATTENDU QUE le Syndicat reconnaît l'importance des déléguées sociales et délégués sociaux;

ATTENDU QUE de plus en plus de membres sont et seront en détresse psychologique;

ATTENDU QUE les déléguées et délégués sociaux fournissent une écoute attentive et peuvent diriger ces membres vers des ressources pouvant leur venir en aide;

ATTENDU QU'actuellement, aucun dirigeant ou dirigeante responsable n'est désigné au Comité exécutif national;

BE IT FURTHER RESOLVED that the duties of the 3rd National Vice-President be split between the National Union Representative for External Organizing and the Regional Education and Organization Officer with both reporting to the 1st National Vice-President. The duties shall be divided as follows: All duties related to external organizing campaigns will become the responsibility of the National Union Representative for External Organizing under the direction of the 1st National Vice-President. All internal organizing duties and education of worker organizers shall be the work of the Regional Education and Organization Officers in conjunction with the 2nd National Vice-President.

RESOLUTION NO 73

Quebec Regional Conference

Section 4.75 (k) – New

WHEREAS the 3rd National Vice-President is in charge of organization;

WHEREAS the Union recognizes the importance of social stewards;

WHEREAS more and more members are or will be suffering from psychological distress;

WHEREAS social stewards can lend an attentive ear to these members and refer them to the resources they need;

WHEREAS, currently, there is no officer responsible for social stewards on the National Executive Committee;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU QU'une ou un coordonnateur national du réseau des déléguées sociales et des délégués sociaux soit nommé par le CEN.

RÉSOLUTION N° 74

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 4.78

ATTENDU QUE le STTP éprouve des difficultés financières en raison de la diminution du nombre de membres;

ATTENDU QUE nous devons trouver des moyens de réduire les coûts tout en limitant le plus possible les conséquences sur les services aux membres;

ATTENDU QUE la réduction du nombre de postes de dirigeantes ou dirigeants résidents au bureau national est une façon de diminuer les coûts;

QU'IL SOIT RÉSOLU de supprimer le poste de 4^e vice-présidente ou vice-président national;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU de répartir les tâches de la 4^e vice-présidente ou du 4^e vice-président national entre la permanente ou le permanent syndical national responsable des effectifs et les permanentes ou permanents syndicaux nationaux responsables de l'éducation. Ces tâches se répartissent comme suit : Toutes les tâches relatives aux effectifs, y compris, mais sans s'y restreindre, celles relatives au SMIFF, au SOSTCSP, au Système de gestion des itinéraires de FFRS et à l'annexe « P » sont confiées à la permanente ou au permanent syndical national responsable des effectifs, qui relève de la dirigeante ou du dirigeant national des griefs. La dirigeante ou le dirigeant national des griefs devient responsable du Comité national de la mesure du travail. Toutes les tâches relatives à l'éducation des membres, y compris, mais sans s'y restreindre, l'élaboration de cours, sont confiées aux permanentes et permanents syndicaux nationaux responsables de l'éducation, sous la direction de la 2^e vice-présidente ou du 2^e vice-président national.

BE IT ALSO RESOLVED that the National Executive Board appoint a National Coordinator for the Social Stewards' Network.

RESOLUTION NO 74

Atlantic Regional Conference

Section 4.78

WHEREAS, CUPW is in financial difficulties due to declining membership;

WHEREAS, we must look as ways to cut costs with the least amount of impact possible on services to the membership;

WHEREAS, reducing the number of resident officers at the National level is one way to reduce costs;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the position of 4th National Vice-President be eliminated;

BE IT FURTHER RESOLVED that the duties of the 4th National Vice-President be split between the National Union Representative for Staffing and the National Union Representatives for Education. The duties shall be divided as follows: All duties relating to staffing, including but not limited to the LCRMS, MSCWSS, the RSMC Route Management System and Appendix P shall be the responsibility of the National Union Representative for staffing who will report to the National Grievance Officer. The National Grievance Officer shall be the Chairperson of the national Work Measurement Committee. All duties related to educating the membership, including but not limited to course development, shall be the responsibility of the National Union Representatives for Education under the direction of the 2nd National Vice-President.

RÉSOLUTION N^o 76

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 5.04

CONSIDÉRANT QUE les coûts des conférences régionales pré-négociations et précongrès sont une dépense importante pour le Syndicat;

CONSIDÉRANT QU'au dernier congrès de 2011, les réunions des conseils régionaux ont été abolies;

CONSIDÉRANT QUE les sections locales ont besoin d'un forum de discussion adéquat afin de débattre des problèmes structurels du Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 5.04 des statuts nationaux de la façon suivante :

« (...) toute section locale a droit à une déléguée ou un délégué si elle compte de 1 à **75** membres, à deux déléguées ou délégués si elle compte de **76 à 150** membres et à une ou un délégué supplémentaire pour chaque tranche additionnelle de **75** membres jusqu'à concurrence de **13** déléguées ou délégués pour **1 000** membres et ensuite, à une déléguée ou un délégué supplémentaire pour chaque tranche de **100** membres. »

RÉSOLUTION N^o 80

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 5.16 c)

ATTENDU QUE les sessions d'équité nous permettent de nous pencher sur des problématiques qui devraient être connues des hommes et des femmes;

ATTENDU QUE des réunions mixtes permettraient des échanges et des débats sur des sujets touchant les déléguées et délégués;

RESOLUTION NO 76

Quebec Regional Conference

Section 5.04

CONSIDERING THAT pre-negotiation and pre-Convention conferences represent a major expense for the Union;

CONSIDERING THAT area council meetings were abolished at the 2011 National Convention;

CONSIDERING THAT Locals need an adequate forum for discussing and debating the Union's structural problems;

BE IT RESOLVED that section 5.04 of the National Constitution be amended to read as follows:

"[...] a Local shall be entitled to one delegate for up to **75** members, two delegates for **76 to 150** members and one additional delegate for each additional **75** members, up to a maximum of **13** delegates for **1,000** members, and thereafter one additional delegate for each 100 members."

RESOLUTION NO 80

Quebec Regional Conference

Section 5.16 (c)

WHEREAS equity sessions provide an opportunity to examine issues about which both men and women should be aware;

WHEREAS mixed meetings would allow for exchanges and debate on subjects of concern to both men and women delegates;

QU'IL SOIT RÉSOLU que l'alinéa 5.16 c) soit modifié en remplaçant le texte, au premier paragraphe après « une période de temps », par « pour une session d'équité mixte pour les déléguées et délégués »;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que la première phrase du deuxième paragraphe soit retirée du texte;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que la participation à ces sessions d'équité soit libre et non obligatoire.

RÉSOLUTION N^o 83

Conférence régionale du Montréal métro

Paragraphe 5.23

ATTENDU QUE la réunion nationale des présidentes et des présidents constitue une dépense très importante;

ATTENDU QUE la situation financière du Syndicat le force à prendre des décisions difficiles;

ATTENDU QU'il est tout aussi efficace d'expliquer les modifications à la convention collective par le biais de communications écrites, voire même par vidéoconférence en ce qui concerne l'ensemble des bureaux régionaux;

QU'IL SOIT RÉSOLU de ne plus tenir la réunion nationale des présidentes et des présidents prévue au paragraphe 5.23 en biffant totalement ce paragraphe.

RÉSOLUTION N^o 84

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 5.23 et 5.24

ATTENDU QUE la diminution du nombre de membres du Syndicat occasionne une perte de revenus qui oblige le Syndicat à réduire ses dépenses;

BE IT RESOLVED that section 5.16 (c) be amended to add "a mixed group equity session for delegates" after "a time for";

BE IT ALSO RESOLVED that the first sentence in the second paragraph be deleted from the text;

BE IT FINALLY RESOLVED that participation in these equity sessions be strictly voluntary.

RESOLUTION NO 83

Metro-Montreal Regional Conference

Section 5.23

WHEREAS the National Presidents' Meeting is a major union expense;

WHEREAS the Union's financial situation is forcing it to make difficult decisions;

WHEREAS the changes to the collective agreements can just as effectively be explained through written communications, and even by way of videoconferencing, to all regional offices;

BE IT RESOLVED to no longer hold the National Presidents Meeting provided for in section 5.23, by eliminating this section.

RESOLUTION NO 84

Pacific Regional Conference

Sections 5.23 and 5.24

WHEREAS the reduction of the Union's membership is resulting in reduced revenues which in turn requires that we reduce costs;

ATTENDU QU'il importe de maintenir les réunions de présidentes et présidents de section locale;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 5.23 ainsi :

« La secrétaire-trésorière ou le secrétaire-trésorier national convoque une réunion regroupant les dirigeantes et dirigeants nationaux et régionaux à plein temps, les permanentes et permanents syndicaux nationaux et régionaux et les présidentes et présidents des sections locales (**ou leur remplaçante ou remplaçant désigné**) après la signature d'une convention collective dans le but d'uniformiser la procédure de griefs et l'interprétation de la nouvelle convention collective, ladite réunion étant financée conformément au paragraphe 7.42 des statuts. »

Modifier le paragraphe 5.24 ainsi :

« Deux réunions de ce genre ont lieu entre les congrès, sauf pendant les années où une réunion nationale a lieu conformément au paragraphe 5.23. **Cette réunion regroupe les dirigeantes et dirigeants régionaux, les permanentes et permanents syndicaux régionaux et les présidentes ou présidents des sections locales (ou leur remplaçante ou remplaçant désigné).** Une réunion a lieu de six à dix mois après le congrès et une autre à un moment déterminé par le Conseil exécutif national pour : »

RÉSOLUTION N^o 89

Conseil exécutif national

Que la structure des cotisations syndicales soit modifiée en fonction d'un pourcentage du revenu établi à 2,1 % des heures rémunérées au taux normal, et que le paragraphe 7.08 soit modifié de façon à prévoir des versements mensuels de 5 % au fonds de défense, de 69 % au fonds général et de 26 % aux sections locales. Le changement entrerait en vigueur dès la prochaine augmentation de salaire pour chacune des unités de négociation nationales;

WHEREAS we feel it is important to maintain the Presidents' meetings;

BE IT RESOLVED that 5.23 be changed to read:

The National Secretary-Treasurer shall call a meeting of full-time national and regional officers, National and Regional Union Representatives and Presidents (**or designates**) of Locals following the signing of a collective agreement for the purpose of standardizing the grievance procedure and the interpretation of the new collective agreement, said meeting to be financed as provided under section 7.42 of the Constitution.

5.24 to be changed to read as:

There shall be two such meetings held between conventions, with the exception of those years requiring a national meeting under section 5.23. **This meeting shall include the regional officers, regional union representatives and Presidents (or designates) of the Locals.** One meeting shall be held six to ten months after convention and one shall be held at a time determined by the National Executive Board in order:

RESOLUTION NO 89

National Executive Board

That dues structure be changed to a percentage of income based on straight-time hours paid at the rate of 2.1% and that section 7.08 be amended to provide a monthly contribution of 5% to the Defence Fund, 69% to the General Fund and 26% to Locals. The implementation of the change would correspond with the implementation of the next wage increase for each national bargaining unit.

La disposition de dérogation du paragraphe 7.20 sera prolongée jusqu'au mois de la mise en œuvre du changement.

RÉSOLUTION N^o 90

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 7.06

ATTENDU QUE le STTP éprouve des difficultés financières en raison de la diminution du nombre de membres;

ATTENDU QUE le Syndicat doit continuer d'assurer des services aux membres;

ATTENDU QUE les coûts relatifs à la prestation de ces services ne cessent d'augmenter;

ATTENDU QUE l'augmentation des cotisations syndicales est une façon d'accroître les revenus;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le paragraphe 7.06 soit modifié de manière à établir les cotisations syndicales à 325 % du taux horaire.

RÉSOLUTION N^o 93

Conférence régionale de l'Ontario

Paragraphe 7.06 – Cotisations syndicales

ATTENDU QUE la mise en œuvre de la transformation postale par Postes Canada et le départ massif de membres à la retraite ont pour effet de réduire considérablement le nombre de membres du Syndicat;

ATTENDU QUE le STTP éprouve des difficultés financières à cause de la transformation postale;

ATTENDU QUE le prélèvement spécial de 10 \$ par année imposé par le palier national n'est qu'une solution temporaire;

The notwithstanding clause in section in 7.20 will be extended to the month of implementation of the change.

RESOLUTION NO 90

Atlantic Regional Conference

Section 7.06

WHEREAS the Union is in financial difficulties due to declining membership;

WHEREAS, the Union must continue to provide services to the membership;

WHEREAS, costs to provide these services is always increasing;

WHEREAS, increasing union dues is one way to increase revenues;

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 7.06 be amended to reflect Union dues of 325%.

RESOLUTION NO 93

Ontario Regional Conference

Section 7.06 – Union Dues

WHEREAS the implementation of Postal Transformation by Canada Post along with the massive retirement by members has drastically reduced the membership of the Union;

WHEREAS CUPW is financially struggling with the aftermath of Postal Transformation;

WHEREAS the national \$10.00 dues assessment per year is a temporary fix;

ATTENDU QUE le confrère George Kuehnbaum a présenté un document de travail décrivant de façon claire et détaillée comment le système actuel de cotisations syndicales pourrait être remplacé par une structure de cotisations fondée sur un pourcentage du salaire;

ATTENDU QUE les membres de l'unité des FFRS et les membres de l'unité urbaine travaillent côte à côte dans les mêmes installations et que pourtant les membres FFRS paient leurs cotisations mensuelles en fonction d'un pourcentage de leur salaire individuel;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE l'on modifie le paragraphe 7.06 des statuts nationaux ainsi :
« **Dans le cas de l'unité** de négociation des employées et employés de l'exploitation urbaine et de l'unité des factrices et facteurs ruraux et suburbains de la Société canadienne des postes, **la cotisation syndicale...** »

RÉSOLUTION N° 95

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 7.06

ATTENDU QUE les travailleuses et travailleurs temporaires et à temps partiel peuvent être appelés à travailler moins de 40 heures par semaine;

ATTENDU QUE les heures de travail régulières des travailleuses et travailleurs à temps partiel peuvent être prolongées jusqu'à concurrence de huit (8) heures par jour et de 40 heures par semaine;

ATTENDU QUE les travailleuses et travailleurs temporaires et à temps partiel paient le même montant de cotisations syndicales que les employées et employés à plein temps qui travaillent 40 heures par semaine;

ATTENDU QUE la structure des cotisations syndicales doit être équitable pour tous les membres;

WHEREAS Brother George Kuehnbaum provided a discussion paper with a clear and detail accounting of the membership union dues paid where the union can replace the current system with a percentage of income dues structure;

WHEREAS RSMC and URBAN members work side by side in the same facilities, yet RSMC members pay monthly union dues based on a percentage of their individual salary; therefore,

BE IT RESOLVED to add the words, "RSMC employees" in section 7.06 of the National Constitution to read, "**In the case of the bargaining units of Urban Postal Operations and RSMC employees of Canada Post Corporation...**"

RESOLUTION NO 95

Pacific Regional Conference

Section 7.06

WHEREAS temporary workers and part-time employees can work less than the 40 hours per week;

WHEREAS part-time employees can extend their regular hours up to 8 hours per day/40 hours per week;

WHEREAS temporary and part-time employees pay the same amount for union dues as full-time employees who work 40 hours per week;

WHEREAS to make a fair system for all members paying union dues;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE les cotisations syndicales des travailleuses et travailleurs temporaires, à temps partiel et à plein temps correspondent à deux pour cent (2 %) de la rémunération de leurs heures régulières travaillées à Postes Canada.

RÉSOLUTION N^o 96

Section locale de Fraser Valley West

ATTENDU QUE les travailleurs et travailleuses temporaires et à temps partiel peuvent être appelés à travailler moins de quarante (40) heures par semaine;

ATTENDU QUE les heures de travail régulières des travailleuses et travailleurs à temps partiel peuvent être prolongées jusqu'à concurrence de huit (8) heures par jour et de quarante (40) heures par semaine;

ATTENDU QUE les travailleuses et travailleurs temporaires et à temps partiel paient le même montant de cotisations syndicales que les employées et employés à plein temps qui travaillent quarante (40) heures par semaine;

ATTENDU QUE la structure des cotisations syndicales doit être équitable pour tous les membres;

Nous voulons que les cotisations syndicales des travailleurs et travailleuses temporaires, à temps partiel et à plein temps correspondent à deux pour cent (2 %) de la rémunération de leurs heures régulières travaillées à Postes Canada, jusqu'à concurrence de quarante (40) heures par semaine, et que le calcul s'applique aussi aux prestations du Programme d'assurance-invalidité de courte durée (PAICD), aux prestations d'indemnisation des accidentés du travail et à tous les autres congés payés.

THEREFORE BE IT RESOLVED that temporary, part-time and full-time employees pay 2% of their regular hours worked at CPC.

RESOLUTION NO 96

Fraser Valley West Local

WHEREAS temporary workers and part-time employees can work less than forty (40) hours per week;

WHEREAS part-time employees can extend their regular hours up to eight (8) hours per day/forty (40) hours per week;

WHEREAS temporary and part-time employees pay the same amount of union dues as full-time employees who work forty (40) hours per week;

WHEREAS to make a fair system for all members paying dues;

We want temporary, part-time and full-time employees to pay two percent (2%) of their hours worked, up to forty (40) hours per week, at Canada Post and to include earnings from the STDP plan, workers compensation and all other paid leave.

RÉSOLUTION N^o 97

Conférence régionale de l'Atlantique

Alinéas 7.08 a), b) et c)

ATTENDU QUE de nombreuses sections locales du STTP ont des comptes en banque bien garnis;

ATTENDU QUE le palier national du Syndicat doit augmenter ses revenus et réduire ses dépenses;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier les alinéas a), b) et c) du paragraphe 7.08 comme suit :

Les sommes perçues à titre de cotisation sont réparties comme suit :

- a) 65 % sont versées au fonds général;
- b) 9 % sont versées au fonds de défense;
- c) 26 % sont retournées à la section locale.

RÉSOLUTION N^o 98

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 7.08

PARCE QUE la sauvegarde des emplois est la priorité du STTP;

PARCE QUE le plan en cinq points de Postes Canada menace les emplois de qualité;

PARCE QUE chaque section locale a un fonds de réserve dont les fonds ne sont pas utilisés;

Que le paragraphe 7.08 des statuts nationaux soit modifié comme suit :

- « c) 25 % sont retournés à la section locale;
- d) 1 % est consacré à la défense des emplois et aux campagnes nationales pour préserver le système postal. »

RESOLUTION NO 97

Atlantic Regional Conference

Section 7.08 (a), (b), (c)

WHEREAS, many CUPW Locals have a very healthy bank accounts, and

WHEREAS, the National Union is in need of more revenues and less expenses;

THEREFORE BE IT RESOLVED the section 7.08 (a), (b) and (c) be amended to read:

The amounts collected as union dues shall be reassigned as follows:

- (a) 65% is deposited in the General Fund of the Union;
- (b) 9% is deposited in the Defence Fund;
- (c) 26% is returned to the Local

RESOLUTION NO 98

Quebec Regional Conference

Section 7.08

BECAUSE protecting jobs is CUPW's priority;

BECAUSE Canada Post's five-point plan threatens decent jobs;

BECAUSE each local has a Reserve Fund with unused amounts;

That section 7.08 of the National Constitution be amended as follows:

- “(c) 25% is returned to the Local;
- (d) 1% is earmarked for job protection and national campaigns to preserve the postal service.”

RÉSOLUTION N^o 99

Conférence régionale du Québec

CONSIDÉRANT QUE le fonds de défense sert à verser des allocations de secours aux membres lors d'un conflit de travail;

CONSIDÉRANT QUE, lors du conflit de 2011, le fonds de défense a versé 7,2 M \$ en allocations de secours;

CONSIDÉRANT QU'au 30 juin 2012, le solde du fonds de défense était de 16,9 M \$;

CONSIDÉRANT QUE, depuis le congrès de 1996, les sommes qui auraient dû être versées au fonds de défense ont plutôt été versées au fonds général;

QU'IL SOIT RÉSOLU qu'à partir du 1^{er} juillet 2015, et tant que le fonds de défense n'aura pas un solde positif de 30 M\$ sans dette impayée, la répartition des sommes perçues à titre de cotisation syndicale soient réparties tel que prévu au paragraphe 7.08 des statuts nationaux;

QU'IL SOIT RÉSOLU DE PLUS que le mois suivant immédiatement le mois où le fonds de défense aura atteint le solde positif susmentionné, la secrétaire-trésorière ou le secrétaire-trésorier national annoncera à toutes les sections locales que les sommes normalement versées dans le fonds de défense aux termes du paragraphe 7.08 seront déposées dans le fonds général. Si à la fin d'un exercice, il y a un excédent dans le fonds général, cet excédent est transféré au fonds de défense.

RÉSOLUTION N^o 100

Conférence de la région du Centre

Cotisations syndicales et retenue obligatoire (alinéa 7.08 c))

ATTENDU QUE la diminution du nombre de membres a eu des répercussions financières sur le Syndicat;

RESOLUTION NO 99

Quebec Regional Conference

CONSIDERING THAT the Defence Fund is used to provide strike pay to members during a labour dispute;

CONSIDERING THAT, during the 2011 strike, the Defence fund provided \$7.2 million in strike pay;

CONSIDERING THAT, on June 30, 2012, the Defence Fund had a balance of \$16.9 million;

CONSIDERING THAT, since the 1996 convention, the amounts that should have been deposited into the Defence Fund have instead been deposited into the General Fund;

BE IT RESOLVED that, as of July 1st, 2015, and until the Defence Fund shows a positive balance of \$30 million without outstanding debt, amounts collected as union dues shall be assigned as provided for under section 7.08 of the National Constitution;

BE IT ALSO RESOLVED that in the month immediately following the month in which the Defence Fund reaches the aforementioned positive balance, the National Secretary-Treasurer inform all locals that the amounts normally deposited into the Defence Fund under the provisions of section 7.08 will be deposited into the General Fund. If, at the end of a fiscal year, there is a surplus in the General Fund, this surplus shall be transferred to the Defence Fund.

RESOLUTION NO 100

Central Regional Conference

Union Dues and Check Off (7.08(c))

WHEREAS the decline in our membership has had a financial impact on our Union;

ATTENDU QUE le nombre de membres continuera à diminuer en raison de l'élimination du service de livraison à domicile;

ATTENDU QUE les coûts de fonctionnement général du Syndicat continuent d'augmenter;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier la répartition des cotisations syndicales indiquée à l'alinéa 7.08 c) en réduisant à 25 % le montant qui est retourné à la section locale.

RÉSOLUTION N^o 101

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 7.09

ATTENDU QUE le Syndicat a besoin d'une injection de fonds pour l'aider à payer des dépenses imprévues;

ATTENDU QUE le Syndicat doit maintenir les services aux membres;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'augmenter à 20 \$ le montant prévu au paragraphe 7.09 des statuts nationaux.

RÉSOLUTION N^o 102

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 7.17

CONSIDÉRANT QUE tous les départements du Syndicat doivent faire des efforts équitables afin que notre Syndicat puisse continuer à donner les services auxquels les membres s'attendent;

CONSIDÉRANT QUE, jusqu'à présent, les campagnes de syndicalisation ont généré beaucoup plus de dépenses que de revenus;

CONSIDÉRANT QUE, depuis l'année budgétaire 2005-2006, plus de 5,7 M \$ ont été versés dans le fonds pour la syndicalisation externe;

WHEREAS our membership numbers will continue to decline with the elimination of door to door delivery;

WHEREAS our Union's overall operating costs continue to rise;

THEREFORE LET IT BE RESOLVED the reassignment of union dues under section 7.08 (c) is reduced and section 7.08 (c) amended to 25% is returned to the Local.

RESOLUTION NO 101

Atlantic Regional Conference

Section 7.09

WHEREAS, there arises a need for a cash infusion into the Union to help pay for unexpected costs, and

WHEREAS, the Union must maintain services to its members;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the amount referred to in 7.09 of the National Constitution be increased to \$20.00.

RESOLUTION NO 102

Quebec Regional Conference

Section 7.17

CONSIDERING THAT all of the Union's departments should make reasonable efforts to ensure that our Union can continue to provide our members with the services they expect;

CONSIDERING THAT, until now, the Union's organizing campaigns have generated many more expenses than revenues;

CONSIDERING THAT, since the 2005-2006 fiscal year, more than \$5.7 million have been deposited into the External Organizing Fund;

CONSIDÉRANT QU'au 30 juin 2012, le solde du fonds destiné à la syndicalisation externe était d'environ 1 M \$;

CONSIDÉRANT QUE les frais juridiques assujettis à ce fonds ne sont pas imputés au fonds de réserve à la syndicalisation externe;

CONSIDÉRANT QUE le montant total des cotisations syndicales reçues des 17 unités du secteur privé totalise 122 000 \$ pour l'année 2013;

CONSIDÉRANT QUE quatre de ces unités n'ont pas versé de cotisations syndicales au bureau national;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 7.17 de la façon suivante :

« Le fonds de réserve est constitué par le dépôt mensuel de 5 % de tous les revenus destinés au fonds général;

Une somme égale **au tiers (1/3)** des revenus déposés dans le fonds de réserve (ou **1,66 %** des revenus déposés dans le fonds général) est destinée mensuellement à l'établissement d'un fonds de financement de la syndicalisation externe. »

RÉSOLUTION N^o 105

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 7.24

CONSIDÉRANT QUE le montant des allocations de secours versées par le Syndicat en cas d'un conflit général de travail n'a pas été majoré depuis 2002;

CONSIDÉRANT QUE l'indice des prix à la consommation a augmenté d'au moins 25 % durant cette période;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le montant prévu au paragraphe 7.24 des statuts nationaux comme suit : remplacer « 175 \$ » par « 250 \$ ».

CONSIDERING THAT, on June 30, 2012, the External Organizing Fund had a balance of approximately \$1 million;

CONSIDERING THAT related legal fees are not charged to the External Organizing Fund;

CONSIDERING THAT the union dues collected from the 17 private sector bargaining units totalled \$122,000.00 in 2013;

CONSIDERING THAT four of these units have not paid their union dues to the national office;

BE IT RESOLVED that section 7.17 of the National Constitution be amended to read as follows:

“The Reserve Fund shall be comprised of the monthly deposit of five per cent of all revenue deposited in the General Fund;

An amount equal to **one third (1/3)** of the Reserve Fund deposits (or **1.66%** of the revenue deposited in the General Fund) shall be set aside on a monthly basis to create a fund to finance external organizing.”

RESOLUTION NO 105

Quebec Regional Conference

Section 7.24

CONSIDERING THAT the amount of strike pay from the Union in case of a general labour dispute has not increased since 2002;

CONSIDERING THAT the consumer price index has since increased by at least 25%;

BE IT RESOLVED to amend the amount stated in section 7.24 of the National Constitution from “\$175” to “\$250.”

RÉSOLUTION N° 109

Conférence régionale des Prairies

Paragraphe 7.41

ATTENDU QUE de nombreuses personnes formées par le STTP deviennent aptes à travailler pour la Société dans des rôles de supervision ou de gestion grâce aux compétences en leadership qu'elles ont acquises en suivant des cours payés par le Syndicat, et que des membres (déléguées et délégués syndicaux) quittent le Syndicat pour aller travailler pour la direction de la Société, au détriment des membres qu'ils servaient auparavant;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE quiconque suit un cours (payé par le Syndicat) doive s'engager par écrit à rembourser les frais de toute formation reçue du Syndicat si elle ou il en vient à accepter un poste de supervision ou de gestion à la Société;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE ces frais (pour la formation reçue) soient remboursés en un seul versement dans les 40 premiers jours de la nomination de la personne à un poste de supervision ou de gestion ou, autrement, en versements mensuels à un taux d'intérêt de 2 % par mois sur les montants dus;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que tout membre (ayant bénéficié d'une formation syndicale) qui quitte le STTP et accepte (à une date ultérieure) un poste de supervision ou de gestion à Postes Canada soit tenu de rembourser le Syndicat pour toutes les formations qu'elle ou il a reçues du STTP.

RÉSOLUTION N° 122

Conférence de la région du Centre

Comités locaux de membres retraités (paragraphe 9.23)

RESOLUTION NO 109

Prairie Regional Conference

Section 7.41

WHEREAS many CUPW-educated individuals become employable as CPC supervisors and managers solely because of the leadership skills they accrue through union-paid courses. Members are leaving the Union (as shop stewards) to work as CPC management at a cost to the membership they formerly served;

THEREFORE BE IT RESOLVED that anyone who takes any course (paid for by the Union) must sign an agreement that should they become supervisors or managers for CPC, they will pay back the Union for the cost of the education they received from the Union;

BE IT FURTHER RESOLVED that these bills (for education received) be paid in a lump sum within the first 40 days of their appointment as supervisors or managers, or alternatively in a percentage each month with 2% interest per month on amounts left owing;

BE IT FURTHER RESOLVED that if a member (who has benefitted from a union education) leaves the CUPW to work for CPC as a supervisor or manager (at any future date) they will be accountable to pay back the Union for all education they have received as paid for by CUPW.

RESOLUTION NO. 122

Central Regional Conference

Local Committees Retirees (9.23)

ATTENDU QUE de nombreux membres retraités du STTP participent aux diverses campagnes locales et nationales du STTP;

ATTENDU QUE bon nombre d'autres syndicats ont créé leur propre organisation de membres retraités;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU qu'il incombe à la nouvelle organisation nationale de membres retraités du STTP d'élaborer sa propre structure et ses propres politiques.

RÉSOLUTION N^o 125

Conférence de la région du Centre

Derniers devoirs (alinéa 9.37 k))

ATTENDU QU'aux termes de la convention collective, nous avons droit à un congé de décès lorsqu'un membre de notre famille décède;

ATTENDU QU'aux termes des statuts nationaux, nous pouvons faire un don ou envoyer des fleurs lorsqu'un membre décède;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'indiquer dans les statuts nationaux que nous avons le droit de faire un don ou d'envoyer des fleurs à un membre qui perd sa conjointe ou son conjoint ou un enfant.

RÉSOLUTION N^o 126

Conférence régionale de l'Ontario

Paragraphe 9.37 – Fonds local d'activités sociales

ATTENDU QUE Postes Canada continue à utiliser ses ressources inépuisables pour miner le Syndicat en finançant des programmes de « qualité de vie au travail »;

ATTENDU QUE les travailleuses et travailleurs de Postes Canada (comme tous les autres travailleurs et travailleuses) sont sociables et qu'ils sont influencés par les activités sociales auxquelles ils participent;

WHEREAS many CUPW retirees are participating in many CUPW Local and National campaigns;

WHEREAS many other unions have their own retiree organizations;

THEREFORE BE IT FINALLY RESOLVED the newly formed "National Organization of CUPW Retirees" would be responsible for developing its own structure and policies.

RESOLUTION NO 125

Central Regional Conference

Bereavement Leave (9.37 (k))

WHEREAS in the collective agreement we are entitled to bereavement leave for other family members;

WHEREAS in the Constitution we can send flowers or donations when a member passes;

THEREFORE LET IT BE RESOLVED that we include in the Constitution that we have entitlement to send flowers or donations to a member who has lost a spouse or child.

RESOLUTION NO 126

Ontario Regional Conference

Section 9.37 – Local Social Fund

WHEREAS Canada Post continues to use its unlimited resources to undermine this Union by funding Quality of Work Life programs; and,

WHEREAS workers of Canada Post (like all workers) are sociable by nature and are influenced through social activities; and,

ATTENDU QUE nous devons riposter au patron et encourager les travailleuses et travailleurs à participer à la vie syndicale et à soutenir le Syndicat en leur permettant de prendre part à des activités sociales tenues au sein du Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'inclure au paragraphe 9.37 des statuts nationaux des dispositions qui permettent aux comités exécutifs locaux du STTP d'inclure dans leurs règlements des dispositions les autorisant à consacrer jusqu'à cinq pour cent (5 %) de leurs cotisations mensuelles au financement d'activités sociales afin de promouvoir la participation des membres à la vie syndicale.

RÉSOLUTION N° 127

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 9.37

ATTENDU QUE le STTP subit des attaques sans précédent de la part de Postes Canada et du gouvernement fédéral;

ATTENDU QUE nos membres se sentent coupés du Syndicat;

ATTENDU QUE la tenue d'activités sociales visant à bâtir la solidarité est indispensable pour soutenir nos efforts de mobilisation interne;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE les comités exécutifs locaux aient la possibilité de dépenser jusqu'à concurrence de 10 \$ par membre par an, à même leurs ristournes locales, pour financer des activités de solidarité ou acheter des articles syndicaux qui favoriseraient la solidarité syndicale et la participation des membres;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU QUE ce fonds de solidarité syndicale soit administré par le comité exécutif local et soit utilisé uniquement aux fins d'activités de solidarité ou de l'achat d'articles syndicaux mis à la disposition de l'ensemble des membres de la section locale. Le fonds ne peut servir à l'achat d'alcool;

WHEREAS we must fight back the boss and encourage workers to participate and support our Union by providing a social environment within our Union; therefore,

BE IT RESOLVED that CUPW Local Executive Committees have the option to use up to five percent (5%) of their monthly dues remittance, within their Local Bylaws, to fund social activities that would promote Union activity and participation of their members. To be included in section 9.37 of our National Constitution.

RESOLUTION NO 127

Pacific Regional Conference

Section 9.37

WHEREAS we are facing unprecedented attacks from Canada Post and the Federal Government;

WHEREAS our members are feeling disconnected from our union;

WHEREAS solidarity building social activities are crucial to our internal organizing efforts;

THEREFORE BE IT RESOLVED that our CUPW Local Executive Committees have the option to spend up to a maximum of \$10 per member per year out of their local rebate to fund solidarity activities and/or union items that would promote union solidarity and the participation of members;

BE IT FURTHER RESOLVED that this union solidarity fund shall be administered by the Local Executive Committee, and shall be used solely for the use of solidarity activities or union items accessible to all members of the local. These funds cannot be used to purchase alcohol;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU QUE les sommes inutilisées du fonds de solidarité syndicale soient remises dans le fonds général de la section locale à la fin de chaque exercice financier.

RÉSOLUTION N° 128

Conférence régionale du Pacifique

Alinéa 9.37 s)

PARCE QUE le STTP mène en ce moment une lutte pour la survie du service postal public au Canada;

PARCE QU'il ne s'agit pas seulement d'une lutte contre Postes Canada, mais aussi contre les partis politiques de droite qui visent la destruction des services publics;

PARCE QU'une collaboration avec nos alliés politiques nous donnerait accès à des ressources accrues et augmenterait nos chances de remporter cette lutte;

PARCE QUE les différentes régions du Canada et du Québec ont leurs propres enjeux politiques;

PAR CONSÉQUENT, nous voulons ajouter un nouvel alinéa s) au paragraphe 9.37 (utilisation des ristournes de cotisations syndicales) :

droits d'affiliation aux partis politiques approuvés par le Conseil exécutif national.

RÉSOLUTION N° 129

Conférence régionale de l'Atlantique

Paragraphe 9.42

Aux termes de l'alinéa 9.37 a) des statuts nationaux, les sections locales sont tenues de s'affilier au conseil du travail de leur région. À l'heure actuelle, de nombreuses sections locales ne sont pas affiliées à un conseil du travail comme l'exigent les statuts nationaux.

BE IT FINALLY RESOLVED that any unused solidarity activity funds shall go back to the local's general fund at the end of each fiscal year.

RESOLUTION NO 128

Pacific Regional Conference

Section 9.37 (s)

BECAUSE CUPW is currently engaged in a fight for the survival of the Public Post Office in Canada; and

BECAUSE this not only a fight against Canada Post but a fight against the right wing political parties that want to destroy public services; and

BECAUSE working with political allies will provide us with more resources and a better chance of victory in this fight; and

BECAUSE of the many different political issues in the various regions of Canada and in Quebec;

THEREFORE we want to add a new section 9.37(s): (use of union rebate funds);

Affiliation fees to political parties as approved by the NEB

RESOLUTION NO 129

Atlantic Regional Conference

Section 9.42

Under 9.37(a) of the National Constitution, Locals are required to affiliate to Labour Councils. At this time, many locals do not affiliate as required.

Le palier national du Syndicat est actuellement affilié au Congrès du travail du Canada (CTC) et aux différentes fédérations du travail au nom des sections locales;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le palier national du Syndicat s'affilie aux conseils du travail au nom des sections locales. La capitation aux conseils du travail est payée en janvier de chaque année, en fonction du nombre de membres au cours du mois précédent. Le montant de la capitation est soustrait des ristournes destinées à chaque section locale en janvier de chaque année.

RÉSOLUTION N^o 130

Conférence régionale du Pacifique

Article 9 – NOUVEAU Comité des travailleuses et travailleurs temporaires

PUISQUE, selon le processus d'embauche, les travailleuses et travailleurs de l'unité de l'exploitation postale urbaine commencent habituellement à travailler à titre de travailleuses et travailleurs temporaires;

PUISQUE les travailleuses et travailleurs temporaires n'obtiennent peut-être pas suffisamment de renseignements au sujet des dispositions de la convention collective;

PUISQUE la transmission de renseignements aux travailleuses et travailleurs temporaires et l'acquisition d'une meilleure compréhension de leurs préoccupations renforceront le Syndicat à tous les paliers;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'ajouter ce qui suit aux dispositions sur les comités de la section locale énoncées à l'article 9 des statuts nationaux :

« Les sections locales qui comptent un nombre suffisant de travailleuses et travailleurs temporaires sont encouragées à former un comité des travailleuses et travailleurs temporaires.

The National Union presently affiliates to the Canadian Labour Congress (CLC) and to Federations of Labour on behalf of locals;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the National Union affiliate to Labour Councils on behalf of Locals. This will be paid in January of each year, using membership numbers from the previous month. The money will be taken from the Local rebate in January of each year.

RESOLUTION NO 130

Pacific Regional Conference

Article 9 – NEW Temporary Workers Committee changed

SINCE temporary workers are generally the starting point in the hiring process for the Urban Operations Bargaining Unit; and

SINCE temporary workers may not have adequate information about the provisions of the Collective Agreement; and

SINCE providing information to temporary workers and gaining a fuller understanding of their concerns will strengthen the Union at all levels;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the following be added to Local Committees in Article 9 of the Constitution:

“Locals are encouraged, where the number of Temporary Workers makes it feasible, to establish a Temporary Workers Committee.

Le rôle du comité local des travailleuses et travailleurs temporaires est de discuter des questions qui touchent ces travailleuses et travailleurs et de formuler des recommandations à l'intention du comité exécutif local dans les domaines suivants :

- a) la résolution des problèmes avec lesquels sont aux prises les travailleuses et travailleurs temporaires de la section locale;**
- b) l'élaboration de propositions pour la négociation d'améliorations aux droits et avantages sociaux des travailleuses et travailleurs temporaires énoncés à la convention collective de l'unité de l'exploitation postale urbaine;**
- c) la sensibilisation des travailleuses et travailleurs temporaires et de l'ensemble des membres aux droits des travailleuses et travailleurs temporaires, aux dispositions de la convention collective qui visent ces derniers et aux questions avec lesquelles ils sont aux prises.**

Le comité local des travailleuses et travailleurs temporaires effectue ses travaux sous la direction d'une dirigeante ou d'un dirigeant de la section locale. »

RÉSOLUTION N^o 131

Région de l'Atlantique

ATTENDU QUE le STTP éprouve des difficultés financières en raison de la diminution du nombre de membres;

ATTENDU QUE nous devons trouver des moyens de réduire les coûts tout en limitant le plus possible les conséquences sur les services aux membres;

ATTENDU QU'une façon de réduire les coûts consisterait à réduire le nombre de permanentes et permanents syndicaux nationaux;

The Local Temporary Workers Committee functions shall be to discuss the issues facing temporary workers, and it shall make recommendations to the Local Executive Committee on:

- (a) resolving issues facing temporary workers in the Local;**
- (b) developing proposals for negotiating improvements to temporary workers rights and benefits in the Urban Operations Collective Agreement**
- (c) the education of temporary workers and the general membership on temporary workers rights, the collective agreement and temporary workers, and issues facing temporary workers.**

The Local Temporary Workers Committee shall work under the direction of one of the Local Officers."

RESOLUTION NO 131

Atlantic Region

WHEREAS CUPW is in financial difficulties due to declining membership;

WHEREAS we must look at ways to cut costs with the least amount of impact possible on services to the membership;

WHEREAS reducing the of Union Representatives at the National Level is one way to reduce costs;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le nombre de permanentes et permanents syndicaux affectés aux griefs soit réduit de quatre à trois;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que le travail lié au renvoi des griefs à la procédure d'arbitrage et à leur inscription au calendrier d'arbitrage soit dorénavant confié à la dirigeante ou au dirigeant régional des griefs.

RÉSOLUTION N° 133

Conférence régionale des Prairies

Modifier le paragraphe 10.01

ATTENDU QUE la réduction des volumes de la poste-lettres, les nouvelles technologies et les programmes de la SCP, comme la transformation postale ou la poste moderne, ont donné lieu à une baisse dramatique du nombre de membres;

ATTENDU QUE la diminution du nombre de membres a déjà nuit à la stabilité financière du Syndicat et qu'une réduction plus importante est attendue à l'avenir, ce qui alourdira le fardeau financier du Syndicat;

ATTENDU QU'il est indispensable que le Syndicat fasse preuve de responsabilité financière et réduise ses dépenses;

ATTENDU QU'il est possible de réduire les coûts sans nuire aux services offerts aux membres;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 10.01 ainsi :

« **Trois** permanentes ou permanents syndicaux nationaux travaillent dans la section des griefs et de l'arbitrage en collaboration avec la dirigeante ou le dirigeant national des griefs. Au moins une de ces personnes s'occupe des griefs de langue française et au moins une autre s'occupe des griefs de langue anglaise.

THEREFORE BE IT RESOLVED that the number of Union Representatives that deal with grievances be reduced from 4 to 3;

BE IT FURTHER RESOLVED that the referral and scheduling of grievances to the arbitration procedure become the work of the Regional Grievance Officer.

RESOLUTION NO 133

Prairie Regional Conference

Changes to section 10.01

WHEREAS CPC programs such as Postal Transformation / Modern Post, the reduction in letter mail, as well as the modern technological changes have resulted in the drastic reduction of the membership;

WHEREAS the current loss of members has already affected the financial stability of the Union with a greater reduction in the membership being projected for the future, which would result in an even greater financial burden being placed upon the Union;

WHEREAS it is essential and financially responsible to reduce union spending;

WHEREAS cuts can be made without affecting the service to the membership;

BE IT RESOLVED that section 10.01 be amended to read as follows:

“**Three** National Union Representatives work in the grievance – arbitration section in conjunction with the National Grievance Officer, with at least one dealing with French grievances and at least one dealing with English grievances.

Une permanente ou un permanent syndical national travaille dans la section des griefs et de l'arbitrage en collaboration avec la dirigeante ou le dirigeant national des griefs pour s'occuper principalement **des dossiers de consultation avec les employeurs et des questions relatives à la santé et à la sécurité, à l'indemnisation des accidents du travail, aux avantages sociaux, à l'assurance-emploi et aux régimes de retraite.** »

RÉSOLUTION N^o 134

Conférence régionale du Pacifique

Paragraphe 10.01

PARCE QU'il existe un chevauchement des services aux divers paliers du Syndicat;

PARCE QUE le nombre de membres diminue à un rythme alarmant;

PARCE QUE chaque fois qu'il y a une diminution de 1 % du nombre de membres, le STTP subit une perte de revenu de plus de 400 000 \$ par an;

PARCE QUE le Syndicat doit continuer d'assurer la prestation de services aux membres de manière efficace et économique;

PARCE QUE la section des griefs et de l'arbitrage est l'un des services les plus coûteux selon la structure actuelle;

PARCE QUE les dirigeantes et dirigeants régionaux des griefs sont responsables de la procédure de règlement des griefs et d'arbitrage dans leur région respective;

Nous voulons que l'un des quatre postes de permanentes ou permanents syndicaux nationaux de la section des griefs et de l'arbitrage soit responsable du PAICD, y compris le processus d'appel, des avantages sociaux et des régimes de retraite;

One National Union Representative work in the grievance – arbitration section in conjunction with the National Grievance Officer to deal primarily **with files dealing with consultation with the employers, health and safety matters, workers' compensation, benefit plans, employment insurance and pensions.**”

RESOLUTION NO 134

Pacific Regional Conference

Section 10.01

BECAUSE there is a duplication of services at the various levels of the Union;

BECAUSE we are losing members at an alarming rate;

BECAUSE for each 1% drop in membership the Union loses \$400,000.00 per year in revenue;

BECAUSE the Union must continue to provide services to its members in a cost-effective and efficient manner;

BECAUSE the grievance and arbitration department is one of the most expensive departments to run under the current structure;

BECAUSE the Regional Grievance Officers are responsible for the grievance-arbitration process within their respective regions;

We want one of the four National Union Representatives in the grievance-arbitration section to be responsible for the STDP including the appeal process, benefits and pensions;

Nous voulons que l'un des quatre postes de permanentes et permanents syndicaux nationaux de la section des griefs et de l'arbitrage soit supprimé;

Nous voulons que les dirigeantes et dirigeants régionaux des griefs soient responsables du renvoi des griefs à l'arbitrage et de l'inscription au calendrier des dossiers d'arbitrage dans leur région respective.

RÉSOLUTION N^o 135

Conférence régionale des Prairies

ATTENDU QUE le STTP perd des membres à un rythme alarmant;

ATTENDU QUE chaque baisse de 1 % du nombre de membres prive le Syndicat de 400 000 \$ de revenu par an;

ATTENDU QU'il faut reconnaître les recommandations formulées dans le document d'examen de la structure et la nécessité de revoir les façons de continuer d'assurer les services aux membres de manière efficace et à moindre coût;

ATTENDU QUE la permanente ou le permanent syndical national qui relève du Comité exécutif national joue essentiellement un rôle de soutien;

ATTENDU QUE la permanente ou le permanent syndical national qui s'occupe principalement des consultations avec l'employeur est tenu de faire appel à un membre du Comité exécutif national;

QU'IL SOIT RÉSOLU de supprimer un (1) poste de permanente ou permanent syndical national, de confier les tâches de ce poste à la permanente ou au permanent syndical national qui relève de la présidente ou du président national et d'apporter toutes les modifications qui s'imposent aux dispositions (article 10) des statuts nationaux.

We want one of the four National Union Representatives in the grievance-arbitration section to be eliminated.

We want the Regional Grievance Officers to be responsible for the referral of grievances to arbitration and the scheduling of arbitration dates in their respective regions.

RESOLUTION NO 135

Prairie Regional Conference

WHEREAS we are losing members at an alarming rate;

WHEREAS for each 1% drop in membership the Union loses \$400,000 per year in revenue;

WHEREAS must recognize recommendations from the Structural Review document and recognize the need to change how we continue to provide services to its members in a cost effective and efficient manner;

WHEREAS the National Union Representative that assists the NEC is more of a support role;

WHEREAS the National Union Representative that deals primarily with consultations with employer requires NEC officer involvement;

THEREFORE BE IT RESOLVED that (one) 1 National UR position shall be eliminated and the work be combined as the National Union Representative under the direction of the National President, and that all necessary articles (Article 10) of the National Constitution be amended.

RÉSOLUTION N^o 136

Conférence de la région du Centre

Article 10

Permanentes et permanents syndicaux
(paragraphe 10.02)

PARCE QUE nous perdons des membres à un rythme alarmant;

PARCE QUE chaque baisse de 1 % du nombre de membres équivaut pour le Syndicat à une perte annuelle de revenus de 400 000 \$;

PARCE QUE le Syndicat doit continuer de fournir des services aux membres de manière efficace et rentable;

PARCE QUE la permanente ou le permanent syndical national qui travaille sous la direction du Comité exécutif national joue principalement un rôle d'appui;

PARCE QU'un tel rôle pourrait être pris en charge par une adjointe administrative;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'éliminer le poste de permanent syndical national affecté au Comité exécutif national.

RÉSOLUTION N^o 137

Conférence régionale du Québec

Paragraphe 10.05

CONSIDÉRANT QUE la syndicalisation externe faite actuellement par le STTP connaît un succès mitigé;

CONSIDÉRANT QUE nos membres font face à des attaques sans précédent de la part de Postes Canada et que des milliers de pertes de membres sont probables;

RESOLUTION NO 136

Central Regional Conference

Article 10

Union Representatives (10.02)

BECAUSE we are losing members at an alarming rate;

BECAUSE for each 1% drop in membership the Union loses \$400,000.00 per year in revenue;

BECAUSE the Union must continue to provide services to its members in a cost effective and efficient manner;

BECAUSE the National Union Representative that assists the NEC is more of a support role;

BECAUSE this type of role could be handled by an administrative assistant;

THEREFORE we want to eliminate the National Union Representative that assists the National Executive Committee.

RESOLUTION NO 137

Quebec Regional Conference

Section 10.05

CONSIDERING THAT CUPW has had mixed success in its current external organizing work;

CONSIDERING THAT our members are facing unprecedented attacks by Canada Post, and the Union is likely to lose thousands of members;

CONSIDÉRANT QUE beaucoup de nos ressources sont affectées à des campagnes de syndicalisation réparties à travers le pays;

CONSIDÉRANT QUE le Conseil exécutif national dispose de tous les pouvoirs pour nommer des organisateurs syndicaux pour mener des campagnes de syndicalisation ciblées;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'abolir le poste de permanente ou permanent syndical national à la syndicalisation (10.05).

RÉSOLUTION N^o 139

Conférence régionale des Prairies

ATTENDU QUE la situation financière du Syndicat l'oblige à réduire ses coûts autant que possible;

ATTENDU QUE le Syndicat a réduit ses coûts en faisant appel à des plaideuses et plaideurs et à d'autres représentantes ou représentants syndicaux;

ATTENDU QUE les statuts nationaux ont été modifiés de sorte que les permanentes et permanents syndicaux régionaux soient tenus « de préparer et de présenter des dossiers à la procédure formelle d'arbitrage dans le but de réduire au minimum le recours aux avocats »;

ATTENDU QUE les frais de recours à des avocats demeurent beaucoup trop élevés à tous les paliers du Syndicat;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le recours à des avocats soit interdit à tous les paliers du Syndicat à moins qu'une autorisation ait été préalablement obtenue du Conseil exécutif national.

CONSIDERING THAT the Union devotes a large amount of its resources to organizing campaigns across the country;

CONSIDERING THAT the National Executive Board has full authority to appoint the union organizers needed to conduct targeted organizing campaigns;

BE IT RESOLVED THAT the position of National Union Representative – External Organizing (section 10.05) be abolished.

RESOLUTION NO 139

Prairie Regional Conference

WHEREAS given the Union's financial status we must reduce costs where possible;

WHEREAS the Union has reduced costs through use of Worker Advocates and other Union Representatives;

WHEREAS the Constitution was changed to add duties to Regional Union Representatives that require them to "prepare and present formal arbitration cases to minimize the utilization of lawyers";

WHEREAS the costs for use of lawyers continues to be unacceptably high at all levels of the Union;

THEREFORE, BE IT RESOLVED that there be no use of lawyers at any level of the Union unless prior approval / authorization has been granted by the National Executive Board.

RÉSOLUTION N^o 140

Conférence régionale du Québec

Port Elgin

CONSIDÉRANT QUE le Syndicat a négocié le fonds d'éducation syndicale en 1992;

CONSIDÉRANT QUE le Programme de formation syndicale de quatre semaines en résidence est offert depuis 1993, et est payé par ce fonds;

CONSIDÉRANT QUE, depuis plusieurs années déjà, le Syndicat a diminué et même annulé certaines de ses sessions en conséquence d'un manque de participation et/ou d'un manque de fonds;

CONSIDÉRANT QUE le coût pour tenir une session de quatre semaines pour 50 participantes et participants peut atteindre environ 750 000 \$;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le Programme de formation syndicale (PFS) ne soit offert qu'une seule fois entre les congrès quadriennaux.

RÉSOLUTION N^o 141

Conférence régionale du Montréal métro

ATTENDU l'importance du rôle des déléguées et délégués syndicaux au sein du STTP;

ATTENDU QUE des déléguées et délégués, ainsi que des membres bien informés, favorisent la mobilisation et la défense des membres;

ATTENDU QUE les régions ont des besoins spécifiques afin de susciter la participation des membres à la vie syndicale, soit pour leurs membres, soit pour leurs déléguées et délégués syndicaux;

ATTENDU QUE beaucoup de nos déléguées et délégués syndicaux, ainsi que de nos membres, sont jeunes, nouveaux, et que l'on doit bâtir une relève pour faire face aux nombreux départs à la retraite;

RESOLUTION NO 140

Quebec Regional Conference

Port Elgin

CONSIDERING THAT the Union negotiated the Union Education Fund in 1992;

CONSIDERING THAT the four-week in residence Union Education Program has been provided since 1993, and paid for out of this Fund;

CONSIDERING THAT, for several years now, the Union has reduced and even cancelled some of its sessions due to a lack of participation and/or funds;

CONSIDERING THAT the cost of organizing a four-week session for 50 participants can reach up to approximately \$750,000;

BE IT RESOLVED that the Union Education Program be put on only once between the quadrennial conventions.

RESOLUTION NO 141

Metro-Montreal Regional Conference

WHEREAS shop stewards play an important role within CUPW;

WHEREAS stewards and well-informed members help mobilize and defend members;

WHEREAS the regions have specific needs for their members or shop stewards with respect to encouraging participation in union activities;

WHEREAS many of our members and shop stewards are young or new, and we need to build secondary leadership to deal with the fact that many members are retiring;

ATTENDU QUE les réalités et les besoins d'éducation peuvent différer d'une région à une autre;

QU'IL SOIT RÉSOLU que 25% des sommes dédiées au paragraphe 11.06 soient retournées au niveau régional, afin de répondre aux besoins particuliers et spécifiques des différentes régions;

QU'IL SOIT ÉGALEMENT RÉSOLU que le Programme de formation syndicale soit donné au maximum une fois à tous les 2 ans.

RÉSOLUTION N^o 146

Conférence de la région du Centre

Paragraphe 12.02

ATTENDU QUE les coûts liés à la procédure de règlement des griefs et d'arbitrage comptent parmi les plus importants du Syndicat;

ATTENDU QU'il faut trouver des solutions pour réduire les coûts;

QU'IL SOIT RÉSOLU que, dans le but de réduire ses frais juridiques, le STTP embauche « à l'interne » au moins un avocat spécialisé en droit du travail.

RÉSOLUTION N^o 148

Conférence régionale du Pacifique

Article 12

PARCE QUE nos dirigeantes et dirigeants nationaux sont élus parmi les membres de la base;

PARCE QUE les dirigeantes et dirigeants qui sont élus n'ont pas tous de l'expérience et des compétences en relations avec les médias;

PARCE QUE la Société et le gouvernement fédéral embauchent des professionnels à titre de porte-parole auprès des médias pour transmettre leur message à la population;

WHEREAS education needs and realities can differ from one region to another;

BE IT RESOLVED that 25% of the amounts set out in section 11.06 be returned to the regional level to meet the specific needs of each region;

BE IT ALSO RESOLVED that the Union Education Program be given once every two years at most.

RESOLUTION NO 146

Central Regional Conference

Section 12.02

WHEREAS the cost of arbitration and the grievance procedure is one of the largest financial expenditures of our Union;

WHEREAS solutions to reduce costs must be found;

THEREFORE LET IT FINALLY BE RESOLVED that CUPW hire at least one labour-oriented "In-House" lawyer to help reduce legal costs.

RESOLUTION NO 148

Pacific Regional Conference

Article 12

BECAUSE we elect our National Officers from the General Membership;

BECAUSE not every elected Officer had experience and skills in Media Relations;

BECAUSE the Corporation and the Federal Government hire professional media spokespeople to convey their messages to the public;

PARCE QUE le STTP dispose de peu d'occasions de faire valoir son point de vue dans les médias, qui sont contrôlés par les grandes entreprises;

PARCE QUE le STTP, lorsqu'il a l'occasion de transmettre son message, doit s'assurer de le faire d'une manière claire, concise et convaincante qui interpelle la population;

Nous voulons que la présidente ou le président national, les directrices et directeurs nationaux et les présidentes et présidents de section locale (ou leur remplaçante ou remplaçant désigné) obtiennent une formation en relations avec les médias et en communications auprès d'une entreprise de communications réputée, syndiquée et progressiste, comme NOW Communications.

RÉSOLUTION N^o 149

Conférence régionale des Prairies

Paragraphe 14.02

ATTENDU QUE la pratique actuelle aux conférences régionales et au congrès national est de ne pas faire de distinction entre les microphones POUR et CONTRE pour se prononcer sur une question;

ATTENDU QUE l'adoption de microphones POUR et CONTRE éviterait des discussions répétitives;

ATTENDU QUE l'adoption de microphones POUR et CONTRE rendrait le débat plus efficace et favoriserait une plus grande clarté dans les discussions;

ATTENDU QUE cette efficacité accrue nous permettrait de discuter et d'adopter un plus grand nombre de résolutions;

QU'IL SOIT RÉSOLU de modifier le paragraphe 14.02 ainsi :

BECAUSE CUPW receives limited opportunities to report our point of view in Canada's Corporate controlled media;

BECAUSE when we do get the opportunity we want to ensure our message is delivered in a clear, concise and compelling manner that resonates with the Canadian public;

We want the National President, National Directors and Local Presidents (or their designates) to receive Media and Communications Training from a reputable and progressive unionized communications company such as NOW Communications.

RESOLUTION NO 149

Prairie Regional Conference

Section 14.02

WHEREAS the current practice at Conference and Convention do not distinguish between PRO and CON microphones to speak on any issue;

WHEREAS such designation of PRO and CON Microphones would eliminate repeated discussion;

WHEREAS PRO and CON Microphones would create an efficiency of debate and clarity on subjects discussed;

WHEREAS more resolutions would be discussed and voted on if this efficiency was created;

THEREFORE BE IT RESOLVED that section 14.02 be amended to read:

« Si une déléguée ou un délégué désire parler, il doit s'avancer vers l'un des microphones **POUR ou CONTRE** prévus à cette fin. Après approbation de la dirigeante ou du dirigeant président, elle ou il doit donner son nom, nommer la section locale qu'il représente et limiter ses remarques à la question en débat. »

RÉSOLUTION N° 150

Conférence régionale du Pacifique

ATTENDU QUE d'autres syndicats et les fédérations du travail utilisent des microphones « pour » et « contre » à leur congrès;

ATTENDU QUE cette façon de faire peut aider à accélérer les débats et les discussions sur les résolutions;

QU'IL SOIT RÉSOLU d'utiliser des microphones « pour » et « contre » plutôt que des microphones numérotés aux congrès nationaux et aux conférences régionales;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU qu'au moins un microphone soit accessible aux personnes en fauteuil roulant et aux personnes à mobilité réduite, et que ce microphone ne soit pas désigné comme microphone « pour » ou « contre ».

RÉSOLUTION N° 152

Conférence régionale du Pacifique

Nouvelle résolution

Établir des échelles salariales de référence

ATTENDU QUE la transformation postale et la technologie de pointe qui y est associée se répercutent sur tous les aspects du traitement et de la livraison du courrier et des colis;

When a delegate wishes to speak, he/she shall proceed to one of the **PRO or CON** microphones provided for that purpose to express their opinions reflective of the microphone they are at. When recognized by the Chairperson, he/she shall give their name and Local they represent and shall confine his/her remarks to the question at issue.

RESOLUTION NO 150

Pacific Regional Conference

WHEREAS other union conventions and Federations have Pro and Con microphones;

WHEREAS this process may speed up debate and discussions of resolutions;

THEREFORE BE IT RESOLVED that all Regional and National Conventions have Pro and Con microphones instead of numbered microphones;

BE IT FURTHER RESOLVED that at least one microphone has wheelchair/mobility issue access, and this microphone will not be designate Pro and Con microphone.

RESOLUTION NO 152

Pacific Regional Conference

New Resolution

Establish Benchmark Pay Scales

WHEREAS as a result of Postal Transformation and advanced technology impacting all aspects of mail and parcel processing and delivery systems;

ATTENDU QUE ces énormes changements ont eu d'importantes répercussions sur le travail des membres MHM (groupes 3 et 4) et ont donné lieu à une grave pénurie de personnel, à un manque de formation et à des attentes au travail toujours plus grandes à l'endroit de ces travailleurs et travailleuses;

ATTENDU QUE les bas salaires rendent extrêmement difficiles l'embauche et la rétention de gens de métier et de travailleuses et travailleurs techniques compétents, qualifiés, accrédités et autorisés;

QU'IL SOIT RÉSOLU que, pour négocier les salaires des membres MHM (groupes 3 et 4), le STTP se serve d'échelles salariales de référence, établies en tenant compte des salaires versés aux gens de métier et aux travailleuses et travailleurs techniques dans les secteurs public et privé;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que, en raison des caractéristiques singulières du travail exécuté par les membres MHM, le STTP entreprenne des négociations distinctes avec Postes Canada concernant les modalités de travail de ces membres.

RÉSOLUTION N^o 157

Conférence régionale des Prairies

ATTENDU QUE le Syndicat croit que les travailleurs et travailleuses ont un droit fondamental à un lieu de travail sain et sécuritaire;

ATTENDU QUE le Syndicat a la responsabilité première d'assurer le bien-être des dirigeantes et dirigeants et des représentantes et représentants syndicaux dans ses bureaux, aux sessions d'éducation ou à toute autre activité syndicale;

ATTENDU QU'une dirigeante ou un dirigeant ou une représentante ou un représentant du STTP peut exercer son droit de refuser de participer physiquement ou de travailler si elle ou il a des motifs raisonnables de croire que sa santé ou sa sécurité est menacée;

WHEREAS these massive changes have incurred extraordinary demands on the members of GL&T (Groups 3 and 4) resulting in extreme shortages in staffing, insufficient training, and increased expectations on the job;

WHEREAS there is extreme difficulty in hiring and retaining skilled, qualified, accredited, and licensed Trades and Technical personnel due to low wages;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the CUPW should use as a benchmark pay scales attained by public and private sector Trades and Technical personnel, to negotiate wages for GL&T (Groups 3 and 4);

THEREFORE BE IT FURTHER RESOLVED that due to the unique nature of the work performed by GL&T, the CUPW shall undertake separate negotiations with CPC involving any terms and conditions affecting GL&T.

RESOLUTION NO 157

Prairie Regional Conference

WHEREAS the Union believes that workers have a fundamental right to a safe and healthy workplace;

WHEREAS the Union has the primary responsibility of the wellbeing of its officers or representatives of the Union at their offices, educational or any kind of Union function;

WHEREAS that a CUPW officer or representative of the Union has the Right to Refuse to physically participate or work if he/she has reasonable grounds to believe that his/her health and safety will be in danger;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le bureau national, les bureaux régionaux et les bureaux des sections locales du Syndicat aient chacun un comité de santé et de sécurité composé de quatre membres et que la présidence de ces comités soit assurée respectivement par la 2^e vice-présidente ou le 2^e vice-président national, la dirigeante ou le dirigeant régional de l'éducation et de l'organisation et la dirigeante ou le dirigeant local de santé et de sécurité;

QU'IL SOIT AUSSI RÉSOLU que dès réception d'une plainte de droit de refus, la dirigeante ou le dirigeant local de santé et de sécurité ou la dirigeante ou le dirigeant régional de l'éducation et de l'organisation ou la 2^e vice-présidente ou le 2^e vice-président national fasse immédiatement enquête;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU que lorsqu'une dirigeante ou un dirigeant ou une représentante ou un représentant du Syndicat exerce son droit de refus, elle ou il ait le droit d'être présent durant l'enquête;

QU'IL SOIT ENFIN RÉSOLU que si une dirigeante ou un dirigeant ou une représentante ou un représentant du Syndicat qui exerce son droit de refus n'est pas satisfait du résultat de l'enquête, elle ou il puisse interjeter appel auprès du comité de santé et de sécurité local, régional ou national, qui, lorsqu'il reçoit une telle demande, rend une décision dans les trois jours ouvrables suivant l'appel, et sa décision est définitive.

RÉSOLUTION N^o 185

Conférence régionale du Québec

Rencontre des déléguées sociales et des délégués sociaux

ATTENDU QUE les déléguées sociales et les délégués sociaux sont de plus en plus importants sur les planchers de travail de chacune des sections locales;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the National Union Office, the Regional Union Offices or the Local Union Office shall have four members of the Health & Safety Committee. A chairperson of these Committees will be the 2nd National Vice President, the Regional Education Officer or the Local Health & Safety Officer.

THEREFORE BE IT RESOLVED that upon receiving such a Right to Refuse complaint, the Health & Safety Officer of the Local or Regional REOO or 2nd National Vice President shall conduct investigations immediately.

THEREFORE BE IT RESOLVED when an officer or representative of the Union uses the Right to Refuse, he/she will be entitled to be present while an investigation will be conducted.

BE IT FINALLY RESOLVED if an officer or representative of the Union who uses the right to refuse is not satisfied with the outcome of the investigation, then he/she can appeal to the Local, Regional or National Health & Safety Committee and upon such a request, the Health & Safety committee shall render their decision within three working days of the appeal and their decision should be the final remedy.

RESOLUTION NO 185

Quebec Regional Conference

Social Stewards' Meeting

WHEREAS social stewards play an increasingly important role on work floors in every local;

ATTENDU QU'il est important d'améliorer le réseau afin de supporter les déléguées sociales et les délégués sociaux;

ATTENDU QU'il est primordial d'améliorer le réseau;

QU'IL SOIT RÉSOLU qu'une conférence des déléguées sociales et des délégués sociaux soit organisée à tous les deux (2) ans dans chacune des régions;

QU'IL SOIT DE PLUS RÉSOLU QUE les sommes nécessaires à ces rencontres soient défrayées à même le fonds général du Syndicat.

RÉSOLUTION N° 212

Conférence régionale du Montréal métro

ATTENDU QUE les membres ont, à plusieurs reprises, largement manifesté leur désaccord sur le retrait possible de l'assurance-vie qu'ils et elles paient à même leur cotisation syndicale mensuelle;

QU'IL SOIT RÉSOLU de maintenir l'assurance-vie de base, dans sa forme actuelle, pour les membres du STTP.

RÉSOLUTION N° 215

Conférence régionale des Prairies

ATTENDU l'évolution des technologies et des méthodes de communication;

ATTENDU QUE le Syndicat ne réussit toujours pas à joindre, informer, former et mobiliser les jeunes membres qui comptent moins de cinq ans d'ancienneté;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le crée une application mobile polyvalente.

WHEREAS it is important to improve the social stewards' network to provide them with the support they need;

WHEREAS it is vital we improve the social stewards' network;

BE IT RESOLVED that a social stewards' conference be held in each region every two (2) years;

BE IT FURTHER RESOLVED that the amounts needed for these meetings be paid out of the Union's General Fund.

RESOLUTION NO 212

Metro-Montreal Regional Conference

WHEREAS members have repeatedly and widely expressed disagreement on the potential withdrawal of the life insurance that our members pay out of their monthly union dues;

BE IT RESOLVED that the current basic life insurance be maintained in its present form for all CUPW members.

RESOLUTION NO 215

Prairie Regional Conference

WHEREAS technology and methods of communication have advanced;

WHEREAS the Union is still failing to reach, inform, educate, and mobilize our younger members who have less than five years seniority;

THEREFORE BE IT RESOLVED that the Union create a comprehensive mobile app.

RÉSOLUTION N^o 216

Conférence régionale des Prairies

Le nombre total de permanentes et permanents syndicaux régionaux en vigueur au moment du congrès national demeure inchangé et est réaffecté à la nouvelle structure après le congrès.

Un comité formé des directrices et directeurs nationaux, de la présidente ou du président national et de la secrétaire-trésorière ou du secrétaire-trésorier national établit un modèle de prestation de services et de reddition de comptes qui mise sur les outils technologiques pour trouver des moyens efficaces par rapport aux coûts de veiller à ce que les permanentes et permanents syndicaux régionaux élus puissent satisfaire à leurs obligations sans devoir s'installer là où se trouve le bureau régional.

Ce modèle de prestation de services et de reddition de comptes est soumis à l'approbation du Conseil exécutif national et entre en vigueur au prochain congrès national.

RÉSOLUTION N^o 217

Section locale de Fraser Valley West

PARCE QUE le nombre de membres du Syndicat ne cesse de diminuer en raison des attaques de Postes Canada, parmi lesquelles on compte la transformation postale et la suppression de la livraison du courrier à domicile;

PARCE QU'une diminution du nombre de membres se traduit par une diminution des cotisations syndicales, et, qu'à elle seule, la suppression de la livraison du courrier à domicile entraînera une perte de cotisations syndicales de plus de 5 millions \$ par année;

PARCE QUE le Syndicat doit rationaliser ses opérations tout en continuant de fournir tous les services auxquelles les membres s'attendent et qu'ils sont en droit de recevoir;

RESOLUTION NO 216

Prairie Regional Conference

The number of Regional Union Representatives at the time of Convention shall remain unchanged and shall be reallocated to the new structure after Convention.

A Committee of the National Directors, the National President and the National Secretary-Treasurer will develop a servicing and reporting model that will take into consideration the use of technological tools to develop cost-effective ways to ensure that elected Regional Union Representatives will be able to fulfill their duties without being forced to relocate to one of the Regional Offices.

This servicing and reporting model shall be subject to the approval of the National Executive Board and shall be put into effect at the next Convention.

RESOLUTION NO 217

Fraser Valley West Local

BECAUSE our membership numbers are being reduced because of the attacks from Canada Post including Postal Transformation and the elimination of door-to-door delivery;

BECAUSE a reduction in membership numbers means a reduction in union dues revenue, more than \$5 million per year just on the elimination of door-to-door delivery;

BECAUSE we need to streamline our operations while still providing all services that our membership expects and deserves;

PARCE QUE, selon nous, la réduction du nombre de régions représente, pour le Syndicat, un moyen d'accroître son efficacité tout en continuant de fournir les services aux membres;

PARCE QUE l'idée de réduire le nombre de régions suscite une vive controverse susceptible de se transformer en bataille politique;

PAR CONSÉQUENT, nous voulons réduire le nombre de régions à cinq (5). Leur composition respective sera établie par un comité élu au congrès national de 2015;

Le comité sera formé d'une consœur et d'un confrère de chacune des huit régions actuelles. Les membres du comité travailleront depuis leur section locale ou bureau régional et communiqueront entre eux par voie électronique. Le comité disposera d'une année pour déposer son rapport final, qui définira les limites géographiques de chaque région, les sections locales qui en feront partie, l'emplacement du bureau régional, le nombre de permanentes et permanents syndicaux régionaux et leur lieu de travail, s'il diffère du bureau régional.

Le comité présentera son rapport au Conseil exécutif national au plus tard un an après la fin du congrès national de 2015. Le rapport devra obtenir l'appui d'au moins les deux tiers des membres du comité; il aura force exécutoire et devra être mis en œuvre par le Conseil exécutif national.

Le Conseil exécutif national organisera un référendum (un membre, un vote), qui se déroulera par la poste. La réponse à la question référendaire sera un simple oui ou non à la recommandation du comité.

Si, à l'issue du référendum, les membres rejettent la recommandation du comité, le Conseil exécutif national devra décider s'il demande au comité de reprendre ses travaux pour tenter d'en arriver à une proposition susceptible de rallier les membres. Le processus reprendrait alors de nouveau.

BECAUSE we believe that reducing the number of regions is one way to make CUPW more efficient while still providing services to our membership;

BECAUSE the concept of reducing the number of regions is very controversial and can become a political battle;

THEREFORE we want to reduce the number of regions to (5) five. The specific make up of each of the (5) five new regions will be determined by a committee that will be elected at this Convention;

This committee shall be comprised of one Sister and one Brother from each of the eight regions. The committee members will work from their own locals/Regions and communicate via electronic means. This committee will have one year to come up with a final report that provides the geographical area for each Region, the locals that will be in each Region, the location of the Regional Office, the number of Regional Union Representatives and the location of these Regional Union Representatives if not in the Regional Office.

The Committee will submit their report to the NEB within one year of the end of the 2015 National Convention. The report of this committee must be supported by a minimum of two thirds of the members on this committee and this report is binding and must be implemented by the NEB.

The NEB will arrange for a National Referendum, one member, one vote, to be conducted by mail-in ballot. The referendum question will be a simple yes or no vote in support of the Committee's recommendation.

If the Committee's recommendation is rejected by the membership in the referendum, the NEB must decide if it should reconvene the Committee to attempt to come up with a breakdown that the membership will support and the process would begin again.

Le Conseil exécutif national mettra en œuvre, au prochain congrès national, la recommandation du comité, si celle-ci est approuvée par les membres.

If the Committee's recommendation is approved by the membership, the NEB will implement at the next National Convention.

cope 225
scfp 1979